



RAPPORT FINANCIER ANNUEL RCI BANQUE

Au 31 décembre 2018

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	3
RAPPORT DE GESTION	5
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	41
ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	48
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES...	131
ETATS FINANCIERS STATUTAIRES.....	138
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	180



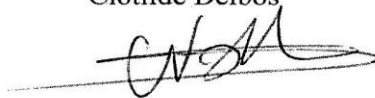
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Au 31 décembre 2018

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Le rapport de gestion inclus dans le présent rapport financier ne contient pas toutes les informations visées par le code de commerce. Celles-ci seront incluses dans le rapport de gestion qui sera présenté à l'assemblée générale des actionnaires.

Le 08 février 2019
La Présidente du Conseil d'Administration
Clotilde Delbos

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CDelbos', written over a horizontal line.



RAPPORT DE GESTION

Au 31 décembre 2018

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RCI BANQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 22 MAI 2019**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce, pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé, soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2018, et vous demander de vous prononcer sur l'affectation du résultat.

Vous aurez également à vous prononcer sur la ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur, les éléments de rémunérations attribués au titre de l'exercice 2018 aux différents Directeurs Généraux et Directeur Général Délégué ayant occupés ces mandats en 2018, ainsi que les principes de rémunération attribuables aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, pour l'exercice 2019.

1. RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE

Les faits marquants de RCI Banque

Bénéficiant d'un marché automobile mondial en croissance, RCI Banque affiche sur l'année 2018 une nouvelle progression de sa performance commerciale, atteignant un record d'activité sur les financements et les services. RCI Banque s'inscrit ainsi comme véritable partenaire stratégique des marques de l'Alliance.

En 2018, RCI Banque a enregistré un accroissement de son activité avec 1 798 901 dossiers financés, soit une hausse de 1,6 % par rapport à l'an passé

LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le développement à l'international demeure un levier important de la stratégie du groupe RCI Banque, notamment dans l'accompagnement des marques dans leur propre développement géographique.

Après son entrée dans le périmètre consolidé en 2017, la filiale Colombienne RCI Colombia SA poursuit le développement de son activité et réalise un taux d'intervention de 47,5% avec près de 25 000 dossiers de financements entrés en gestion.

Dans un contexte de progression du marché automobile mondial, la part de l'activité hors Europe de RCI Banque représente près de 28% du nombre de dossiers de financement de véhicules neufs.

LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES ACTIVITÉS

Depuis le 1^{er} mai 2018, la nouvelle direction des Services de Mobilité et de l'Innovation a pour mission de proposer des solutions «end-to-end»¹ de mobilité, innovantes et sur mesure aux clients des marques de l'Alliance. Sa création répond à l'ambition de RCI Bank and Services de devenir un opérateur de mobilité B2B.

Cette année aura également été marquée par l'acquisition d'une participation majoritaire de 75% dans la société Icabbi, société de dispatch management² pour les flottes automobiles de taxis et de VTC, qui connaît actuellement un fort taux de croissance. Cette démarche s'intègre dans l'ambition de RCI Bank and Services de devenir un fournisseur de services pour les professionnels de la mobilité, en leur proposant dorénavant une nouvelle brique technologique à forte valeur ajoutée.

LITIGES EN COURS

Le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros. Le Groupe conteste le fondement de cette amende et va faire appel de cette décision. Il n'est par ailleurs pas possible, du fait du grand nombre de variables ayant une incidence sur la quantification de la sanction éventuelle, d'estimer de façon fiable le montant qui pourrait devoir être payé à l'issue de cette procédure. A fin décembre 2018, aucune provision n'a donc été comptabilisée à ce titre.

L'activité commerciale de RCI Banque

En 2018, RCI Banque a financé **1 798 901 dossiers**, soit 1,6 % de plus que sur l'année 2017. Ce bon niveau de performance est notamment tiré par la croissance du marché automobile européen, mais aussi par la reprise économique enregistrée sur le marché brésilien.

En hausse de 1,1 point par rapport à 2017, le **Taux d'intervention financements** du Groupe s'établit à 40,7 %. Hors Turquie, Russie, Inde (sociétés consolidées par mise en équivalence, « SME »), ce taux s'élève à 42,9 %, contre 42,6 % à fin décembre 2017.

Dans ce contexte, les **Nouveaux financements** (hors cartes et prêts personnels) progressent sur toutes les marques de l'Alliance pour atteindre 20,9 Md€, en hausse de 1,5% sur un an.

Les **Actifs productifs moyens (APM)** s'établissent désormais à 44,4Md€, soit une progression de 12,0 % par rapport à 2017. Sur ce montant, 34,0 Md€ sont directement liés à l'activité Clientèle, en hausse de 13,6%.

Pilier de la stratégie du groupe RCI Banque, l'activité Services contribue à la satisfaction et à la fidélité des clients aux marques de l'Alliance en s'appuyant sur deux axes majeurs : la diversification rentable de l'offre de produits et l'expansion internationale. Cette activité a poursuivi son développement sur l'année 2018, avec un volume de contrats qui bondit de 11,1% et s'établit à près de 4,8 millions de contrats (dont plus de 66% de services associés au client et à l'usage du véhicule). Le **Taux d'Intervention Services** s'établit à 136,5% à fin 2018 (+17,4 points vs 2017).

Les actifs nets à fin³ 2018 s'établissent à 46,9Md€ contre 43,8Md€ en 2017.

¹ Litt. « bout en bout », solution complète de mobilité, de la technologie au service fourni au client

² Solution automatisée de gestion des flottes basée dans le cloud

³ actifs nets à fin – encours net total + opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions

PERFORMANCE COMMERCIALE PAR REGION

Sur le plan géographique, RCI Banque a profité d'un marché automobile porteur ainsi que du dynamisme commercial des marques de l'Alliance.

La **Région Europe** affiche un taux d'intervention financements de 44,9 %, contre 43,3 % l'an passé, et connaît une hausse du nombre de dossiers de financements de véhicules neufs et d'occasion de +2,4 % par rapport à 2017.

La Région **Asie-Pacifique** réalise le taux d'intervention le plus élevé parmi les Régions du groupe RCI avec 56,8 %. Plus d'un VN sur deux vendus par Renault Samsung Motors est financé par RCI Banque, qui réalise ainsi une bonne performance commerciale.

Dans un environnement économique incertain, principalement en Argentine : le taux d'intervention Financements sur la **Région Amériques** s'établit à 35,0 %, en retrait de 3,8 points par rapport à 2017. La Colombie, filiale entrée dans le périmètre consolidé l'an dernier, affiche un taux d'intervention élevé de 47,5 %.

Soutenue par la dynamique commerciale des filiales de la **Région Afrique - Moyen-Orient – Inde**, le taux d'intervention poursuit son ascension à 27,8 %, soit une hausse de 6,0 points par rapport à 2017.

Le taux d'intervention de la **Région Eurasie** s'établit à 27,0 %, bénéficiant notamment des bonnes performances de la Turquie qui voit son taux d'intervention progresser de 1,7 point pour atteindre 28,3 %.

PERFORMANCE COMMERCIALE PAR MARQUE

Sur le périmètre Renault, le taux d'intervention du groupe RCI Banque s'élève à 42,0 %, en progression de 1,9 point comparé à 2017. **Les nouveaux financements s'établissent à 12,6 Md€** en 2018, contre 12,3 Md€ en 2017, soit une hausse de 2,8 %.

Sur le périmètre Dacia, le taux d'intervention du groupe RCI Banque en 2018 est de 43,4 %, en hausse de 0,6 point par rapport à 2017. **Les nouveaux financements s'établissent à 2,8 Md€** en 2018, contre 2,4 Md€ en 2017, soit une hausse de 17,5 %.

Sur le périmètre Renault Samsung Motors, le taux d'intervention du groupe RCI Banque atteint 56,1 %, en retrait de 1,2 point comparé à 2017. **Les nouveaux financements s'établissent à 0,8 Md€** en 2018 marquant une baisse de 14,6 % par rapport à 2017.

Sur le périmètre Nissan, le taux d'intervention du groupe RCI Banque en 2018 est de 34,2 %, en baisse de 1,2 point par rapport à l'an passé. **Les nouveaux financements s'établissent à 4,4 Md€** en 2018, contre 4,6 Md€ en 2017.

Sur le périmètre Infiniti, le taux d'intervention du groupe RCI Banque en 2018 est de 22,9 % contre 27,4% l'an passé. **Les nouveaux financements s'établissent à 0,07Md€** contre 0,1 Md€ en 2017.

Sur le périmètre Datsun, le groupe RCI Banque affiche en 2018 un taux d'intervention de 22,9%, en hausse de 0,2 point par rapport à 2017.

Les résultats financiers du Groupe RCI Banque

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe RCI Banque de l'exercice 2017 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2015 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

L'ensemble des informations sur l'application des normes IFRS est donné dans l'annexe aux comptes consolidés.

Pour l'année 2018, RCI Banque réalise un résultat avant impôts de 1 215 M€ en progression de 12,8% par rapport à l'an passé.

Dans le détail, l'évolution du résultat s'explique par les éléments suivants :

- Des actifs productifs moyens (APM) qui atteignent 44,4 milliards d'euros, en progression de 12,0 % par rapport à 2017. Cette évolution des actifs productifs moyens se répartit entre une hausse de 13,6 % sur l'activité Clientèle et une augmentation de 7,0 % sur l'activité Réseaux.
- Le produit net bancaire (PNB) atteint 1 930 M€, soit une progression de 18,6 % par rapport à fin 2017. Cette croissance s'explique essentiellement grâce à la hausse conjuguée des activités de Financement (progression des actifs productifs moyens (APM) de 12,0 %) et des activités de Services (+16,8 % comparé à l'an passé).
- Le coût du risque total s'établit à 0,33 % des APM, contre 0,11 % à fin 2017, confirmant une politique robuste d'acceptation et de recouvrement. Depuis le passage à la norme IFRS9, le coût du risque inclut une dotation aux provisions sur les encours sains. La mise en œuvre de cette norme en 2018 entraîne une augmentation du coût du risque en raison de la croissance des encours sains. Sur l'activité Clientèle, le coût du risque est de 0,51 % des APM et sur l'activité Réseaux, il est en reprise à -0,33 % de l'APM.
- Les frais de fonctionnement s'élèvent à 563 M€, soit 1,27 % des APM, enregistrant une baisse de 5 points de base par rapport à l'année dernière. Le coefficient d'exploitation demeure à un niveau significativement bas par rapport au marché, à 29,2 %, démontrant ainsi la capacité de RCI Banque à encadrer ses frais de fonctionnement tout en accompagnant les projets stratégiques et la croissance de son activité.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – atteint 858 M€ à fin décembre, contre 721 M€ en 2017.

Enfin, le ROE s'établit en 2018 à 19,2 % contre 18,6 % en 2017.

Fort de sa dynamique de croissance commerciale, le groupe RCI Banque témoigne ainsi de sa capacité à conserver un haut niveau de rentabilité tout en maintenant une politique robuste de maîtrise du risque.

Refinancement

En 2018, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés et annoncé que ces derniers devraient rester stables au moins jusqu'à l'été 2019. En parallèle, la BCE a progressivement réduit son programme d'achat d'actifs qui est passé de 30 Md€ par mois sur la première partie de l'année à 15 Md€ à partir d'octobre et a pris fin en décembre. A partir de 2019, elle réinvestira les montants remboursés sur les titres arrivant à échéance afin de conserver des conditions de liquidité favorables.

Aux Etats Unis, le nouveau patron de la Federal Reserve Jerome Powell a relevé à quatre reprises ses taux directeurs portant ainsi les Fed Funds à 2,25 % - 2,5 %. Au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre qui avait entamé en novembre 2017 son premier resserrement monétaire depuis dix ans, a relevé son taux directeur en juillet à 0,75 %.

Les anticipations de ralentissement économique mondial et la fin des politiques monétaires accommodantes des banques centrales ont progressivement modifié le contexte macro-économique qui prévalait en début d'année. La guerre tarifaire entre les Etats-Unis et la Chine, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne et les négociations budgétaires entre l'Italie et Bruxelles ont également contribué au renforcement de la volatilité. Dans ce contexte, les marchés ont connu un retour de l'aversion pour le risque au second semestre, qui s'est traduit par une baisse des marchés actions (4) et un élargissement des spreads de crédit (5).

Après un pic à 0,50 % en février, le taux de swap 5 ans termine en baisse de 12 bp à 0,20 %.

RCI Banque a émis l'équivalent de 2,9 Md€ sous format obligataire public. Le groupe a lancé successivement une émission à taux variable de 750 M€ sur cinq ans, une émission double tranche pour 1,3 Md€ (trois ans taux fixe 750 M€, sept ans taux variable 550 M€), puis une émission à huit ans taux fixe pour 750 M€. En parallèle l'entreprise a émis 125 MCHF à taux fixe sur cinq ans, cette opération permettant à la fois de diversifier la base d'investisseurs et de financer les actifs libellés dans cette devise.

En parallèle, trois émissions sous format privé à deux et trois ans ont également été réalisées pour un montant de 600 M€.

Sur le segment du refinancement sécurisé, RCI Banque a placé une titrisation publique adossée à des prêts automobiles en France pour 722,8 M€ répartis entre 700 M€ de titres senior et de 22,8 M€ de titres subordonnés.

Cette alternance de maturités, de types de coupons et de formats d'émission, s'inscrit dans la stratégie de diversification des sources de financement poursuivie depuis plusieurs années par le groupe et permet de toucher le plus grand nombre d'investisseurs.

En complément, les entités du groupe au Brésil, en Corée du Sud, au Maroc, en Argentine et pour la première fois en Colombie ont également accédé aux marchés de capitaux sur leurs propres marchés domestiques.

Les dépôts de la clientèle particulière progressent de 0,9 Md€ depuis décembre 2017 et atteignent 15,9 Md€ au 31 décembre 2018, représentant 34 % des actifs à fin décembre, ce qui correspond à l'objectif de l'entreprise de disposer de dépôts clientèle représentant environ un tiers des financements accordés à ses clients.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 3,8 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 2,2 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) ainsi qu'un montant d'actifs financiers de 0,4 Md€,

⁴ Euro Stoxx 50 en recul de 15 %

⁵ Iboxx EUR Non Financial en hausse de 55 bp, Iboxx Auto en hausse de 95 bp

permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant près de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement complexe et volatil, la politique prudente menée par le groupe depuis plusieurs années s'est montrée particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement du groupe.

Evènements post-clôture

Le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros, Renault SA étant conjointement tenue au paiement de cette amende. Le groupe conteste le fondement de cette amende et va faire appel de cette décision. Il n'est par ailleurs pas possible, du fait du grand nombre de variables ayant une incidence sur la quantification de la sanction éventuelle, d'estimer de façon fiable le montant qui pourrait devoir être payé à l'issue de cette procédure. A fin décembre 2018, aucune provision n'a donc été comptabilisée à ce titre.

Ainsi, aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2018 n'est intervenu entre la date de clôture et le 08 février 2019, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

Perspectives 2019

L'année 2019 sera marquée par la poursuite du déploiement du plan stratégique à horizon 2022 « Open Roads ». Open roads est au service de la vision et de l'ambition de l'entreprise de devenir un référent des services de mobilité automobile pour les clients et les marques de l'Alliance.

Open Roads porte en son nom la volonté de proposer de nouvelles solutions de mobilité, de tester de nouvelles offres et d'apporter des solutions technologiques déployables au sein de RCI Bank and Services mais aussi au sein de l'Alliance.

En capitalisant sur les solides fondations du précédent plan stratégique Drive 4B, ce plan doit permettre d'assurer une croissance durable. Il a ainsi pour objectif d'optimiser les activités de notre Core Business, de déployer une stratégie offensive sur les services et de bâtir les nouveaux services de mobilité.

Procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Le groupe RCI Banque est doté d'un système global de contrôle interne qui vise à recenser, analyser, piloter et contrôler les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société (cf. partie « Les Risques » du rapport annuel RCI). Le comité contrôle interne groupe a validé le cadre général de ce dispositif décrit dans la charte de contrôle interne applicable à l'ensemble des sociétés françaises et étrangères dont RCI Banque détient le contrôle effectif.

Cette charte définit le dispositif applicable à l'ensemble du groupe et précise notamment :

- le dispositif général de pilotage du contrôle interne ;
- les dispositifs locaux des filiales, succursales et joint-venture ;
- les dispositifs spécifiques des différents domaines fonctionnels.

Le directeur de la gestion des risques et le directeur du contrôle interne présentent chaque année au comité d'audit et des comptes du conseil d'administration de RCI Banque les résultats des contrôles permanents, notamment comptables, et les évolutions des dispositifs connexes ; ce dernier évalue le système de contrôle interne et demande le cas échéant des actions d'amélioration.

Le groupe RCI Banque élabore des comptes consolidés à partir d'un outil de consolidation unique, structuré selon un plan de rubriques de consolidation commun à toutes les entités. L'outil de consolidation produit les reportings comptables et de gestion au travers d'une saisie unique des données, garantissant l'homogénéité des informations contenues dans les états financiers et dans les différents tableaux de bords internes.

La société RCI Banque élabore des comptes individuels en compilant les comptes du siège et de ses succursales. Pour ce faire, elle utilise les éléments figurant dans l'outil commun de consolidation, et les transforme en normes comptables françaises.

1- LES PRINCIPES D'ÉLABORATION DES COMPTES

La société consolidante RCI Banque définit, anime et assure la supervision de l'élaboration de l'information financière et comptable. La responsabilité de l'établissement des comptes sociaux et des comptes retraités pour la consolidation échoit aux Directeurs administratifs et financiers des filiales, sous l'autorité des présidents et Directeurs généraux de ces mêmes filiales.

À tous les niveaux du groupe, les grands principes qui prévalent et qui sont mis en œuvre pour l'élaboration des comptes sont les suivants :

- le traitement de l'exhaustivité des transactions ;
- le respect des principes comptables applicables au groupe. Ainsi, un ensemble de documents de référence définit les normes communes de présentation et d'évaluation du groupe et les schémas comptables. Ces documents, mis à la disposition de toutes les entités, concourent à l'homogénéité de l'information financière remontée ;
- la revue périodique des actifs, passifs et engagements de hors-bilan (créances, emprunts, instruments dérivés, disponibilités...) au travers de procédures de rapprochement de la comptabilité avec les systèmes opérationnels, de justification des comptes et d'inventaires. En outre, l'organisation groupe d'évaluation du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels décrits ci-avant s'appliquent au processus d'élaboration de l'information financière et comptable.

Une démarche d'harmonisation comptable a été entreprise. Un guide des bonnes pratiques comptables ainsi que sept procédures comptables cadre ont été rédigés à l'attention des filiales ; les procédures devant être transposées localement (Arrêtés comptables, Reportings, Saisies manuelles, Contrôle des alimentations automatiques de la comptabilité, Nouveaux schémas comptables, Archivage, Vérification de la réalisation des contrôles de 1er niveau du chef comptable).

La bonne articulation du reporting financier avec les systèmes opérationnels du groupe constitue la clé de voûte de l'élaboration de l'information financière et comptable. Le volume d'informations à traiter, la qualité requise pour les données traitées et le délai de remontée (J + 4), imposent de s'appuyer sur des systèmes d'information performants et contrôlés.

2- LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET L'ORGANISATION

2.1 L'UTILISATION D'UN PROGICIEL INTÉGRÉ

Le groupe RCI Banque a choisi de mettre en place un outil comptable intégré (Entreprise Ressource Planning ou ERP) reconnu sur le marché. L'utilisation d'un tel progiciel intégré, très structuré, permet d'exploiter sa propre logique de contrôle interne et d'assurer la cohérence et la fiabilité de l'information traitée. Notamment, la définition et le suivi des profils utilisateurs contribuent au respect des règles de séparation des tâches.

Ce progiciel, associé à un interpréteur comptable groupe, a fait l'objet d'une conception permettant, au travers de l'utilisation de ses différents modules, d'intégrer les spécificités des activités du groupe.

La fiabilité de l'information comptable et financière est essentiellement favorisée par la maîtrise et la standardisation des transactions élémentaires traitées par des systèmes opérationnels suivant un référentiel groupe. Ces transactions élémentaires alimentent, par interfaces, l'interpréteur comptable groupe, qui lui-même transmet la traduction comptable des événements de gestion ou des données d'inventaire à l'ERP.

La maintenance centralisée du système comptable (interpréteur comptable et ERP) au sein d'une équipe d'experts fonctionnels et techniques permet de renforcer la maîtrise de la production comptable.

2.2 LES SYSTÈMES OPÉRATIONNELS ET LE CONTRÔLE

Les premiers actes de contrôle sont opérés au niveau des systèmes opérationnels majeurs pour les opérations de financement, de service et de refinancement sous la responsabilité des grands métiers (acceptation, recouvrement/contentieux, services, refinancement).

C'est ainsi que les outils d'acceptation, de gestion des contrats de financements et de services, de gestion des relations clients et fournisseurs, d'administration du refinancement, de suivi des commandes d'achat et de gestion des effectifs portent leurs propres logiques de contrôle. Ils s'inscrivent dans le cadre de procédures opérationnelles qui contribuent à la maîtrise des transactions physiques et financières, dans le respect des procédures d'autorisation et de délégation en vigueur dans le groupe.

Une attention particulière est apportée par les équipes comptables au contrôle des transferts d'opérations entre les systèmes opérationnels non intégrés et les systèmes comptables.

Ainsi par exemple, au niveau du groupe :

- en liaison avec les systèmes de gestion des financements, des services, des comptes clients et fournisseurs et du refinancement, le contrôle de l'égalité est assuré par comparaison des

flux et des soldes comptables avec les mouvements et les stocks d'opérations de gestion. Les écarts mis en évidence sont analysés et suivis ;

- en liaison avec les systèmes d'achats et de suivi des investissements, les factures d'achats sont contrôlées par rapport aux commandes et la comptabilisation des immobilisations est réalisée.

La tenue des comptes s'effectue selon les normes groupe avec un plan de compte opérationnel unique (plan de comptes groupe enrichi en fonction des besoins spécifiques des pays). Cependant, des comptabilisations selon les normes locales sont possibles et permettent de produire simultanément une comptabilité aux normes groupe et aux normes locales.

L'intégralité des données de l'information financière nécessaire à l'élaboration des comptes consolidés du groupe RCI Banque est collectée et gérée par un outil unique. Le processus de contrôle intégré dans cet outil et sa maintenance effectuée par une cellule dédiée assurent la justesse et la cohérence des données des filiales.

2.3 LE RÔLE DES ÉQUIPES COMPTABLES ET DE GESTION

Les équipes comptables des filiales secondées par les fonctions centrales opèrent une analyse des comptes et expliquent les évolutions des données financières d'une période à l'autre. Ce travail d'analyse se fait en liaison avec celui des contrôleurs de gestion locaux et centraux qui analysent les performances par comparaison avec les données budgétaires et les prévisions. Si l'analyse des écarts ou tout autre processus de vérification révèle une faiblesse dans la qualité de l'information émanant des systèmes opérationnels ou comptables liés, des plans d'action sont mis en œuvre avec la participation active des opérationnels et de la fonction finance pour enrayer les causes de ces anomalies.

2.4 LE RÔLE DU CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE ET CENTRAL

En complément du dispositif existant (contrôle interne, audit RCI Banque, commissaires aux comptes, etc.) et dans l'optique d'un processus permanent de fiabilisation de l'information financière, le service de contrôle interne comptable et central, rattaché au département du Contrôle Interne, assure des missions d'évaluation de la qualité du contrôle interne comptable. L'objectif du service est de contrôler régulièrement les comptabilités des filiales consolidées. Ce dispositif permet ainsi d'améliorer la connaissance et l'application des principes comptables groupe au sein des filiales.

2.5 L'ANIMATION DE LA FONCTION COMPTABLE

Un service dédié à l'animation de la fonction comptable s'assure des conditions d'élaboration et de justification des comptes par la remontée d'indicateurs permettant de suivre plus spécifiquement les principaux points comptables critiques. Ces indicateurs sont renseignés par le responsable financier de chaque filiale quatre fois par an.

De plus, chaque année, les directions financières des différentes entités évaluent leurs dispositifs de maîtrise des risques comptables et financiers par rapport à la politique de gestion du groupe. Cette évaluation s'inscrit dans la démarche globale d'évaluation des risques du groupe RCI Banque.

L'ensemble de ces informations en provenance des filiales fait l'objet, en central, d'analyses et de contrôles.

Par ailleurs, l'avancement des plans d'action (liés aux missions de contrôle comptable) et les insuffisances constatées dans les dispositifs de maîtrise des risques comptables font l'objet d'un suivi.

2.6 LA PUBLICATION DES COMPTES

Le groupe publie des informations semestrielles au 30 juin et annuelles au 31 décembre. Ces arrêtés sont anticipés par la réalisation de préclôtures assurées deux fois par an : au 31 mai pour l'arrêté de juin et au 31 octobre pour celui de décembre.

Des réunions de synthèse sont organisées entre la direction du groupe (principalement avec la direction financière) et les commissaires aux comptes.

Le groupe RCI Banque établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et dont le règlement d'adoption est paru au Journal officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

2. RAPPORT DE GESTION STATUTAIRE

ACTIVITE – RESULTATS DE RCI BANQUE EN 2018

ANALYSE DU BILAN DE RCI BANQUE

Contexte

Le total de bilan de RCI Banque s'inscrit à 45,5 Md€ à fin 2018 contre 42,5 Md€ à fin 2017 soit une augmentation de 7,1 %.

Actif

A l'actif du bilan, on observe notamment une augmentation des opérations avec la clientèle (+1,5 Mds€) et des obligations et titres à revenu fixe (+0,4 Md€).

Passif

Au passif, le pied de bilan augmente de 3 Md€. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des opérations avec la clientèle (+0,9 Md€) et des dettes représentées par un titre (+1,5 Md€).

La situation nette de RCI Banque s'établit à 3 332 M€ à fin 2018, contre 2 968 M€ à fin 2017.

COMPTE DE RESULTAT

Le résultat net de l'exercice s'établit à 514 M€ en 2018 contre 491 M€ en 2017 soit une hausse de 4,7%. On note notamment une hausse du Produit Net Bancaire (+87,5 M€) et des charges générales d'exploitation (+17,6 M€), et une baisse du coût du risque (-16 M€).

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat net de l'exercice 2018	514 256 407,37 EUR
Report à nouveau antérieur	2 589 373 701,46 EUR
Solde disponible	3 103 630 108,83 EUR
Acompte sur dividendes versé en déc. 2018	- 150 000 000,00 EUR
Dividendes complémentaires à distribuer	- 50 000 000,00 EUR
Solde du compte report à nouveau 2018	2 903 630 108,83 EUR

L'Assemblée Générale fixerait en conséquence le dividende à **200 000 000 EUR** au titre de l'exercice 2018, soit à 200 EUR par action.

Il est rappelé qu'aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 12 décembre 2018, il a déjà été versé un acompte de 150 000 000 EUR. Il reste donc à verser aux actionnaires, un solde de dividende de 50 000 000 EUR.

Ce dividende, qui a donné lieu à un paiement partiel au titre de l'acompte susvisé :

- ouvre droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts ;
- et n'ouvre pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

Au titre de l'exercice 2015, il n'y a pas eu de distribution de dividendes

Au titre de l'exercice 2016, il n'y a pas eu de distribution de dividendes

Au titre de l'exercice 2017, il n'y a pas eu de distribution de dividendes

Conformément à l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la date de clôture de cet exercice, le capital de la Société est détenu à 99,99% par Renault S.A.S. et que RCI Banque détient directement en France :

- 99,99 % du capital de DIAC S.A., établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 647 265 600 EUR immatriculé au RCS Bobigny sous le numéro 702 002 221 ;
- 100% du capital de RCI Mobility S.A.S, société commerciale, au capital de 5 300 000 EUR immatriculée au R.C.S. Paris sous le numéro 812 404 010 ;
- 100% du capital de CLASS&CO S.A.S, au capital de 20 469,20 EUR immatriculée au RCS Paris sous le numéro 793 471 103 ;
- 100% du capital de Marcel S.A.S, société commerciale, au capital de 8 606 350 EUR immatriculée au R.C.S. Paris sous le numéro 817 646 375.

Les contrats de travail des collaborateurs de votre Société étant conclus avec la filiale DIAC, votre Société n'est pas concernée par l'article L.225-102 du Code de Commerce relatif à la participation des salariés au capital.

Conformément à l'article L225-102-1 du Code de commerce, les informations relatives aux conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, font l'objet d'une déclaration consolidée de performance extra-financière au niveau de Renault S.A, société mère du Groupe.

Conformément à l'article D 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition, au 31 décembre 2018, du nombre et montant total hors taxe des factures reçues non réglées pour les fournisseurs, et des factures émises non réglées pour les clients.

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Chiffres exprimés en Euros	Article D.441 I. 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I. 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	98					0	84					0
Montant total des factures concernées TTC	16.100.809				0	0	41.587.285			0		0
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	4%						92%					
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice Préciser HT ou TTC												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues			0							0		
Montant total des factures exclues TTC			0							0		
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement						Délais légaux : 30 jours						Délais légaux : 30 jours

Après avoir pris connaissance des documents comptables qui vous sont présentés et des commentaires dont ils sont assortis, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux comptes, vous aurez à statuer sur les questions inscrites à l'ordre du jour :

- Rapport du Conseil sur la gestion du Groupe
- Rapport sur le Gouvernement d'entreprise
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux
- Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions
- Approbation des comptes consolidés 2018
- Approbation des comptes sociaux 2018
- Affectation du résultat, détermination du dividende
- Ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur (J-C. Kugler)
- Vote sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2018 à M. De Ficchy, ayant occupé le mandat de Directeur Général de la Société
- Vote sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2018 à M. Kintzinger, Directeur Général de la Société
- Vote sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2018 à M. Claude, Directeur Général Délégué de la Société
- Vote sur les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, pour l'exercice 2019
- Absence de conventions réglementées.
- Quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice écoulé
- Pouvoirs en vue des formalités

Le Conseil d'administration

Annexe

Résultat financier des cinq derniers exercices

Années	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice (en Keur)					
Capital social	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Nombre d'actions ordinaires émises	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Opérations et résultats de l'exercice (en Keur)					
Produit net bancaire	629 886	680 221	819 356	954 865	1042319
Bénéfice avant impôts, dotations aux amortissements et provisions	648 783	696 464	897 249	1 011 563	1155138
Impôts sur les bénéfices	(70 802)	(96 044)	(114 495)	(125 778)	(163 880)
Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions	294 031	307 830	380 135	491 209	514257
Résultat distribué	150 000				200000
Résultats par action (en Euro)					
Bénéfice après impôts mais avant dotations aux amort. et provisions	577,98	600,42	782,75	885,79	991,26
Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions	294,03	307,83	380,14	491,21	514,26
Résultat distribué par action	150,00				200,00
Personnel (en KEUR)					
Effectif moyen de l'exercice	872	867	858	917	960
Masse salariale de l'exercice	46 251	49 994	53 079	55 523	58256
Avantages sociaux de l'exercice	17 152	16 843	16 253	16 617	22372

Annexe

Liste des succursales de RCI Banque S.A

Succursale	Pays
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine
RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich	Autriche
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne
RCI Banque Branch Ireland	Irlande
RCI Banque Succursale Italiana	Italie
RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Pologne
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal
RCI Bank UK	Royaume-Uni
RCI Banque S.A. Bancna Podružnica Ljubljana	Slovénie
Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède

Annexe- LES RISQUES FINANCIERS

Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des *swaps* de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe RCI Banque et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par RCI Banque est généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Les procédures Groupe prévoient néanmoins la possibilité pour la centrale de refinancement d'accorder ponctuellement des financements *cross border* aux filiales situées dans ces pays pour des montants limités, ou dans le cas où une police d'assurance couvre le risque de non convertibilité et de non transfert.

Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un comité financier dédié et d'un *reporting ad hoc*.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

L'ORGANISATION DU CONTRÔLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe RCI Banque, selon des normes validées par l'actionnaire Renault. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe RCI Banque, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques et de la Conformité), assure la production d'un *reporting* quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le comité financier de RCI Banque, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisés au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTÉRÊT, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITÉ

RISQUE DE TAUX

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation des taux sur la marge brute financière future.

L'objectif du groupe RCI Banque est de limiter au maximum ce risque afin de protéger sa marge commerciale.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	14,1 M€
Non Alloués :	3,9 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par Renault à RCI Banque :	50 M€

L'indicateur suivi en interne, la sensibilité actualisée (economic value - EV), consiste à mesurer à un instant *t* l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant *t*. Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2018/02), RCI Banque mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe RCI Banque. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques et de la Conformité).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Sur l'année 2018, la sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (50 M€).

Au 31 Décembre 2018, la sensibilité à la MNI suite à une hausse des taux de 100 points aurait un impact de :

- +3.4 M€ en EUR,
- +1.4 M€ en MAD,
- +0,8 M€ en GBP,
- +0,3 M€ en KRW,
- -0.4 M€ en BRL,
- -0.4 M€ en CZK,
- -0,7 M€ en CHF.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 7.8 M€.

L'ANALYSE DU RISQUE STRUCTUREL DE TAUX FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS :

FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des *swaps* de taux d'intérêt de macro-couverture.

CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des *swaps* de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variables.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de *swaps* de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le Groupe (32 M€).

Ces *swaps* ainsi que les titres disponibles à la vente sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément aux normes IFRS.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixes par les *swaps* d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITÉ

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

A cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque repose sur les éléments suivants :

La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement.

Scénarios de stress : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de *backtestings* réguliers.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis mai 2009, RCI Banque a été autorisée par l'ACPR à exclure les actifs durables et structurels de sa position de change compte tenu du respect des conditions de l'article 331 de l'arrêté du 20 février 2007.

En conséquence, la position de change se situant en dessous du seuil de 2 % des fonds propres défini à l'article 293-2 de l'arrêté du 20 février 2007, RCI Banque ne calcule plus d'exigences en fonds propres au titre du risque de change.

CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de 4 M€ tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

La limite globale du groupe RCI Banque accordée par l'actionnaire Renault est de 30 M€.

Au 31 Décembre 2018, la position de change consolidée du groupe RCI Banque est à 9,2 M€.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie bancaire chez RCI Banque résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « *Liquidity Coverage Ratio* » (LCR), RCI Banque a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

RCI a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en comité financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au comité financier RCI Banque.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après.

Méthode forfaitaire :

L'exposition au risque de contrepartie est mesurée en utilisant des coefficients de pondération qui dépendent du type d'instruments et de la durée de l'opération.

Durée résiduelle	Coefficient Taux (en % du nominal)	Durée initiale	Coefficient Change (en % du nominal)
Entre 0 et 1 an	2 %	Entre 0 et 1 an	6 %
Entre 1 et 2 ans	5 %	Entre 1 et 2 ans	18 %
Entre 2 et 3 ans	8 %	Entre 2 et 3 ans	22 %
Entre 3 et 4 ans	11 %	Entre 3 et 4 ans	26 %
Entre 4 et 5 ans	14 %	Entre 4 et 5 ans	30 %
Entre 5 et 6 ans	17 %	Entre 5 et 6 ans	34 %
Entre 6 et 7 ans	20 %	Entre 6 et 7 ans	38 %
Entre 7 et 8 ans	23 %	Entre 7 et 8 ans	42 %
Entre 8 et 9 ans	26 %	Entre 8 et 9 ans	46 %
Entre 9 et 10 ans	29 %	Entre 9 et 10 ans	50 %

Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on » :

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « *add-on* » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle change et sur l'or	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 29 millions d'euros au 31 Décembre 2018, contre 117 millions d'euros au 31 Décembre 2017. Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 423 millions d'euros au 31 Décembre 2018, contre 775 millions d'euros au 31 décembre 2017. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

Les garanties bancaires reçues font l'objet d'un suivi spécifique.

**RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
DE RCI BANQUE
EXERCICE 2018**

I - ORGANISATION DU GROUPE RCI BANQUE

L'organisation du groupe RCI Banque vise à développer l'action commerciale liée au financement des ventes des constructeurs de l'Alliance ainsi qu'aux services associés. Elle donne aux fonctions support une vocation plus globale afin d'accompagner le développement international.

Soumise au contrôle de la Banque Centrale Européenne en sa qualité d'établissement de crédit, RCI Banque a structuré sa gouvernance conformément à la réglementation bancaire et financière.

Le pilotage de cette organisation comprend trois volets :

- **La ligne hiérarchique**

La direction générale de RCI Banque et son comité exécutif, déploient la politique et la stratégie de RCI Banque, sous le contrôle du Conseil d'administration ;

Les comités de direction, en central et dans les succursales et filiales contrôlées, assurent le relais de la direction générale et du comité exécutif dans la mise en œuvre des opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs.

- **La ligne fonctionnelle**

Elle est exercée par les directions métiers et activités qui jouent un rôle de « père technique » aux fins suivantes :

- définir les politiques spécifiques et les règles de fonctionnement (systèmes d'information, ressources humaines, politique financière, gestion des risques de crédit, etc.) ;
- accompagner les directions opérationnelles et s'assurer de la correcte mise en œuvre par ces dernières des politiques définies. Le groupe dispose par ailleurs d'une cartographie normalisée et standardisée de l'ensemble des processus de l'entreprise.

- **La surveillance**

Le Conseil d'administration, organe de surveillance, s'appuie sur cinq comités en son sein : un comité des risques, un comité des comptes et de l'audit, un comité des rémunérations, un comité des nominations et un comité stratégique.

II - LES INSTANCES ET ACTEURS

A. Le Conseil d'administration

Les principes de fonctionnement et les missions du Conseil d'administration de RCI Banque et de ses comités sont décrits dans son règlement intérieur dont les principaux éléments sont reproduits ci-après.

i. Missions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration dispose notamment des attributions suivantes, conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Code Monétaire et Financier et, plus généralement, aux textes réglementaires applicables au secteur bancaire :

- il détermine les orientations de l'activité de la société et contrôle la mise en œuvre, par les Dirigeants effectifs et le comité exécutif, des dispositifs de surveillance afin de garantir une gestion efficace et prudente ;
- il approuve et revoit régulièrement les stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels la société est ou pourrait être exposée, y compris les risques engendrés par l'environnement économique ; dans ce cadre il s'assure notamment de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de gestion des risques du Groupe, contrôle l'exposition au risque de ses activités et approuve le niveau d'appétence aux risques, les limites et seuils d'alerte associés tels que déterminés par le Comité des risques; il s'assure par ailleurs de l'efficacité des mesures correctrices apportées en cas de défaillance ;
- il procède à l'examen du dispositif de gouvernance, évalue périodiquement son efficacité et s'assure que des mesures correctrices pour remédier aux éventuelles défaillances ont été prises ;
- il veille à l'exactitude et la sincérité des comptes sociaux et consolidés et à la qualité de l'information publiée par RCI Banque ;
- il approuve le Rapport de gestion annuel et le Rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- il contrôle le processus de publication et de communication, la qualité et la fiabilité des informations destinées à être publiées et communiquées par la société ;
- il adopte et revoit les principes généraux de la politique de rémunération applicables dans le Groupe RCI ;
- il délibère préalablement sur les modifications des structures de direction de RCI Banque ;
- il prépare et convoque l'Assemblée générale des actionnaires et en fixe l'ordre du jour ;
- il peut déléguer à toute personne de son choix, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités ;
- sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans ce cadre, il consacre au moins une séance annuelle à la revue du dispositif de contrôle interne et valide le Rapport annuel sur le contrôle interne adressé à l'ACPR.

Il a également le pouvoir d'autoriser les opérations sur le capital, les émissions obligataires, la passation ou la dénonciation d'accords avec d'autres entreprises engageant l'avenir de la société, ainsi que les opérations majeures de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la société et du groupe qu'elle contrôle.

Pour l'exercice de ses missions, le Conseil d'administration s'appuie notamment sur les travaux de ses différents comités.

ii. Composition du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2018 le Conseil d'administration de RCI Banque est composé de sept administrateurs.

Conseil d'administration au 31 déc. 2018

	Fonction exercée dans la société	Date de nomination ou renouvellement	Echéance	Liste de l'ensemble des mandats exercés dans toute société	Nombre d'actions détenus	% de capital
Clotilde Delbos	Président du Conseil Administrateur indépendant	21/11/2014	mai 2020	<ul style="list-style-type: none"> Espagne: Renault España S.A - Administrateur France: Renault Venture Capital – Président 	0	0
Farid Aractingi	Administrateur indépendant	22/05/2018	mai 2024	<ul style="list-style-type: none"> Belgique : European Confederation of Institutes of Internal Auditing – Président France : Renault Consulting – Président France : Renault Histoire – Administrateur Liban : Fattal Holding – membre du 	0	0
Gianluca De Ficchy	Administrateur	21/11/2014	mai 2020	<ul style="list-style-type: none"> Suisse: Nissan International S.A – Prés. du Cons. d'Adm 	0	0
Bruno Kintzinger	Directeur Général et Administrateur	28/05/2015	mai 2021	<ul style="list-style-type: none"> France : DIAC – Prés. du Cons. d'Adm Pays-Bas : RN SF BV – Administrateur Russie : RN Bank – Administrateur Turquie : Orfin Finansman Anonim Sirketi- 	1	0
Thierry Koskas	Administrateur indépendant	01/04/2016	mai 2021	<ul style="list-style-type: none"> Espagne : Renault Espana - Administrateur Chine: Dongfeng Renault Automobile 	0	0
Isabelle Landrot	Administrateur indépendant	22/05/2018	mai 2024	<ul style="list-style-type: none"> Australie: Vehicule Distributors Australia Pty Ltd - Administrateur 	0	0
Ursula L'Her	Administrateur indépendant	22/05/2018	mai 2024	-	0	0

Autre mandataire social au 31 déc. 2018

Patrick Claude	Directeur de la gestion des risques et de la conformité et Directeur Général Délégué	01/10/2014	illimité	<ul style="list-style-type: none"> • Brésil : Banco RCI Brasil - Administrateur • France : RDIC - Prés. du Cons. de Surveillance • Malte : RCI Services – Administrateur • Malte : RCI Life – Administrateur • Malte : RCI Insurance - Administrateur • Pays-Bas : RG BV - Prés. du Cons. d'Adm • Pays-Bas : BARN BV - Administrateur • Russie : RN Bank - Administrateur • Singapour : Renault Treasury Services – 	0	0
-----------------------	--	------------	----------	--	---	---

Actionnaire au 31 déc.2018

Renault S.A.S		999 999	99,99%
---------------	--	---------	--------

Les membres du Conseil d'administration sont désignés par l'Assemblée générale sur recommandation du comité des nominations. La durée de leur mandat est fixée à six ans, sauf cooptation.

Les administrateurs ont été nommés au Conseil d'administration sur la base de leur honorabilité, leurs connaissances de l'activité et des métiers de la société, leurs compétences techniques et générales, ainsi que de leur expérience, issue pour certains, de leur fonction dans les sociétés actionnaires.

Les membres du Conseil d'administration et les Dirigeants effectifs disposent par ailleurs collectivement des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à la compréhension de l'ensemble des activités de la société, y compris les principaux risques auxquels elle est exposée, du secteur financement de ventes, ainsi que de l'Alliance Renault-Nissan et du secteur automobile.

Sur recommandation du comité des nominations, le Conseil d'administration a défini la notion d'administrateur indépendant comme suit : « un administrateur RCI est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec le groupe RCI ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi, par administrateur indépendant, il faut entendre, non pas seulement administrateur non-exécutif c'est-à-dire n'exerçant pas de fonctions de direction au sein du groupe RCI, mais encore dépourvu de liens d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié, autre) avec ceux-ci. » ; les activités avec l'alliance Renault Nissan ne constituant pas des liens d'intérêt particulier, conformément aux critères de qualification spécifiés. Sur cette base, il a identifié cinq administrateurs comme indépendants.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'Administration de RCI Banque compte trois femmes et quatre hommes. Sur recommandation du comité des nominations, le Conseil d'administration s'est fixé l'objectif de maintenir une proportion minimale de 40 % d'administrateurs de chaque sexe.

Il n'existe pas, à la connaissance de la Société, de conflit d'intérêts entre les intérêts privés des administrateurs et leurs devoirs à l'égard de la Société. Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'administration.

Aucune convention n'a été conclue entre un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société et une filiale durant l'exercice écoulé. Par ailleurs, et conformément à l'ordonnance n°2014-863 du 31 juillet 2014, le Conseil d'administration précise que les conventions conclues avec la société mère ou les filiales de la Société détenues directement ou indirectement à 100 % sont exclues du champ d'application du contrôle des conventions réglementées.

À la connaissance de la Société, aucun des membres du Conseil d'administration, ni aucun de ses principaux dirigeants n'a, au cours des cinq dernières années :

- fait l'objet d'une condamnation pour fraude ;
- participé en qualité de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- fait l'objet d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire ; ou
- été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

iii. Préparation des réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an, et aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du secrétaire des Conseils mandaté par le Président, dans un délai suffisant et par tous moyens, conformément aux dispositions statutaires.

Conformément à l'article L.823-17 du Code de commerce, les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du Conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, et s'il y a lieu à d'autres réunions, en même temps que les administrateurs eux-mêmes.

Tous les documents techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur sont communiqués dans le respect des dispositions légales et statutaires.

Le Président préside les réunions du Conseil d'Administration. Il en fixe le calendrier et l'ordre du jour. Il en organise et dirige les travaux et en rend compte à l'Assemblée générale. Il préside les Assemblées générales des actionnaires.

Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la société et à la mise en œuvre des meilleures pratiques de gouvernance, notamment en ce qui concerne les comités créés au sein du Conseil d'administration auxquels il peut assister. Il peut soumettre pour avis des questions à l'examen de ces comités.

Il reçoit toute information utile à ses missions. Il est tenu régulièrement informé par la direction générale des événements significatifs relatifs à la vie du Groupe RCI. Il peut demander communication de tout document ou information propre à éclairer le Conseil d'administration. Il peut, à cette même fin, entendre les Commissaires aux comptes et, après en avoir informé le Directeur général, tout cadre de Direction du Groupe RCI.

Le Président s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission et veille à leur bonne information.

iv. Activité du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2018

Le Conseil d'administration s'est réuni à sept reprises au cours de l'exercice 2018 :

- Le 12 février 2018, le Conseil a notamment examiné le rapport d'activité, arrêté les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2017, et approuvé le budget 2018. Sur recommandation du comité des nominations, le Conseil a proposé la nomination de Mme L'Her et le renouvellement de M. Aractingi et Mme Landrot en tant qu'administrateurs. Sur recommandation du comité des rémunérations, le Conseil a validé le système de part variable groupe RCI pour l'exercice 2018. Sur recommandation du comité des risques, il a approuvé le rapport sur le respect des seuils d'alerte et limites associés au niveau d'appétence aux risques.
- Le 26 mars 2018, le Conseil a nommé M. Kintzinger en tant que Directeur Général à compter du 1^{er} avril 2018, et proposé sa nomination en tant qu'administrateur.
- Le 6 avril 2018, le Conseil a approuvé le rapport sur le contrôle interne 2017 et pris acte des mesures prises par le comité des risques dans le cadre de la délégation octroyée pour l'analyse et la validation des procédures spécifiques, des hypothèses et des résultats ICAAP et ILAAP.
- Le 22 mai 2018, le Conseil a modifié la composition de ses comités spécialisés pour faire suite

aux nominations de nouveaux administrateurs par l'Assemblée Générale.

- Le 24 juillet 2018, le Conseil a examiné le rapport d'activité et validé les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2018. Sur recommandation du comité des nominations, il a approuvé la définition d'administrateur indépendant, leur identification au sein du Conseil, et adopté pour 2019 un objectif et une politique en matière de représentation équilibrée des administrateurs de chaque sexe au sein du Conseil d'administration. Il a également approuvé la nomination de M. Perreau en tant que Directeur de l'Audit. Le Conseil a en outre approuvé la procédure de contrôle de la conformité, ainsi que la procédure de gestion de conflits d'intérêts du personnel Groupe RCI.
- Le 6 décembre 2018, le Conseil a notamment analysé les opérations de refinancement réalisées à fin novembre 2018 et le plan de financement prévu pour 2019 ; il a ensuite autorisé des émissions pour l'exercice 2019 et renouvelé les délégations de pouvoirs correspondantes jusqu'au 31 décembre 2019. Le Conseil a également approuvé la mise à jour de la procédure de gouvernance de l'ILAAP et de la note stratégique ICAAP. Sur recommandation du comité des risques, le Conseil a approuvé les évolutions apportées au « Risk Appetite Framework » ainsi qu'au plan de redressement. Sur recommandation du comité des rémunérations, il a approuvé la politique de rémunération des preneurs de risques.
- Le 12 décembre 2018, le Conseil a décidé le versement d'un acompte sur dividende au profit de l'actionnaire de la société.

Le taux de présence des administrateurs à ces réunions, s'est élevé sur l'année à 88 %.

Les réunions du Conseil d'administration se sont tenues au 13-15, Quai Le Gallo, 92512 Boulogne-Billancourt au siège social de Renault S.A.S, société mère de RCI Banque.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration ont été établis par le secrétaire du Conseil, approuvés au cours de la séance suivante, et reportés sur un registre tenu à la disposition des administrateurs au siège social de la société.

v. Les comités spécialisés du Conseil d'administration

Le **comité des comptes et de l'audit** s'est réuni trois fois en 2018. Il a notamment eu pour mission la présentation et le suivi des états financiers et de leur élaboration, ainsi que le suivi des contrôles légaux des états financiers sociaux et consolidés. Il a également procédé à l'examen du plan d'audit et l'analyse des audits réalisés. Le comité a par ailleurs assuré le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes, l'encadrement de leurs services non-audit et le suivi de leur rotation.

Le **comité des risques** s'est réuni quatre fois en 2018. Il a notamment eu pour mission l'examen de la cartographie des risques et la validation de la définition des risques, l'analyse et la validation des limites de risque Groupe RCI, en adéquation avec l'appétence au risque du Conseil, et en vue d'assister le Conseil en termes de contrôle. Il a également été en charge de l'analyse des plans d'actions en cas de dépassement des limites ou des seuils d'alerte, et de l'examen des systèmes de tarification des produits et services. Sans préjudice des missions du Comité des rémunérations, il a également pour mission l'examen de la compatibilité de la politique de rémunération avec l'exposition aux risques de la société. En vue de conseiller le Conseil d'administration, ce comité a aussi pour missions l'analyse et l'approbation du Rapport sur le contrôle interne, des dispositifs ICAAP et ILAAP, du plan de rétablissement, et des aspects significatifs des processus de notation et d'estimation issus des modèles internes de

risque de crédit de la Société

Le **comité des rémunérations** s'est réuni quatre fois en 2018. Il a notamment eu pour mission l'examen de la politique de rémunération et du système de Part Variable du Groupe RCI Banque pour 2018. Le comité a également examiné la rémunération des mandataires sociaux et du Directeur de la gestion des risques, ainsi que la politique de rémunération des personnes ayant une incidence sur le risque et la gestion des risques.

Le **comité des nominations** s'est réuni quatre fois en 2018. Il a notamment eu pour mission de recommander des administrateurs au Conseil d'administration. Il a également été en charge de la revue annuelle du Conseil d'administration, notamment sa structure, sa composition, la diversité des connaissances, les compétences et expériences des administrateurs, ainsi que la définition d'administrateur indépendant et les objectifs de représentation équilibrée homme-femme.

Le **comité stratégique** s'est réuni quatre fois en 2018. Il a notamment eu pour mission l'analyse du déploiement du plan stratégique, ainsi que l'examen et la validation de différents projets stratégiques.

B. La Direction générale

i. Mode de Direction générale

Conformément à l'ordonnance d'application de la CRD IV et à l'arrêté du 3 novembre sur le contrôle interne, les fonctions de Président et de Directeur général sont séparées.

Au 31 décembre 2018, la Direction générale et direction effective de la société (au sens de l'article L.511-13 du code Monétaire et financier) sont assumées sous la responsabilité du Directeur général, Monsieur Bruno Kintzinger, et du Directeur général délégué, Directeur de la gestion des risques et de la conformité, Monsieur Patrick Claude.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Toutefois le Directeur général doit obtenir l'autorisation du Conseil d'administration pour acquérir, vendre ou hypothéquer des immeubles, pouvoirs que le Conseil entend se réserver.

Le Directeur général délégué dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

ii. Le Comité exécutif

Le comité exécutif de RCI Banque contribue à l'orientation de la politique et de la stratégie de RCI Banque.

Au 31 décembre 2018, il est composé du Directeur Général (Bruno Kintzinger), du Directeur de la Gestion des Risques et de la Conformité (Patrick Claude), du Directeur des Systèmes d'Information (Umberto Marini), du Directeur Comptabilité et Contrôle Performance (Antoine Delautre), du Directeur des Services Mobilité et de l'Innovation (Alice Altemaire), du Directeur des Ressources Humaines (Hélène Tavier), du Directeur Commercial (Enrico Rossini), du Directeur Clients et Opérations (Marc Lagrené), du Directeur Financements et

Trésorerie (Jean-Marc Saugier) et du Directeur des Territoires (François Guionnet).

Le comité exécutif pilote la maîtrise des risques du groupe via ces comités :

- le **comité Financier** qui permet la revue des thèmes suivants : analyses et prévisions économiques, coût de la ressource, risque de liquidité, de taux, de contrepartie sur les différents périmètres et filiales du groupe. L'évolution du bilan et du compte de résultat de RCI Holding sont également analysés pour apporter les ajustements nécessaires aux prix de transfert intra-groupe ;
- le **comité de Crédit** qui valide les engagements au-delà des pouvoirs des filiales et du Directeur des engagements groupe ;
- le **comité Performance**, pour le volet « Risques Clientèles et Réseaux », qui évalue la qualité de la production clientèle et des performances des filiales en matière de recouvrement par rapport aux objectifs. Sur l'activité Réseaux, sont passés en revue l'évolution des encours et les indicateurs de rotation des stocks ainsi que l'évolution de la classification des concessionnaires et des encours ;
- le **comité Réglementaire** qui procède à la revue des évolutions réglementaires majeures de la surveillance prudentielle et des plans d'actions, et valide les modèles de notation interne et le dispositif de gestion associé ;
- le **comité Contrôle Interne, Risques Opérationnels et Conformité** qui pilote l'ensemble du dispositif de contrôle interne du groupe, contrôle sa qualité et ses dispositifs connexes et adapte les moyens, systèmes et procédures. Il définit, pilote et suit les principes de la politique de gestion des risques opérationnels ainsi que les principes du dispositif de contrôle de la conformité, Il suit l'évolution des plans d'actions. Cette instance est déclinée dans les filiales du groupe RCI Banque.

- **le comité Nouveau Produit** qui valide les nouveaux produits avant leurs mises sur le marché, en s'assurant notamment de la conformité des nouveaux produits avec la politique commerciale groupe, les exigences budgétaires groupe, la législation applicable localement, et la gouvernance des risques groupe.

Modalités particulières de la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale (Articles 27 à 33 des statuts)

Article 27 - Nature des Assemblées Générales

Les actionnaires se réunissent chaque année en Assemblée Générale Ordinaire dans les cinq mois de la clôture de l'exercice.

Des Assemblées Générales qualifiées d'ordinaires réunies extraordinairement ou d'extraordinaires lorsqu'elles se rapportent à une modification quelconque à introduire dans les statuts, sauf exception prévue par la loi, peuvent également être tenues.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Pour le calcul du quorum des différentes Assemblées, il n'est pas tenu compte des actions détenues par la société.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers peuvent assister aux Assemblées Générales.

Le Conseil d'administration peut décider que les actionnaires pourront participer et voter à toute Assemblée par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant leur identification dans les conditions légales.

Article 28 - Convocations

Le Conseil d'administration convoque les actionnaires en Assemblées Générales en indiquant dans la convocation le jour, d'heure et le lieu de la réunion. A défaut, elle peut être également convoquée :

1. Par les commissaires aux comptes.
2. Par un mandataire, désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant au moins 5 % du capital social.
3. Par les liquidateurs.

Article 29 - Quorum - Majorité

Les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires statuent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions légales ; elles exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Article 30 - Composition des Assemblées

Dans les Assemblées Générales, tout actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, peut faire partie de l'Assemblée et prendre part aux délibérations et aux votes.

Les titulaires d'actions nominatives, ayant demandé leur inscription sur les registres de la société depuis au moins cinq jours avant l'Assemblée, sont admis sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un autre actionnaire ou par leur conjoint.

Les pouvoirs établis conformément à la loi doivent être déposés au siège social cinq jours au moins avant la réunion.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires, tout actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions peut faire partie de l'Assemblée, prendre part aux délibérations et aux votes.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

A compter de la convocation de l'Assemblée, un formulaire de vote par correspondance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la société, à tout actionnaire qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote par correspondance doit comporter certaines indications fixées par les articles 131-2 et suivants du décret du 23 mars 1967.

Il doit informer l'actionnaire de manière très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article 131-4 du décret du 23 mars 1967 qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote par correspondance les documents prévus à l'article 131-2 du décret susvisé. Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société pour une assemblée vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société trois jours avant la réunion. En cas de retour de la formule de procuration et du formulaire de vote par correspondance, la formule de procuration est prise en considération sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

Article 31 - Bureau - Feuille de présence

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par le Vice-Président s'il en a été nommé un, ou par un Administrateur désigné par le Conseil. Au cas où l'Assemblée serait convoquée par les Commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, c'est un de ceux-ci qui présidera l'Assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts porteurs d'actions, tant en leur nom personnel que comme mandataire ou, sur leur refus, par ceux qui viennent après, jusqu'à acceptation.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire, lequel pour être choisi en dehors des membres de l'Assemblée.

Il est tenu une feuille de présence aux Assemblées d'actionnaires qui contient toutes les mentions exigées par les textes réglementaires.

Le bureau de l'Assemblée peut annexer à la feuille de présence la procuration ou le formulaire de vote par correspondance portant les nom, prénom usuel et domicile de chaque actionnaire mandant ou votant par correspondance, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ces actions. Dans ce cas, le bureau de l'Assemblée indique le nombre des pouvoirs

et des formulaires de vote par correspondance annexés à ladite feuille ainsi que le nombre des actions et des droits de vote correspondant aux procurations et aux formulaires.

Les pouvoirs et les formulaires de vote par correspondance devront être communiqués en même temps et dans les mêmes conditions que la feuille de présence.

La feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les fonctions du bureau se rapportent exclusivement à la tenue de l'Assemblée et à son fonctionnement régulier ; les décisions du bureau ne sont jamais que provisoires et restent toujours soumises à un vote de l'Assemblée elle-même, vote que tout intéressé peut provoquer.

Article 32 - Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration ou par la personne qui effectue la convocation de l'Assemblée ; toutefois, un ou plusieurs actionnaires peuvent, dans les conditions prévues par la loi, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions ne concernant pas la présentation de candidats au Conseil d'administration.

Article 33 - Procès-verbaux

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, coté et paraphé, et signé par les membres composant le bureau.

Ils peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés, soit par le Président du Conseil d'administration ou un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général, soit par le Secrétaire de l'Assemblée.

Ils sont valables à l'égard des tiers sous la seule condition de la validité desdites signatures.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS RCI BANQUE

I - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs ne perçoivent ni jetons de présence, ni aucune autre rémunération au titre de leurs mandats.

II - REMUNERATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

La politique de rémunération globale menée par RCI Banque a pour objectif de garantir l'attraction, l'engagement et la fidélisation sur le long terme des collaborateurs, tout en s'assurant d'une gestion appropriée des risques et du respect de la conformité et en promouvant les valeurs de la Société. Pour les dirigeants mandataires sociaux en particulier, elle vise en outre à reconnaître la mise en œuvre de la stratégie du Groupe RCI Banque sur le long terme dans l'intérêt de son actionnaire, de ses clients et de ses collaborateurs.

RCI Banque ayant la qualité d'établissement de crédit, la politique de rémunération du dirigeant mandataire social est établie dans le respect des réglementations applicables au secteur bancaire, et notamment de la Directive européenne 2013/36/UE du 26 juin 2013 (ci-après « CRD IV ») et de sa transposition en France via l'Ordonnance n°2014-158 du 20 février 2014, dans la mesure où les personnes concernées ont également une incidence significative sur le profil de risque de la Société.

A -ELEMENTS DE REMUNERATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

Les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2018, aux Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués, détaillés dans l'annexe mentionnant les rémunérations des mandataires sociaux relative à l'article L225-37-3 du Code de commerce, sont examinés par le Comité des rémunérations, avant d'être soumis par le Conseil d'administration au vote contraignant de l'Assemblée Générale des actionnaires.

A cet égard, il est proposé à l'Assemblée Générale prévue le 22 mai 2019, d'approuver par résolution distincte, les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2018 aux différents Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués ayant occupés ces mandats en 2018.

Il est précisé que les éléments de rémunération variables ou exceptionnels dus en raison des mandats concernés ne peuvent être versés qu'après cette approbation de la rémunération par Assemblée Générale ; l'approbation de l'Assemblée Générale est par ailleurs requise pour toute modification des éléments rémunération et à chaque renouvellement du mandat exercé par ces personnes.

B -PRINCIPES ET REGLES DE REMUNERATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX DE RCI BANQUE

Les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux président, directeur général et directeurs généraux délégués, en raison de leur mandat, sont examinés par le Comité des rémunérations, avant d'être soumis par le Conseil d'administration au vote contraignant de l'Assemblée Générale des actionnaires.

A cet égard, il est proposé à l'Assemblée Générale prévue le 22 mai 2019, d'approuver les principes et critères de rémunération, attribuables aux président, directeur général et directeurs généraux délégués, au titre de l'exercice 2019, tels que décrits ci-après ; si l'Assemblée générale devait ne pas approuver la résolution, les principes et critères précédemment approuvés continuent de s'appliquer.

Cette politique de rémunération s'appuyant sur des principes communs (i), prend en compte certaines spécificités liées aux mandats concernés (ii). La rémunération du dirigeant mandataire social en elle-même comprend une part fixe et, le cas échéant, une part variable (iii) déterminée et attribuée selon un référentiel commun à l'ensemble des personnes ayant une incidence significative sur le profil de risque de la Société.

i. Principes communs relatifs à la politique de rémunération du dirigeant mandataire social

Cette politique de rémunération repose sur des principes simples, stables et transparents :

- Un lien étroit avec la stratégie de la Société : la rémunération est étroitement liée à la mise en œuvre et aux résultats de la stratégie.
- Une rétribution de la performance de manière équitable et compétitive :
 - la quote-part variable de la rémunération du dirigeant mandataire social, conforme à la réglementation bancaire, est en cohérence avec les pratiques du marché ;
 - aucune rémunération variable n'est octroyée en cas de sous-performance
- Une rémunération permettant d'éviter les conflits d'intérêts et favorisant une gestion saine et effective des risques :
 - une rémunération conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts à long terme de la Société ;
 - une appréciation des performances dans un cadre pluriannuel et tenant compte de l'ensemble des risques auxquels l'établissement est exposé ;
 - un équilibre des composantes fixe et variable, et un paiement différé d'une part du variable du dirigeant mandataire social.

ii. Spécificité liée au mandat social du Président

- Le Président du Conseil d'administration ne perçoit ni jetons de présence, ni aucune autre rémunération au titre de ce mandat.

iii. Composantes de la rémunération du dirigeant mandataire social au titre de l'exercice 2019

- La politique de rémunération du dirigeant mandataire social consiste à décomposer la rémunération en :
 - **une part fixe** correspondant à une rémunération fixe en numéraire définie en fonction du rôle, du niveau de responsabilité et de l'expérience du dirigeant mandataire social ;
 - **une part variable** liée à l'atteinte des principaux objectifs opérationnels, et soumise aux

principes suivants, applicables à tous les preneurs de risques

Principes applicables à la part variable	Modalités d'application
Le montant de la part variable doit être inférieur ou égal à la part fixe.	La part variable considérée est la PVG. Cette part variable de la rémunération ne dépasse pas 100% de la part fixe. Le pourcentage est de 20%, 30% ou 50% et peut être assorti d'un booster portant au maximum ce pourcentage à 30%, 51,75% ou 75% respectivement.
La part variable doit prendre en compte les performances individuelles, celles de l'unité ainsi que les résultats d'ensemble de l'établissement. A noter que l'évaluation des performances doit s'apprécier dans un cadre pluriannuel et doit tenir compte de l'ensemble des risques auxquels l'établissement est exposé.	<p>Sous réserve d'une MOP Groupe atteignant 90% de la valeur budget, la PVG RCI attribuée est composée de trois parties</p> <ul style="list-style-type: none"> • Part globale : 50% [MAC Groupe et MOP Groupe] • Part liée à la fonction ou au pays: 30% [coefficient d'exploitation groupe] ou [MAC pays et réalisation des projets pays (sous réserve d'une MOP pays > 90% du budget)] • Part individuelle: 20% <p>Une part managériale à zéro entraîne une PVG globale à zéro.</p> <p>La part variable des collaborateurs éligibles en charge du contrôle prend en compte des indicateurs de performance spécifiques : Pour le Corp : MOP Groupe + Coefficient d'exploitation Groupe, pour la DG France : MOP Groupe + MOP France + Projets France</p>
Le versement de la part variable de la rémunération s'échelonne sur une période tenant compte de la durée du cycle économique propre à l'établissement de crédit. Au moins 40% de la part variable est reportée d'au moins 3 ans. Dans tous les cas, le rythme de versement n'est pas plus rapide qu'un prorata temporis.	Dans le schéma retenu, le report concerne les montants qui dépassent 50 000 euros. Dans le cas d'un montant dépassant 83 300 euros, 40% de la part variable sera reportée sur 3 ans.
Au minimum 50% de la part variable doit être attribuée sous forme d'action ou d'autres instruments susceptibles d'être convertis en instrument de fonds propres de base.	Pour les PVG supérieures à 50 000 euros, 50% de la part attribuée de manière immédiate ainsi que la totalité de la part attribuée de manière différée sont attribués sous forme d'un instrument (compte à terme) subordonné de RCI Banque : au global, 5 paiements
La part variable peut être réduite ou donner lieu à restitution en fonction notamment des agissements ou du comportement de la personne concernée.	Dans le schéma retenu, ces règles sont mises en œuvre.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2018

RCI Banque S.A.

Siège social : 15, rue d'Uzès - 75002 Paris
Capital social : €.100.000.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée générale de la société RCI Banque S.A.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RCI Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes et de l'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Couverture du risque de crédit par des provisions*Risque identifié*

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Comme indiqué dans la note 2.B de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont calculées sur une base individuelle et avec des techniques de modélisation statistique.

Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées sur les crédits de l'activité réseau, votre société a décidé d'enregistrer exclusivement des « Pertes en cas de défaut » statistiques.

Compte tenu du niveau de complexité des hypothèses utilisées pour l'estimation du risque de crédit pour le provisionnement statistique et des dépréciations qui y sont rattachées, nous avons considéré que ce risque de crédit constitue un point clé de l'audit.

Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées dans la note 4 de l'annexe et s'élèvent à 118 M€ pour un encours de 12 105 M€.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels de votre société, nos travaux ont notamment consisté à :

- examiner les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
- apprécier la gouvernance établie en termes de validation des paramètres et des hypothèses clés appliqués dans ces modèles ou entrant dans les travaux de revue a posteriori des pertes réelles sur l'exercice écoulé (*back-testing*) ;
- procéder à une évaluation des contrôles clés portant sur les processus, les applications informatiques, les déversements de données gestion-comptabilité du portefeuille de crédits à la clientèle et réseau, et de sa ventilation par catégorie d'encours, ainsi que l'interfaçage des applications propres au calcul des pertes de crédit attendues. Nos équipes d'audit ont à cet effet intégré des membres ayant des compétences particulières en audit de systèmes d'information et en modélisation des risques de crédit ;

- sur le périmètre de crédit clientèle :
 - o tester, sur la base d'un échantillon représentatif de contrats de crédit à la clientèle, le correct appariement des paramètres de « probabilité de défaut » et de « perte en cas de défaut » avec les contrats correspondants ;
 - o sur la base de ce même échantillon, recalculer les « Pertes attendues » (*expected credit loss* ou ECL) sur la situation comptable d'ouverture de l'exercice au 31 octobre 2018 et réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des ECL jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- sur le périmètre de crédit réseau :
 - o tester les traitements de données sur l'exhaustivité des principaux pays contributeurs et le correct appariement des paramètres de « probabilité de défaut » et de « perte en cas de défaut » avec les contrats correspondants ;
 - o recalculer les « pertes attendues » sur l'exhaustivité des données crédit réseau des principaux pays contributeurs au 31 décembre 2018 ;
- réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et crédit réseau, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;
- apprécier le caractère approprié des informations présentées dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 27 juin 1980 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la trente-neuvième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes et de l'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes et de l'audit

Nous remettons au comité des comptes et de l'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes et de l'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes et de l'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes et de l'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 14 mars 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Associé

Associé



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Au 31 décembre 2018

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	50
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	100
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	101
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES.....	102
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	102
2. FAITS MARQUANTS.....	102
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	104
A) Evolutions des principes comptables	104
B) Principes de consolidation.....	115
C) Présentation des états financiers.....	117
D) Estimations et jugements.....	117
E) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »	117
F) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17).....	120
G) Opérations entre le groupe RCI Banque et l'alliance Renault - Nissan	121
H) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres	122
I) Immobilisations (IAS16 / IAS36).....	122
J) Impôts sur les résultats (IAS12)	122
K) Engagements de retraite et assimilés (IAS19).....	123
L) Conversion des comptes des sociétés étrangères	123
M) Conversion des transactions en monnaie étrangère	124
N) Les passifs financiers	124
O) Emissions structurées et dérivés incorporés	125
P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.....	125
Q) Secteurs opérationnels (IFRS 8)	127
R) Assurance.....	127
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	129
5. REFINANCEMENT	131
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	131
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	132
8. FILIALES ET SUCCURSALES DU GROUPE.....	119
A) Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger.....	119
B) Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives.....	121
C) Entreprises associées et co-entreprises significatives.....	123
D) Restrictions importantes.....	124

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Caisse et Banques centrales	2	2 040	1 303
Instruments dérivés de couverture	3	123	123
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	4		1 287
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	902	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	166	
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 033	1 124
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	46 587	43 430
Actifs d'impôts courants	8	26	36
Actifs d'impôts différés	8	145	112
Créances fiscales hors impôts courants	8	208	231
Comptes de régularisation et actifs divers	8	953	1 009
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	9	115	102
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	974	839
Immobilisations corporelles et incorporelles	10	39	29
Ecarts d'acquisition	11	83	84
TOTAL ACTIF		53 394	49 709

PASSIF - En millions d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Banques centrales	12.1	2 500	2 500
Instruments dérivés de couverture	3	82	118
Dettes envers les établissements de crédit	12.2	2 431	2 444
Dettes envers la clientèle	12.3	16 781	15 844
Dettes représentées par un titre	12.4	23 509	21 339
Passifs d'impôts courants	14	124	108
Passifs d'impôts différés	14	472	422
Dettes fiscales hors impôts courants	14	24	28
Comptes de régularisation et passifs divers	14	1 543	1 632
Provisions	15	148	124
Provisions techniques des contrats d'assurance	15	460	418
Dettes subordonnées	17	13	13
Capitaux propres		5 307	4 719
- Dont capitaux propres part du groupe		5 262	4 684
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		3 923	3 421
Gains ou pertes latents		(333)	(272)
Résultat de l'exercice		858	721
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		45	35
TOTAL PASSIF		53 394	49 709

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Intérêts et produits assimilés	25	2 095	1 992
Intérêts et charges assimilées	26	(702)	(769)
Commissions (Produits)	27	545	492
Commissions (Charges)	27	(213)	(209)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	28	(31)	18
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres			(4)
Produits des autres activités	29	977	808
Charges des autres activités	29	(741)	(700)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 930	1 628
Charges générales d'exploitation	30	(565)	(514)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(10)	(8)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 355	1 106
Coût du risque	31	(145)	(44)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 210	1 062
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	9	15	15
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés			
Résultat sur exposition inflation		(10)	
RESULTAT AVANT IMPOTS		1 215	1 077
Impôts sur les bénéfices	32	(333)	(329)
RESULTAT NET		882	748
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		24	27
Dont part du groupe		858	721
Résultat net par action (1) et en euros		857,80	720,85
Résultat net dilué par action et en euros		857,80	720,85

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	12/2018	12/2017
RESULTAT NET	882	748
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	2	(1)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>2</i>	<i>(1)</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	3	(2)
Variation de JV des actifs financiers		1
Différences de conversion	(65)	(78)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(62)</i>	<i>(79)</i>
Autres éléments du résultat global	(60)	(80)
RESULTAT GLOBAL	822	668
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	25	22
Dont part des actionnaires de la société mère	797	646

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées (3)	Ecart de conversion (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2016	100	714	2 827	(175)	(22)	602	4 046	14	4 060
Affectation du résultat de l'exercice précédent			602			(602)			
Capitaux propres au 1 janvier 2017	100	714	3 429	(175)	(22)		4 046	14	4 060
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					2		2	(3)	(1)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(76)			(76)	(2)	(78)
Résultat de la période avant affectation						721	721	27	748
Résultat global de la période				(76)	1	721	646	22	668
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(2)				(2)	20	18
Distribution de l'exercice								(53)	(53)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(6)				(6)	32	26
Capitaux propres au 31 décembre 2017	100	714	3 421	(251)	(21)	721	4 684	35	4 719
Affectation du résultat de l'exercice précédent			721			(721)			
Retraitement des capitaux propres d'ouverture (5)			(82)				(82)	(7)	(89)
Capitaux propres au 1 janvier 2018	100	714	4 060	(251)	(21)		4 602	28	4 630
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(1)		(1)	4	3
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					2		2		2
Différences de conversion				(62)			(62)	(3)	(65)
Résultat de la période avant affectation						858	858	24	882
Résultat global de la période				(62)	1	858	797	25	822
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			9				9	11	20
Distribution de l'exercice (6)			(150)				(150)	(13)	(163)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			4				4	(6)	(2)
Capitaux propres au 31 décembre 2018	100	714	3 923	(313)	(20)	858	5 262	45	5 307

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) La variation des écarts de conversion constatée au 31 décembre 2018 concerne principalement, l'Argentine, le Brésil, la Russie, la Turquie, le Royaume-Uni, la Suisse, la Pologne et le Maroc. Au 31 décembre 2017, elle concernait principalement l'Argentine, le Brésil, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, la Russie et la Turquie.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour -8 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -12 M€ à fin décembre 2018.
- (5) Retraitement suite à l'application de la norme IFRS 9 (cf tableau de transition IAS 39 vers IFRS 9)
- (6) Distribution d'un acompte sur dividende à l'actionnaire Renault pour 150 M€ dans les capitaux propres part du groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	858	721
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9	7
Dotations nettes aux provisions	158	50
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(15)	(15)
Produits et charges d'impôts différés	50	83
Pertes et gains nets des activités d'investissement	4	4
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	24	27
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(12)	(10)
Capacité d'autofinancement	1 076	867
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(222)	(15)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(3)	130
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	337	1 155
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	100	(6)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	237	1 161
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(2 957)	(3 513)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(3 963)	(6 184)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	1 006	2 671
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 833	1 874
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	228	(351)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	2 355	2 211
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	250	14
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		61
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	213	(423)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	1 068	428
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(69)	(23)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	(8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(88)	(31)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(150)	(49)
- Dividendes versés	(163)	(53)
- Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	13	4
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(150)	(49)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(13)	(12)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	817	336
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	1 975	1 639
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	1 303	1 040
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	672	599
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	2 792	1 975
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	2 018	1 303
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	916	906
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(142)	(234)
Variation de la trésorerie nette	817	336

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés du groupe RCI Banque S.A au 31 décembre portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque au 31 décembre 2018, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 février 2019 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 22 mai 2019. Il a été décidé de verser un acompte sur dividende à hauteur de 150 M€ à l'actionnaire Renault.

Les comptes consolidés de RCI Banque relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2017, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 février 2018 et approuvés à l'Assemblée Générale du 22 mai 2018. Cette dernière a décidé de ne pas distribuer de dividendes sur le résultat 2017.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Evolution du périmètre de consolidation en 2018

Entrée en périmètre de consolidation par intégration globale, au 1^{er} janvier 2018, de l'entité RCI Servicios Colombia S.A. détenue à hauteur de 94,98 %. L'activité de cette dernière consiste à proposer des services liés au financement des ventes clientèle et réseaux en Colombie.

- Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :
 - Le FCT Cars Alliance Auto Loans France V 2018-1, a émis le 13 avril 2018 des titres seniors pour 700 M€ et des titres subordonnés à hauteur de 22,8 M€, respectivement notés AAA (sf) / Aaa (sf) et AA (high)(sf) / Aa3(sf) par DBRS et Moody's.
 - Le FCT Cars Alliance DFP France, a émis le 20 juillet 2018 des titres seniors pour 1 000 M€ notés AA(sf) et Aa2(sf) par DBRS et Moody's.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L.511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la Société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 31 décembre 2018 son résultat avant impôt s'élève à 1,00 M€.

Autres éléments à signaler sur 2018 :

Hyperinflation : L'Argentine est rentrée en hyperinflation. Le groupe RCI Banque ayant des filiales dans ce pays, l'impact de cet événement est donc intégré à fin décembre 2018 dans le résultat sur exposition inflation.

Le Brexit dont la date de sortie est prévue pour le 29 mars 2019, n'a pas entraîné de constatation de provisions pour risques et charges dans le groupe RCI banque au 31 décembre 2018.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les comptes consolidés du groupe RCI Banque de l'exercice 2018 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2018 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) Evolutions des principes comptables

Le groupe RCI Banque applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018.

Nouveaux textes d'application obligatoire au 1er janvier 2018	
Amendement IFRS 2	Classement et évaluation des paiements sur base d'action
Amendements à IAS 40	Transferts d'immeubles de placement
Amendements à IFRS 4	Amendements à IFRS 4 sur les contrats d'assurance
IFRS 9	Instruments financiers
IFRS 15 et amendements subséquents	Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients
Améliorations annuelles 2014-2016	Diverses dispositions

Les changements liés à l'application des normes IFRS 9 et 15 sont présentés ci-après.

Les autres normes et amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 sont sans effet significatif sur les états financiers du groupe.

IFRS 9 « Instruments financiers » :

Le 29 novembre 2016, l'Union Européenne a publié au Journal Officiel de l'Union Européenne la norme IFRS 9 « Instruments Financiers » appliquée dans les comptes consolidés du groupe RCI banque à compter du 1er janvier 2018. Les exigences de la norme IFRS 9 ont introduit de multiples changements en comparaison des principes édictés par la norme IAS 39 « Instruments Financiers – Comptabilisation et Evaluation ». Les évolutions majeures dans les principes comptables du groupe sont présentées ci-après.

Les modifications apportées par IFRS 9 incluent :

- une approche pour la classification et l'évaluation des actifs financiers qui reflète le modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés ainsi que leurs flux de trésorerie contractuels : les prêts et les titres de dette qui ne sont pas considérés comme « basiques » au sens de la norme (Solely Payments of Principal and Interest) sont ainsi mesurés à la juste valeur par résultat tandis que les prêts et titres de dette « basiques » sont mesurés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres en fonction du modèle de gestion de ces actifs. Les modifications relatives aux passifs financiers concernent les passifs évalués à la juste valeur sur option pour lesquels la variation du risque de crédit propre doit être constatée en capitaux propres.
- un modèle unique de dépréciation du risque de crédit : IFRS 9 permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un modèle de provisionnement prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues :
 - o Le nouveau modèle de dépréciation impose de constater les pertes de crédit attendues à 12 mois sur les instruments émis ou acquis, dès leur entrée au bilan et hors-bilan.
 - o Les pertes de crédit attendues à maturité doivent être comptabilisées lorsqu'une augmentation significative du risque de crédit sera constatée depuis la comptabilisation initiale.

- une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture : le modèle d'IFRS 9 a pour objectif de mieux refléter la gestion des risques, notamment en élargissant les risques éligibles à la couverture. Dans l'attente d'une future norme relative à la macro-couverture, IFRS 9 permet de maintenir les règles actuelles (IAS 39) de la comptabilité de couverture à toutes ses relations de macro-couverture.

Chez RCI Banque, voici les grandes étapes mises en place pour la transition à la norme IFRS 9 « instruments financiers » :

- Classification des actifs financiers (phase 1) :

a. Critère de business modèle

En règle générale le business model du groupe RCI Banque est le suivant ; il s'agit :

- de conserver les contrats clientèle afin de collecter des flux de trésorerie contractuels (« collect business model »)
- de détenir des titres afin de collecter des flux de trésorerie et de cession (« collect & sale business model »)

Compte tenu de l'activité de RCI Banque et des mandats de gestion, il n'y a ni intention, ni réalisation de trading / de réalisation de plus ou moins-values relatives à un changement de valeur de marché de l'instrument financier considéré qui justifierait une évaluation de l'instrument financier en juste valeur par résultat.

b. Test SPPI (solely payment of principal and interests)

Outre le critère du business model susmentionné, un deuxième test relatif aux flux contractuels de paiement doit être mis en œuvre pour déterminer la méthode d'évaluation des instruments financiers. Ce test va valider si les flux de trésorerie de l'actif correspondent uniquement au remboursement du principal et des intérêts sur le principal restant dû. Un test SPPI a été décliné de manière homogène et conforme à la norme IFRS9 au sein du groupe.

Il en résulte que :

Les OPCVM évalués en juste valeur OCI (JVOCI) doivent désormais être évalués par juste valeur P&L (JVP&L). Seul ce type d'actif ne passe pas les tests SPPI chez RCI. En effet, pour les autres catégories d'actifs financiers sous IFRS9, notamment de créances de financements, les tests SPPI sont validés.

- Présentation des nouvelles catégories IFRS 9

A l'actif :

Les changements à observer sont :

- les part d'OPCVM désormais évalués en JVP&L (sous IAS 39, ils étaient en JVOCI).
- les titres de participation non consolidés évalués au coût historique, sous IAS 39, sont désormais évalués selon la juste valeur par P&L (JVP&L).

Pour toutes les autres catégories, il n'y a pas de changement de valorisation.

Au passif :

La norme IFRS 9 n'introduit pas de changement dans la classification et l'évaluation des passifs financiers.

- Dégradation significative du risque (définition du bucketting) :

Chaque instrument financier inclus dans le périmètre IFRS 9 devra, en date d'arrêt, être classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépendra le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment grade
- Bucket 3 : détérioration telle que la perte est avérée (catégorie du défaut).

Cette segmentation des encours par niveau de risque, induite par la norme, est intégrée dans les processus de suivi et de gestion des risques de crédit des entités du groupe et implémentée dans les systèmes opérationnels.

La date d'origination est définie au niveau de chaque instrument financier et non pas au niveau de la contrepartie (e.g. date d'entrée en relation).

La date d'origination est définie comme suit

- pour les engagements de financement irrévocables, la date d'origination est la date de signature de l'engagement ou pour les engagements de financement Réseau la date de dernière revue des limites
- pour les encours de crédit classique, de location financière ou opérationnelle, la date d'origination est la date de son passage en gestion, i.e. date à laquelle l'engagement de financement est extourné et la créance enregistrée au bilan.
- pour les encours « comptes uniques » de crédit Réseau, la date d'origination correspondra à la date de dernier passage en solde débiteur.
- pour les titres, la date d'origination correspond à la date d'achat.

Indicateurs pour l'identification de la dégradation significative du risque depuis l'origine

Le groupe RCI Banque a mené une analyse de la pertinence, de la disponibilité de ces indicateurs et de l'adéquation d'un point de vue de la gestion du risque sur l'ensemble de ces portefeuilles.

En ligne avec le principe de proportionnalité, cette analyse a permis de distinguer plusieurs grandes familles de portefeuilles selon les critères suivants :

- Géographique : il convient de distinguer les pays disposant d'un dispositif de notations internes sur la majeure partie de leurs encours, s'appuyant sur des scores comportementaux permettant de suivre la qualité des facilités en portefeuille. Ces pays sont dits pays G7. Les autres pays disposent de score d'octroi mais ne disposent pas de systèmes de notations internes mises à jour au cours de la vie des créances.
- Produit : il convient de distinguer les prêts, à la clientèle ou au Réseau, qui font l'objet d'une surveillance avancée par le biais d'indicateurs de risque spécifiques des autres typologies de produits plus « marginaux » dans l'activité du groupe tels que l'affacturage, le portefeuille de titres ou la location opérationnelle.
- Clientèle : il convient de distinguer la clientèle considérée telles que le Grand Public, le Réseau, les Très Grandes Entreprises ou encore les banques et états (pour les titres)

Sur la base des travaux et analyses menés, le dispositif défini au sein du groupe RCI Banque tient compte des caractéristiques de segmentation évoquées ci-dessus. Sur cette base, l'approche du suivi de la dégradation significative du risque pour les facilités non douteuses s'appuie sur les indicateurs suivants:

1. Pour les portefeuilles couverts par un système de notations internes, la notation interne doit être retenue ;
2. Pour les portefeuilles ne disposant pas de notation interne et disposant de ratings externes, le rating externe doit être considéré si l'information est disponible dans des contraintes de coût ou de délai raisonnable ;
3. Pour tous les portefeuilles la dégradation significative du risque s'appuiera en outre sur l'indicateur du nombre de jours d'impayés ;
4. Pour tous les portefeuilles l'indicateur de forbearance doit être considéré comme un indicateur « qualitatif » de déclassement en bucket 2.

Dans le cas où l'indicateur retenu est un rating, interne ou externe, la dégradation significative sera mesurée en comparant le rating de la contrepartie à la date de reporting avec le rating de celle-ci à la date d'origination de la facilité.

Il n'y a pas de principe de contagion en IFRS9 sur les facilités non douteuses, une entité peut avoir différents contrats avec une même contrepartie qui se trouvent dans des buckets différents le risque de crédit étant apprécié par rapport à l'origination du contrat.

Par ailleurs, pour les entités ne disposant pas de système de notations internes sur leurs prêts à la clientèle, le groupe RCI Banque a décidé d'introduire un effet mémoire quant à l'existence d'un impayé passé conduisant à maintenir temporairement une facilité en bucket 2 après la régularisation d'un impayé.

Présomption réfutable de dégradation significative à 30 jours d'impayés

La norme introduit une présomption réfutable relative aux paiements en souffrance depuis plus de 30 jours §5.5.11. Elle autorise un usage de cette présomption comme filet de sécurité en sus d'autres indicateurs, plus précoces, d'une augmentation importante du risque de crédit.

Cette présomption est alignée avec les pratiques de surveillance et de gestion du risque au sein du groupe RCI Banque. Par conséquent, le groupe a décidé de ne pas réfuter cette hypothèse et de considérer en bucket 2 toutes facilités ayant plus de 30 jours de retard de paiement.

Présomption réfutable de dégradation significative à 90 jours d'impayés

La norme IFRS9 indique une présomption réfutable selon laquelle le moment où la défaillance survient ne peut se situer plus de 90 jours après celui où l'actif financier devient en souffrance, à moins que l'entité ne dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage.

Cette présomption est alignée avec la définition actuelle du défaut au sein du groupe RCI Banque telle que présentée ci-dessus. Par conséquent, le groupe a décidé de ne pas réfuter cette hypothèse et de considérer en bucket 3 toutes facilités ayant plus de 90 jours de retard de paiement.

Cette présomption pourra cependant être réfutée pour certains portefeuilles ciblés (e.g. prêts aux grandes entreprises) avec l'accord du département risque Corporate concerné. A chaque date d'arrêté les facilités qui auront fait l'objet d'une réfutation de cette présomption seront recensées et la raison sera dûment documentée.

- La politique d'abandons incluant notamment les facteurs permettant de conclure qu'il n'y a pas d'attente raisonnable de récupération

Le traitement des write-offs est précisé dans la norme IFRS 9 §5.4.4 : la valeur brute comptable d'un actif financier est réduite lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. La norme précise qu'une définition du déclassement est nécessaire pour représenter fidèlement la valeur brute comptable. Un déclassement constitue un événement de décomptabilisation d'un actif financier ou une partie de celui-ci.

La norme groupe actuelle du passage en créances irrécouvrables est conforme à la définition donnée par la norme IFRS 9. En effet les filiales doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement
- de créances prescrites
- des créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux)
- des créances envers un client disparu

- Définition du défaut utilisée chez RCI banque

La définition du risque de défaillance sous IAS 39 n'est pas remise en cause par IFRS9. RCI va donc conserver ces définitions de douteux et de compromis pour constituer son bucketting B3.

Par ailleurs, il est important de noter qu'il existe au niveau du groupe RCI Banque une concordance forte entre la notion de douteux comptable et de défaut bâlois.

Il a été choisi de se baser sur la notion de douteux comptable existante sous IAS39 pour identifier les actifs en B3 pour les raisons suivantes :

- Ecart peu significatifs entre les 2 notions
- Continuité sur l'assiette de douteux entre IAS39 et IFRS9

Pour rappel sur la Clientèle, la créance est considérée comme douteuse dès que :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis 3 mois au moins,
- ou la situation financière dégradée de la contrepartie se traduit par un risque de non recouvrement. En particulier, en cas de procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal international.
- ou il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Sur le périmètre Réseau, la définition du défaut, fait l'objet d'une procédure dédiée s'appuyant sur :

- l'existence d'un impayé depuis plus de 3 mois (ou premier impayé sur un prêt restructuré)
- l'existence d'une procédure collective
- la présence d'indicateurs qui permettent de traduire l'incertitude sur le paiement futur de type fin de contrat financier, fraude avérée...

Pour rappel : Les encours douteux/compromis sont des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont

fortement dégradées et pour lesquels un passage en perte à terme est envisagé.

L'identification des encours douteux/compromis intervient à l'échéance du terme ou, en matière de crédit-bail à la résiliation du contrat et en tout état de cause au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux/compromis.

Les Purchased or originated credit impaired loans (POCI), ces actifs financiers dépréciés dès leur création (prêts à un concessionnaire douteux par exemple) sont traités différemment car ils sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale. Ces opérations sont classées en Bucket 3 dès la comptabilisation initiale.

Au sein du groupe RCI Banque, cette catégorie concerne principalement la clientèle Réseau qui peut continuer de faire l'objet de financements même lorsque le concessionnaire a été classé en défaut. Cette catégorie d'encours doit être limitée et faire l'objet d'un accord au niveau du Comité des Risques.

L'acquisition de créances (douteuses ou saines) ne fait pas partie du business model du groupe RCI Banque.

Sont exclus des créances en défaut:

- les créances litigieuses: créances faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client suite à contestation de l'interprétation des clauses du contrat (si la situation financière du client n'apparaît pas compromise),
- les clients à conditions de paiement négociables si et seulement si, il n'y a aucun doute sur le recouvrement,
- les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays: une créance ne doit pas être considérée comme douteuse du seul fait de l'existence d'un risque pays.

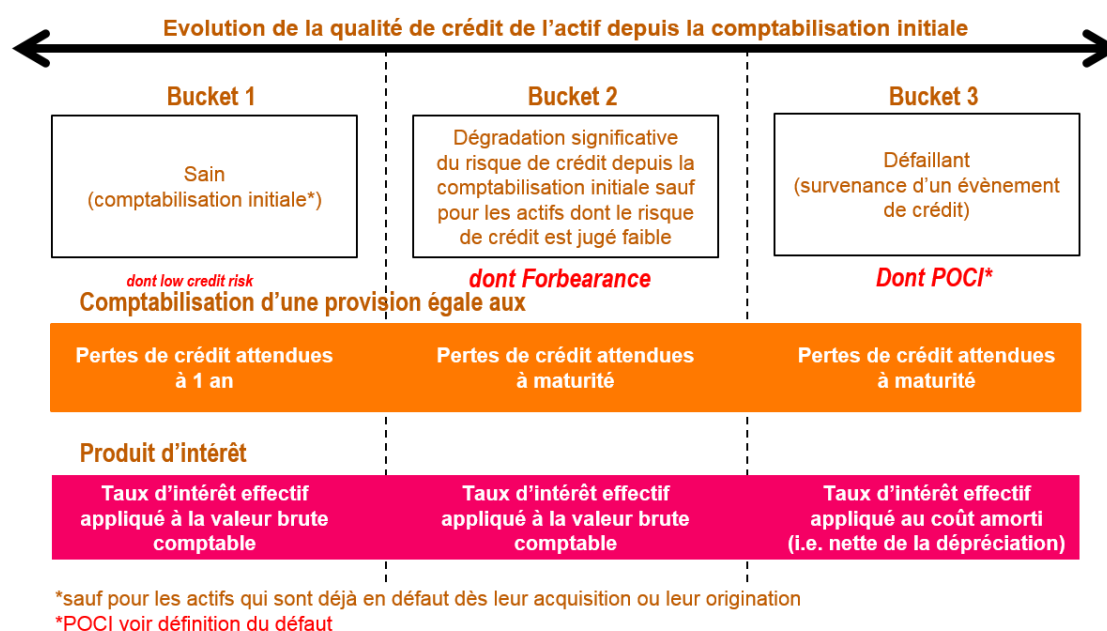
- Calculs d'ECL (phase 2):

Selon la norme IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un fait générateur intervienne pour constater une dépréciation comme c'était le cas sous IAS 39 (« incurred loss »). Ainsi, tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès l'origine :

- A l'origine, l'instrument est affecté d'une perte de valeur représentant les pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).
- En cas de détérioration significative du risque de crédit depuis l'origine, l'instrument est alors affecté d'une perte de valeur représentant les pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Le modèle de provisionnement couvre les actifs évalués au Coût Amorti ou en Juste Valeur par OCI (selon la classification issue de la Phase 1) et doit correspondre au suivi de la dégradation du risque de crédit.

Ce modèle général de dépréciation peut être représenté comme suit :



Les principes directeurs de ce nouveau modèle de provisionnement sont les suivants :

1. Il s'agit donc d'une approche relative de la dégradation par instrument plutôt qu'une approche absolue basée sur le franchissement d'un seuil unique de risque.
2. Le modèle de provisionnement pour pertes attendues doit s'appliquer de façon symétrique tant en cas de dégradation du risque de crédit qu'en cas d'amélioration
3. Le dispositif doit être prospectif aussi bien sur les aspects de dégradation significative du risque de crédit que d'évaluation des pertes de crédit attendues

Pour calculer les ECL, la norme exige d'utiliser les informations internes et externes pertinentes (validées) et raisonnablement disponibles, afin de faire des estimations de perte prospectives / forward-looking, qui incluent les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions d'événements futures et de conditions économiques.

Afin d'évaluer les impacts potentiels liés aux anticipations macro-économiques, il conviendra par ailleurs pour chacun de ces termes d'évaluer leurs liens éventuels avec les variables macro-économiques qui pourront ensuite faire l'objet d'un suivi dédié lors de la mise en œuvre du processus opérationnel de provisionnement.

IFRS 9 prévoit que les estimations doivent prendre en compte tous les termes contractuels. Les estimations prennent en compte les expositions Bilan/Hors bilan ajustées des tirages futurs et / ou des remboursements anticipés.

Pour rappel une lifetime expected loss calculée sur le bucket 2 revient à déterminer l'espérance de perte si la facilité fait défaut à un moment au cours de sa vie. Or dans un contexte de prêts amortissables, le montant auquel le groupe sera exposé dépend fortement du moment auquel le défaut futur sera constaté. Par conséquent il est important de tenir compte des échéanciers de paiement pour avoir une vision réaliste de l'exposition future.

Au-delà des échéanciers contractuels, le groupe RCI Banque doit par ailleurs également modéliser les taux de remboursements anticipés afin de retranscrire la réalité économique de la gestion du portefeuille. Ce point est particulièrement impactant pour les facilités pour lesquelles est mesurée une lifetime expected loss.

Pour les engagements de financement pour lesquels le groupe RCI Banque s'est engagé à débloquer les fonds sur demande du client, il convient d'évaluer la probabilité de transformation de cet engagement hors bilan en engagement au bilan du groupe. Pour les autres éléments de hors bilan, à l'instar de l'approche prudentielle, il convient de tenir compte d'un « credit conversion factor » (CCF) qui permet d'évaluer la proportion de l'encours hors bilan à la date de reporting qui sera effectivement tirée à la future date d'entrée en défaut.

Contrairement à l'approche réglementaire, aucune marge de prudence ne doit être retenue afin de prendre en compte le risque lié à un ralentissement économique.

Contrairement à l'environnement prudentiel, la norme IFRS9 n'impose pas de calibrer une probabilité de défaut à 12 mois. Néanmoins dans la mesure où le groupe RCI Banque capitalise sur les dispositifs bâlois pour calculer ses paramètres IFRS 9, il convient de prévoir un ajustement méthodologique ou de calibration pour les facilités dont la maturité résiduelle en date de reporting est inférieure à un an.

La norme n'est pas prescriptive en termes de calibrage des probabilités de défaut à retenir pour le calcul de la lifetime expected loss, par conséquent le groupe RCI Banque est libre de retenir l'approche qui lui convient pour le calibrage de ce paramètre (term structure, matrices de transition,...) sous réserve de démontrer la pertinence de l'approche retenue.

La PD réglementaire est calibrée sur une moyenne long-terme (TTC- through the cycle) alors que l'environnement comptable doit présenter la vision à date de reporting tenant compte des conditions macro-économiques actuelles et anticipées. Pour ce faire, RCI Bank & Services a décidé de s'appuyer sur son dispositif de stress tests afin d'ajuster les PD futures en fonction des variables macro-économiques futures, et aider les experts à prendre leurs décisions. Néanmoins compte tenu de contraintes technique d'implémentation de la méthodologie de forward looking dans l'outil de calcul des ECL, à ce jour, un calcul « point in time » des ECL est réalisé auquel est appliqué un forward looking qui repose sur une approche multi-scénario (3 scénarii).

La norme IFRS 9 ne comporte aucune mention spécifique concernant la période d'observation et de collecte de données historiques utilisées pour le calcul des paramètres LGD. Il est par conséquent possible, pour les pays concernés, d'utiliser les estimations de LGD telles que déterminées dans l'environnement prudentiel en approche IRB comme point de départ et d'effectuer les ajustements nécessaires afin de les rendre conformes à la norme.

Comme indiqué précédemment la norme exige de tenir compte d'informations prospectives aussi bien pour la dégradation significative du risque que pour la détermination des ECL.

L'intégration de ces informations prospectives ne doit pas être comprise comme un stress-test et n'a pas pour objectif de déterminer une marge de prudence sur le montant des provisions. Il s'agit essentiellement de tenir compte du fait que les observations passées ne reflètent pas nécessairement les anticipations futures et par conséquent des ajustements sont nécessaires par rapport à un montant de provision déterminé sur base de paramètres calibrés exclusivement sur base historique.

Cet ajustement du montant de provision peut se faire à la hausse comme à la baisse sous réserve d'être adéquatement documenté aussi bien sur les aspects d'hypothèses / de projections des paramètres macro-économiques que sur leur impact sur les paramètres du calcul.

La phase 2 de la norme IFRS 9 concerne chez RCI Banque les créances clientèles (y compris location financière et opérationnelle) et interbancaires, les engagements de financement hors bilan et les titres de dettes à l'actif qui font l'objet d'une comptabilisation en coût amorti ou JVOCI selon la nouvelle classification IFRS 9.

Par conséquent au sein du groupe RCI Banque, il s'agit de la majorité des actifs financiers au bilan. En effet seuls les instruments financiers évalués à la juste valeur par résultats et en méthode alternative, ne font pas l'objet d'un calcul de dépréciation puisque leur variation de juste valeur impacte respectivement directement le résultat ou les réserves du groupe, et conformément à la section précédente ceux-ci sont limités essentiellement aux OPCVM et titres de participation non consolidés.

D'un point de vue opérationnel, cela signifie que les produits suivants font partis du périmètre d'application du volet dépréciation de la norme IFRS 9 :

encours crédit classique :

- Retail
- Corporate pour les crédits accordés aux concessionnaires
- Corporate pour l'affacturage

encours de location financière (comptabilisation selon la norme IAS 17)

- leasing (Retail)
- location longue durée avec engagements de reprise hors groupe RCI Banque (Corporate)

créances échues de location opérationnelle (comptabilisation selon la norme IAS 17)

- location de batteries de véhicules électriques (Retail)
- location avec risque porté par la filiale (Retail)
- financement courte durée de véhicules de services Renault (Corporate)

engagements hors bilan :

- les garanties financières accordées
- les engagements de financement qui créent une obligation juridique d'octroi de crédit actuel

titres à l'actif:

bons du trésor et obligations (éligibles ou non-éligibles au classement HQLA dans le calcul du ratio de liquidité court terme LCR) classés par le passé en AFS et qui sont valorisés en JVOCI depuis le passage à IFRS9

NB : les OPCVM étant valorisés en juste valeur par P&L et titres de participation non consolidés en juste valeur par P&L.

Le calcul des ECL se fait en fonction des portefeuilles identifiés dans le périmètre IFRS9 de RCI Banque à savoir :

Lot 1 : crédit et financement location financière à la clientèle, y compris engagement de financements irrévocables et garanties financières données filiales G7*

Lot 2 : crédit au réseau (concessionnaires et constructeur), y compris engagement de financements irrévocables et garanties financières données filiales G6**

Lot 3 : crédit et financement location financière à la clientèle filiales non G7

Lot 4 : crédit au réseau (concessionnaires et constructeur) filiales non G6 et prêts interbancaires et titres.

Lot 5 : autres actifs financiers

*Filiales en France, Allemagne, Espagne, Italie, Corée, Royaume uni, Brésil

**Filiales en France, Allemagne, Espagne, Italie, Brésil, Royaume uni

Afin d'avoir une cohérence entre son dispositif prudentiel de gestion des risques et son dispositif comptable d'évaluation des provisions, le groupe RCI Banque, conformément aux recommandations du comité de Bâle et de l'EBA, s'appuie dans la mesure du possible sur le dispositif bâlois existant pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul. Les portefeuilles couverts par l'approche IRB (méthode avancée) doivent néanmoins faire l'objet d'ajustements quant au calibrage des paramètres pour s'assurer de leur conformité avec la norme IFRS 9 et notamment considérer les conditions et les prévisions économiques et les évolutions récentes qui ne sont pas pris en compte de façon adéquate à la date de clôture (par opposition à une notion de bas de cycle ou de moyenne historique long-terme dans l'environnement prudentiel).

Ainsi, une approche avancée basée sur les modèles de risque de crédit bâlois est implémentée sur les lots 1 et 2. Ces lots représentent plus de 85% des actifs financiers dans le périmètre d'IFRS 9. Pour les autres lots, il s'agira d'une méthodologie simplifiée. En effet, la norme IFRS 9 n'impose pas de développer des méthodologies sophistiquées de calcul d'ECL, ce qui permet d'utiliser une approche simplifiée pour les portefeuilles moins significatifs.

Lot 1 : Basé sur méthodologie avancée incluant de nouveaux paramètres spécifiques IFRS9 : CCF, TRA, PD PIT, ELBE IFRS9

Lot 2 : Basé sur méthodologie avancée incluant de nouveaux paramètres spécifiques IFRS9 : PD, ELBE IFRS9

Lot 3 : Basé sur méthodologie simplifiée se basant sur des matrices de transition roll rate¹

Lot 4 : Basé sur méthodologie simplifiée se basant sur des matrices de transition roll rate

Prêts interbancaires et titres : Basé sur des standards de marché ou estimés à partir d'une méthodologie simplifiée: PD via la courbe des CDS et LGD à 60% ou 80% selon le type de dette

Lot 5 : méthode simplifiée de provisionnement

- Comptabilité de couverture (phase 3)

Les possibilités offertes par IFRS 9 en termes de comptabilité de couverture ne remettent pas en cause le traitement fait jusqu'à présent (voir partie P). En effet, RCI banque conserve sa méthode de comptabilité de couverture de macro-couverture et la documentation associée pour ces opérations de macro-couverture.

¹ Il s'agit des taux de transition entre les tranches d'impayés.

- Tableau de transition IAS 39 vers IFRS 9

La norme IFRS 7 requiert un état de passage pour chaque catégorie d'actifs financiers évalués selon la norme IAS 39 à la clôture (31/12/2017), avec les nouvelles règles à l'ouverture conformes à IFRS9 (01/01/2018).

	Ouverture Sous IAS 39	Reclassement	Réévaluation sous IFRS 9	Ouverture sous IFRS 9
Actif disponible à la vente	1 287	-1 287		0
Titres évalués en JV OCI		1 080	-1	1 079
OPCVM en JV P&L		179		179
Titres de participation non consolidés en JV P&L		27		27
Caisse et Créances Banques Centrales à vue et à terme net	1 303			1 303
Encours établissement de Crédit net	1 124		-1	1 123
Prêts et créances sur la clientèle	43 430		-121	43 308
Autres débiteurs	1 009		0	1 009
Réévaluation des provisions sur engagements irrévocables données et provisions sur garanties financières données			-6	-6
TOTAL	48 151	0	-128	48 023

Impact de l'impôt associé	39
---------------------------	----

Impact IFRS 9 en réserves (First time application)	-89
---	------------

Les reclassements de catégorie :

Le tableau présente donc un reclassement des OPCVM en juste valeur par P&L comme précisé précédemment. Les titres de participations sont désormais évalués en juste valeur par P&L.

La réévaluation sous IFRS 9 :

La réévaluation sous IFRS 9 est exclusivement liée au nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9. En effet, IFRS 9 permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un modèle de provisionnement prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues.

L'impact lié à la première application de la norme IFRS 9 s'élève à – 128 millions d'euros hors impôt différé. Le montant incluant les impôts différés s'élève à -89 millions d'euros et il est intégré dans les réserves de capitaux propres (dont -82 millions concerne la part groupe).

- Présentation des encours bruts à l'actif par bucket IFRS 9

1 Janvier 2018 - En millions d'euros	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Crédit	19 990	1 628	327	21 945
Crédit Réseau	10 741	278	107	11 126
Location Financière	9 147	1 261	125	10 532
Location Operationnelle part échue		1	4	5
Autres	433		3	436
Debiteurs divers	1 012			1 012
Total des créances brutes	41 322	3 169	566	45 056

31 Décembre 2018 - En millions d'euros	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Crédit	21 597	1 865	359	23 821
Crédit Réseau	10 471	445	83	10 999
Location Financière	10 284	1 456	171	11 911
Location Operationnelle part échue	0	4	7	10
Autres	631		2	633
Debiteurs divers	956			956
Total des créances brutes	43 938	3 769	622	48 329

Dépréciation en millions d'euros	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Solde au 1 Janvier 2018	(257)	(128)	(345)	(730)
Dotations	(114)	(115)	(272)	(501)
Reprise avec utilisation	73	65	220	358
Reprise sans utilisation	53	13	15	81
Autres variations (*)	3	2	4	9
Solde au 31 décembre 2018	(242)	(163)	(378)	(783)

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec les clients » :

Le 29 octobre 2016, l'Union Européenne a publié au Journal Officiel la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec les clients ». Cette norme remplacera les normes IAS 11 et IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées. Elle propose une nouvelle approche de reconnaissance des revenus décrite en cinq étapes. Celle-ci pourrait avoir notamment des impacts sur les modalités de reconnaissance des revenus relatifs aux contrats contenant plusieurs obligations de performance avec des prix de transaction ayant une composante variable ainsi que sur les contrats comprenant une composante de financement. IFRS 15 présente également une nouvelle approche du traitement comptable de la garantie en distinguant la garantie de type assurance et la garantie de type service.

Les travaux d'analyse menés, ne conduisent pas à identifier des changements majeurs dans la reconnaissance des revenus.

Le groupe applique cette nouvelle norme à compter du 1er janvier 2018 selon la méthode rétrospective.

IFRS 16 « Contrats de location » :

Par ailleurs, le groupe étudie la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » adoptée par l'Union Européenne en octobre 2017.

Nouvelles normes IFRS non adoptées par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 16	Contrats de location	1 ^{er} janvier 2019

Le 16 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui remplacera la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer, côté preneur, la distinction précédemment faite entre les contrats de location simple et les contrats de location financement. Selon IFRS 16, un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation et une dette financière représentative de l'obligation locative. L'actif lié au droit d'utilisation est amorti et l'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs sur la durée de location, actualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon.

Cette norme est en revanche très proche de la norme existante pour le traitement des contrats de location côté bailleur. Les travaux d'analyse actuellement en cours ne conduisent pas à identifier des changements majeurs.

Le groupe appliquera IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 comme requis par la norme. En l'état actuel de l'étude d'impact, le groupe estime que l'application de la norme aura pour effet une augmentation de ses immobilisations corporelles brutes de 47%. Les dettes financières nettes augmenteront à due concurrence.

IFRS 17 «contrats d'assurance» :

Nouvelles normes IFRS non adoptées par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 17	Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2021

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2021, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4.

Le groupe n'envisage pas, à ce stade, d'appliquer cette norme par anticipation.

B) Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées au sens d'IFRS 10 (entreprises associées ou contrôle conjoint – co-entreprises), directement ou indirectement, par le groupe (filiales et succursales).

Les entreprises associées et co-entreprises sont comptabilisées par mise en équivalence (IFRS 11).

Les actifs titrisés de Diac SA, de RCI FS Ltd, de Banco RCI Brasil S.A., des succursales italienne et allemande ainsi que les prêts consentis à Renault Retail Group, pour lesquels le groupe RCI Banque a conservé la majorité des risques

et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Les sociétés consolidées par RCI Banque sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun ainsi que les sociétés de service associées.

Coût d'acquisition des titres et écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont évalués, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- Le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise

Et

- Le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres sont eux comptabilisés selon IAS 32 et IFRS9.

Si le regroupement d'entreprises génère un écart d'acquisition négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur une approche de marché, elle est déterminée par l'utilisation de multiples pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. Un taux d'actualisation unique est utilisé pour l'ensemble des UGT testées, composé du taux sans risque à 10 ans augmenté de la prime de risque moyenne du secteur dans lequel ces dernières évoluent.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 1 an.

Les écarts d'acquisition sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite au compte de résultat.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti des engagements de rachat de participations sur les filiales consolidées par intégration globale détenues par des actionnaires minoritaires. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options est établi en estimant le prix de rachat éventuel que le groupe RCI Banque aurait à payer aux participations ne donnant pas le contrôle si ces dernières étaient exercées, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS32, le groupe a enregistré un passif au titre des options de vente vendues aux participations ne donnant pas le contrôle des entités contrôlées de manière exclusive, pour un montant total de 140 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 154 millions d'euros au 31 décembre 2017. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente.

La contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle sous-jacent aux options et pour le solde en diminution des capitaux propres - part des actionnaires de la société mère. L'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir initialement le même traitement comptable que celui appliqué aux augmentations de pourcentage d'intérêts dans les sociétés contrôlées.

A l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont extournées; si le rachat est effectué, le montant constaté en passif est annulé en contrepartie du décaissement de trésorerie lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle.

C) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

D) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, RCI Banque doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. RCI Banque revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Ces estimations sont prises en compte dans chacune des notes correspondantes.

E) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au point E sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les "Autres produits d'exploitation bancaire" et "Autres charges d'exploitation bancaire".

Identification du risque de crédit (voir partie A)

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,

- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Encours restructurés

Le groupe RCI Banque applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24.07.2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements.

Elle désigne ainsi les cas :

- de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client),
- de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières.

La classification d'un contrat en encours restructuré est indépendante du provisionnement (par exemple un contrat qui sera restructuré et retournera en encours sain n'aura pas de provision et sera pourtant qualifié d'encours restructuré durant la période probatoire).

Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

L'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client.

Les conditions de sortie d'un contrat des encours restructurés sont cumulatives et sont les suivantes :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements,
- Un minimum de 2 ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant,
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, à minima, de la moitié de la période probatoire,
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat sorti des encours restructurés bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours, il doit être reclassé en encours restructuré.

Dépréciation pour risque de crédit (voir partie A)

Selon la norme IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un fait générateur intervienne pour constater une dépréciation comme c'était le cas sous IAS 39 (« incurred loss »). Ainsi, tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès l'origine (à l'exception de ceux originés ou acquis en présence d'un événement de défaut) :

- A l'origine, l'instrument est affecté d'une perte de valeur représentant les pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).
- En cas de détérioration significative du risque de crédit depuis l'origine, l'instrument est alors affecté d'une perte de valeur représentant les pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Définition de l'Expected Credit Loss

La norme IFRS9 définit l'ECL comme l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Cette espérance constituera le montant de la provision allouée à une facilité ou à un portefeuille.

Pour calculer les ECL, la norme exige d'utiliser les informations internes et externes pertinentes (validées) et raisonnablement disponibles, afin de faire des estimations de perte prospectives / forward-looking, qui incluent les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions d'événements futurs et de conditions économiques.

Formule générique de l'ECL

Sur la base des éléments susmentionnés, la formule de calcul de l'ECL utilisée par le groupe RCI Banque peut être

présentée de manière générique comme suit :

$$ECL_{\text{Maturité}} = \sum_{i=1}^{M \text{ mois}} EAD_i * PD_i^9 * ELBE_0^9 * \frac{1}{(1+t)^{t/12}}$$

Avec :

- ✓ M = maturité
- ✓ EAD_i = exposition attendue au moment de l'entrée en défaut l'année considérée (en prenant en compte les remboursements anticipés éventuels)
- ✓ PD_i^9 = probabilité de faire défaut durant l'année considérée
- ✓ $ELBE_0^9$ = meilleure estimation de la perte en cas de défaut de la facilité
- ✓ t = taux d'actualisation

Chacun de ses paramètres fait l'objet d'un calibrage dédié.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendraient advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance. Par conséquent L'ECL à un an (12-month EL) se déduit de la formule ci-dessus en se restreignant à mesurer des paramètres sur les 12 mois suivants.

Il apparaît donc que, pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision est identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Pour le groupe RCI Banque cela a notamment un impact sur le périmètre Réseau puisqu'il s'agit principalement de financements court-termes.

Probabilité de défaut – PD :

Le groupe RCI capitalise sur les dispositifs bâlois pour calculer ses paramètres IFRS 9.

Meilleure estimation de la perte en cas de défaut – ELBE9 IFRS 9 :

La norme IFRS 9 ne comporte aucune mention spécifique concernant la période d'observation et de collecte de données historiques utilisées pour le calcul des paramètres LGD. Il est par conséquent possible, pour les pays concernés, d'utiliser les estimations de LGD telles que déterminées dans l'environnement prudentiel en approche IRB comme point de départ (des ajustements sont réalisés si nécessaires).

Actualisation :

La norme précise que les pertes attendues doivent être actualisées à la date de reporting au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif (ou une estimation approximative de ce taux déterminé lors de la comptabilisation initiale).

Compte tenu de l'option laissée par la norme, et compte tenu de la structure générique des contrats du groupe RCI, le TIE peut être approximé par le taux du contrat.

Perspective prospective – forward-looking :

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours aux données prospectives, notamment de type macroéconomique.

L'intégration du forward looking n'a pas pour objectif de déterminer une marge de prudence sur le montant des provisions. Il s'agit essentiellement de tenir compte du fait que les observations passées ne reflètent pas nécessairement les anticipations futures et par conséquent des ajustements sont nécessaires par rapport à un montant de provision déterminé sur base de paramètres calibrés exclusivement sur base historique. Ces ajustements du montant de provision peuvent se faire à la hausse comme à la baisse et doivent être dûment documentés.

La méthodologie de RCI Bank & Services repose sur une approche multi-scénario (3 scénarii). Pour chaque scénario des PD et LGD sont déterminés afin de calculer les pertes attendues pour chacun.

Des indicateurs macroéconomiques (PIB, taux long terme, ...) et éléments sectoriels sont utilisés pour associer une probabilité d'occurrence à chaque scénario et ainsi obtenir le montant final du forward looking.

Règles de passage en pertes (write-off)

Le traitement des write-offs est précisé dans la norme IFRS 9 §5.4.4 : la valeur brute comptable d'un actif financier est réduite lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe RCI doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement
- de créances prescrites
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux)
- de créances envers un client disparu.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

F) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17)

En application de la norme IAS 17, le groupe RCI Banque opère une distinction entre les contrats de « location financement » et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe RCI Banque à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe RCI Banque sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe RCI Banque tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le Groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe RCI Banque des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont

comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

G) Opérations entre le groupe RCI Banque et l'alliance Renault - Nissan

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe RCI Banque contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques de l'alliance Renault-Nissan en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

L'aide à la vente

Au 31 décembre 2018, le groupe RCI Banque a assuré 20 970 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 20 655 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe RCI Banque agit en partenaire financier afin de garantir et maintenir la bonne santé financière des réseaux de distribution de l'alliance Renault-Nissan.

Au 31 décembre 2018, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 10 887 millions d'euros contre 10 948 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, 791 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 937 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 854 millions d'euros contre 757 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Relations avec les constructeurs

Le groupe RCI Banque règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe RCI Banque est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 31 décembre 2018, cette participation s'élève à 633 millions d'euros contre 599 millions d'euros au 31 décembre 2017.

H) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres

Le portefeuille de titres de RCI Banque est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9.

Titres évalués en juste valeur par résultat (JVP&L)

Les OPCVM et les FCPR (parts de fond) sont réputés non SPPI et seront donc valorisés à la juste valeur par résultat.

Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable rentrent également dans cette catégorie dont l'évaluation se fait par le résultat.

La juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché. Il n'y a plus de dépréciation pour ces titres sous IFRS 9.

Titres évalués en juste valeur par capitaux propres (JVOCI)

Cette catégorie regroupe les titres qui passent les tests SPPI et chez RCI Banque il s'agit de

- Les instruments de dettes :

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus), les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

I) Immobilisations (IAS16 / IAS36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Constructions | 15 à 30 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans |

J) Impôts sur les résultats (IAS12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode de report variable retenue par le groupe RCI Banque, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

K) Engagements de retraite et assimilés (IAS19)

Présentation des régimes

Le groupe RCI Banque a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France),
- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suisse.
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe RCI Banque qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd, RCI Financial Services BV et RCI Finance SA.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuée de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

Les détails par pays sont présentés dans les notes au bilan.

L) Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives.
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les écarts d'évaluation dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le groupe se réfère à la liste publiée par l'*International Task Force* de l'AICPA (*American Institute of Certified Public Accountants*). Seul l'Argentine dans lequel RCI Banque exerce une activité significative figure sur cette liste. Le référentiel IFRS, IAS 29 « Informations financières dans les économies hyperinflationnistes », impose une réévaluation des états financiers de l'année au cours de laquelle apparaît la situation d'hyperinflation. Celui-ci impose des retraitements dans les comptes individuels des sociétés concernées de façon à permettre la diffusion d'une information homogène. Ces états financiers individuels retraités sont ensuite incorporés dans les comptes consolidés du Groupe. La monnaie étant en situation d'hyperinflation, son cours de conversion se dévalue; les retraitements opérés dans les comptes locaux neutralisent partiellement, dans les comptes consolidés, les impacts de cette dévaluation. Pour les sociétés argentines une réévaluation a été faite dans le compte de résultat en fonction de l'indicateur IPC. La contrepartie des retraitements de réévaluation liée à l'hyperinflation est présentée en résultat sur exposition inflation.

M) Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

N) Les passifs financiers

Le groupe RCI Banque enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Epargne auprès de la clientèle.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

O) Emissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe RCI Banque correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Risques

La gestion des risques financiers par le groupe RCI Banque (risque de taux, risque de change, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre 'Les risques financiers' annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par RCI Banque peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

Évaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

- La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.
- Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debt Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60%.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

Couverture de juste valeur

RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable ;
- Couverture du risque de change d'un actif ou passif en devises par un cross currency swap.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe (sur le plan économique, il s'agit de la macro-couverture) ;
- Couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Opérations de transaction

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe RCI Banque n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Il s'agit essentiellement :

- des opérations de change dont la durée initiale est inférieure à 1 an,
- des dérivés incorporés identifiés dans le cadre des émissions structurées du groupe et des swaps qui leurs sont associés,
- des swaps contractés dans le cadre des opérations de titrisation,
- des swaps de taux variables/variables sur une même devise couvrant le risque de taux d'émissions à taux variable.

Q) Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le comité exécutif ayant décidé depuis le 1er janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan. L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau. Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément. Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun sont regroupées.

Activité	Clientèle	Réseau
Crédit	✓	✓
Location Financière	✓	NA
Location Opérationnelle	✓	NA
Services	✓	NA

R) Assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance :

- Provisions pour primes non acquises (assurance non vie) : Les provisions techniques pour primes non acquises correspondent à la part des primes qui se rapportent à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat. Elles sont calculées par contrat au prorata temporis journalier.
- Provisions mathématiques (assurance vie) : Elles sont destinées à couvrir les obligations futures (ou flux d'indemnisation) correspondant aux engagements donnés, ainsi que les coûts de gestion de ces contrats. Elles sont calculées par contrat au prorata temporis journalier.
- Provisions pour sinistres à payer : Les provisions pour sinistres à payer représentent l'estimation, nette des recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres déclarés non réglés à la clôture de l'exercice. Ces provisions sont

calculées sur la base d'un fichier de sinistre reposant sur des règles de recouvrement.

- Provisions IBNR (Incurred But Not Reported) : Il s'agit des provisions relatives aux sinistres non encore déclarés, estimées sur une base statistique. Elles sont calculées selon une méthode actuarielle (méthode de Chain Ladder) dans laquelle le coût d'un sinistre est estimé en fonction d'une analyse statistique de l'historique des remboursements des précédents sinistres. L'historique de donnée est effectué avec une méthode de Best Estimate, auquel s'y ajoute une marge prudentielle calibrée. Ainsi, les provisions IBNR sont toujours suffisantes même en cas de scénario très défavorable.

Les garanties proposées couvrent le risque décès, l'invalidité, l'incapacité et la perte d'emploi dans le cadre d'une assurance emprunteur. Ces types de risques sont contrôlés par l'utilisation de tables de mortalité appropriées, par un contrôle statistique de la sinistralité sur les populations assurées et par un programme de réassurance.

Test de suffisance des passifs : Un test d'adéquation des passifs visant à s'assurer que les passifs d'assurance sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance est réalisé à chaque arrêté comptable. Les flux de trésorerie futurs résultant des contrats prennent en compte les garanties et options qui y sont attachées. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

Compte de résultat :

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le groupe sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. Par ailleurs le groupe se refinance sur les marchés de capitaux dans des devises multiples (GBP, CHF, BRL, ARS, KRW, MAD, COP, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais déployée dans quatre pays, vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA et de la BCE relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress tests mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était d'environ 18 mois.

En outre, RCI Banque a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Environnement macroéconomique

En 2018, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés et annoncé que ces derniers devraient rester stables au moins jusqu'à l'été 2019. En parallèle, la BCE a progressivement réduit son programme d'achat d'actifs qui est passé de 30Mds par mois sur la première partie de l'année à 15Mds à partir d'octobre et a pris fin en décembre. A partir de 2019, elle réinvestira les montants remboursés sur les titres arrivant à échéance afin de conserver des conditions de liquidité favorables.

Aux Etats Unis, le nouveau patron de la Federal Reserve Jerome Powell a relevé à quatre reprises ses taux directeurs portant ainsi la cible des Fed Funds entre 2,25 % et 2,5 %. Au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre qui avait entamé en novembre 2017 son premier resserrement monétaire depuis dix ans, a relevé son taux directeur en juillet à 0,75 %.

Les anticipations de ralentissement économique mondial et la fin des politiques monétaires accommodantes des banques centrales ont progressivement modifié le contexte macro-économique qui prévalait en début d'année. La guerre tarifaire entre les Etats-Unis et la Chine, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne et les négociations budgétaires entre l'Italie et Bruxelles ont également contribué au renforcement de la volatilité. Dans ce contexte, les marchés ont connu un retour de l'aversion pour le risque au second semestre, qui s'est traduit par une baisse des marchés actions² et un élargissement des spreads de crédit³.

Après un pic à 0.50% en février le taux de swap 5 ans termine en baisse de 12 bp à 0,20 %.

² Euro Stoxx 50 en recul de 15 %

³ Iboxx EUR Non Financial en hausse de 56 bp, Iboxx Auto en hausse de 95 bp

5. REFINANCEMENT

RCI Banque a émis l'équivalent de 2,9 Md€ sous format obligataire public. Le groupe a lancé successivement une émission à taux variable de 750 M€ sur cinq ans, une émission double tranche pour 1,3 Md€ (trois ans taux fixe 750 M€, sept ans taux variable 550 M€), puis une émission à huit ans taux fixe pour 750 M€. En parallèle l'entreprise a émis 125 MCHF à taux fixe sur cinq ans, cette opération permettant à la fois de diversifier la base d'investisseurs et de financer les actifs libellés dans cette devise.

En parallèle, trois émissions sous format privé à deux et trois ans ont également été réalisées pour un montant total de 600 M€.

Sur le segment du refinancement sécurisé, RCI Banque a placé une titrisation publique adossée à des prêts automobiles en France pour 722,8 M€ répartis entre 700 M€ de titres senior et de 22,8 M€ de titres subordonnés.

Cette alternance de maturités, de types de coupons et de formats d'émission, s'inscrit dans la stratégie de diversification des sources de financement poursuivie depuis plusieurs années par le groupe et permet de toucher le plus grand nombre d'investisseurs.

En complément, les entités du groupe au Brésil, en Corée du Sud, au Maroc, en Argentine et pour la première fois en Colombie ont également emprunté sur leurs marchés de capitaux domestiques.

Les dépôts de la clientèle particulière progressent de 0,9 Md€ depuis décembre 2017 et atteignent 15,9 Md€ au 31 décembre 2018, représentant 33,8 % des actifs nets à fin décembre, ce qui correspond à l'objectif de l'entreprise de disposer de dépôts clientèle représentant environ un tiers des financements accordés à ses clients.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 3,8 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 2,2 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) ainsi qu'un montant d'actifs financiers de 0,4 Md€, permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant près de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 31 décembre 2018, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

1.1 - Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2018
Encours productif moyen	33 123	10 419		43 542
Produit net bancaire	1 511	237	182	1 930
Résultat brut d'exploitation	1 094	178	83	1 355
Résultat d'exploitation	916	213	81	1 210
Résultat avant impôts	922	213	80	1 215

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2017
Encours productif moyen	29 161	9 738		38 899
Produit net bancaire	1 230	240	158	1 628
Résultat brut d'exploitation	843	190	73	1 106
Résultat d'exploitation	784	205	73	1 062
Résultat avant impôts	786	204	87	1 077

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens est un autre indicateur utilisée pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

En millions d'euros	Année	Encours net à fin (1)	dont Encours Clientèle net à fin (1)	dont Encours Réseaux net à fin
Europe	2018	41 832	31 668	10 164
	2017	39 028	28 785	10 243
<i>dont Allemagne</i>	2018	7 472	6 097	1 375
	2017	6 808	5 333	1 475
<i>dont Espagne</i>	2018	4 464	3 637	827
	2017	4 207	3 279	928
<i>dont France</i>	2018	14 324	10 664	3 660
	2017	13 315	9 606	3 709
<i>dont Italie</i>	2018	5 821	4 450	1 371
	2017	5 264	3 960	1 304
<i>dont Royaume-Uni</i>	2018	4 680	3 780	900
	2017	4 787	3 897	890
<i>dont Autres pays (2)</i>	2018	5 071	3 040	2 031
	2017	4 647	2 710	1 937
Asie Pacifique - Corée du Sud	2018	1 578	1 565	13
	2017	1 561	1 541	20
Amérique	2018	2 769	2 182	587
	2017	2 637	2 049	588
<i>dont Argentine</i>	2018	314	185	129
	2017	499	344	155
<i>dont Brésil</i>	2018	2 112	1 699	413
	2017	1 880	1 498	382
<i>dont Colombie</i>	2018	343	298	45
	2017	258	207	51
Afrique, Moyen-Orient, Inde	2018	493	383	110
	2017	416	331	85
Eurasie	2018	258	245	13
	2017	191	179	12
Total groupe RCI Banque	2018	46 930	36 043	10 887
	2017	43 833	32 885	10 948

(1) Y compris opérations de location opérationnelle

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Pays Nordiques, Pologne, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie, Irlande, Portugal

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Caisse et Banques centrales	2 018	1 303
Caisse et Banques centrales	2 018	1 303
Créances à terme sur Banques centrales	22	
Créances rattachées	22	
Total des Caisse et Banques centrales	2 040	1 303

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	12/2018		12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	21	14	37	32
Instruments dérivés de taux	2	4	3	1
Instruments dérivés de change	19	10	34	31
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	102	68	86	86
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	89	6	80	28
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	13	62	6	58
Total des instruments dérivés (*)	123	82	123	118

(*) Dont entreprises liées

2

7

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les opérations ayant donné lieu à une comptabilisation dans ce poste sont décrites dans les règles et méthodes comptables aux points : "Les passifs financiers" et "Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture".

Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

En millions d'euros	Couverture s de flux de trésorerie	Echéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Solde au 31 décembre 2016	(10)	(6)	(4)	
Variation de juste valeur en capitaux propres	4			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	(3)			
Solde au 31 décembre 2017	(9)	(4)	(5)	
Variation de juste valeur en capitaux propres	(6)			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	5			
Solde au 31 décembre 2018	(10)	(3)	(7)	

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018	Dt entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 489			1 489	
Achats	1 486			1 486	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	116			116	
Emprunts	116			116	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	297	80		377	37
Emprunts	290	80		370	40
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	6 825	10 738	2 000	19 563	
Emprunteurs	6 825	10 738	2 000	19 563	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2017	Dt entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 889			1 889	
Achats	1 886			1 886	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	691	331		1 022	82
Emprunts	664	319		983	80
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	6 211	9 373	2 350	17 934	
Emprunteurs	6 211	9 373	2 350	17 934	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	902	
Effets publics et valeurs assimilées	617	
Obligations et autres titres à revenus fixes	284	
Participations dans les sociétés non consolidées	1	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	166	
Titres à revenus variables	16	
Obligations et autres titres à revenus fixes	98	
Participations dans les sociétés non consolidées	52	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers		1 287
Effets publics et valeurs assimilées		741
Titres à revenus variables		179
Obligations et autres titres à revenus fixes		340
Participations dans les sociétés non consolidées		27
Total des actifs financiers (*)	1 068	1 287
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>53</i>	<i>27</i>

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Créances à vue sur les établissements de crédit	916	906
Comptes ordinaires débiteurs	881	895
Prêts au jour le jour	35	11
Créances à terme sur les établissements de crédit	117	218
Comptes et prêts à terme en bucket 1	37	218
Comptes et prêts à terme en bucket 2	80	
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 033	1 124
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>80</i>	<i>150</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 551 millions d'euros à fin 2018 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Prêts et créances sur la clientèle	46 587	43 430
Opérations avec la clientèle	34 858	32 993
Opérations de location financière	11 729	10 437
Opérations de location opérationnelle	974	839
Total opérations avec la clientèle et assimilées	47 561	44 269

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 119 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 52 millions d'euros au 31 décembre 2018.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Créances sur la clientèle	35 047	33 226
Affacturage sain	541	655
Affacturage dégradé depuis l'origination	37	
Autres créances commerciales saines	2	3
Autres crédits sains à la clientèle	31 269	30 129
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	2 273	
Autres crédits incidentés à la clientèle		1 654
Comptes ordinaires débiteurs sains	484	351
Créances en défaut	441	434
Créances rattachées sur clientèle	83	53
Autres crédits à la clientèle en non défaut	42	41
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	37	7
Créances en défaut	4	5
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	323	228
Etalement des frais de dossiers et divers	(52)	(39)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(549)	(526)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	924	793
Dépréciation des créances sur la clientèle	(595)	(514)
Dépréciation sur créances saines	(125)	(118)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(113)	
Dépréciation sur créances incidentées		(74)
Dépréciation des créances en défaut	(281)	(252)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(76)	(70)
Total net des créances sur la clientèle	34 858	32 993

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Créances sur opérations de location financière	11 917	10 541
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	10 292	9 776
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 455	
Crédit-bail et location longue durée contrats incidentés		642
Créances en défaut	170	123
Créances rattachées sur opérations de location financière	10	7
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	9	6
Créances en défaut	1	1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(16)	(16)
Etalement des frais de dossiers et divers	(4)	(7)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(234)	(174)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	222	165
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(182)	(95)
Dépréciation sur créances saines	(39)	(8)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(50)	
Dépréciation sur créances incidentées		(9)
Dépréciation des créances en défaut	(92)	(77)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
Total net des créances sur opérations de location financière	11 729	10 437

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018
Location financière - Investissement net	4 938	6 962	11	11 911
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	397	390		787
Location financière - Investissement brut	5 335	7 352	11	12 698
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	2 841	3 857		6 698
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>1 845</i>	<i>1 864</i>		<i>3 709</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	3 490	5 488	11	8 989

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2017
Location financière - Investissement net	4 470	6 052	10	10 532
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	355	348		703
Location financière - Investissement brut	4 825	6 400	10	11 235
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	2 546	3 285		5 831
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>1 741</i>	<i>1 681</i>		<i>3 422</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	3 084	4 719	10	7 813

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Immobilisations données en location	991	866
Valeur brute des immobilisations données en location	1 284	1 094
Amortissements sur immobilisations données en location	(293)	(228)
Créances sur opérations de location opérationnelle	12	6
Créances saines et dégradées depuis l'origine	7	6
Créances en défaut	7	3
Produits et charges restant à étaler	(2)	(3)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(29)	(33)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	
Dépréciation des créances en défaut	(5)	
Dépréciation de la valeur résiduelle	(23)	(33)
Total net des opérations de location opérationnelle (*)	974	839

(*) Dont entreprises liées

(1)

(1)

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Inférieur à 1 an	146	71
De 1 an à 5 ans	201	119
Supérieur à 5 ans	9	
Total	356	190

6.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe RCI Banque

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 55 299 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 50 758 millions d'euros au 31 décembre 2017. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé de RCI Banque (cf. note 23 Engagements reçus).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2018	dont non défaut (1)	12/2017	dont non défaut (1)
Depuis 0 à 3 mois	593	409	574	522
Depuis 3 à 6 mois	59		51	
Depuis 6 mois à 1 an	37		20	
Depuis plus de 1 an	74		252	
Total des créances échues	763	409	897	522

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 678 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 660 millions d'euros au 31 décembre 2017.

6.5 - Valeurs résiduelles en risque porté par RCI Banque

Le montant total des risques sur valeurs résiduelles porté en propre par RCI Banque s'élève à 1 944 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 1 981 millions d'euros au 31 décembre 2017. Il est provisionné à hauteur de 61 millions d'euros au 31 décembre 2018 pour la provision valeur résiduelle risque portée (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni).

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2018
Valeur brute	36 736	10 998	633	48 367
Créances saines	32 873	10 470	631	43 974
Créances dégradées depuis l'origination	3 325	445		3 770
Créances en défaut	538	83	2	623
<i>% des créances en défaut sur le total des créances</i>	<i>1,46%</i>	<i>0,75%</i>	<i>0,32%</i>	<i>1,29%</i>
Dépréciation	(693)	(111)	(2)	(806)
Dépréciation créances saines	(194)	(70)	(1)	(265)
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(153)	(10)		(163)
Dépréciation créances en défaut	(346)	(31)	(1)	(378)
Total des valeurs nettes (*)	36 043	10 887	631	47 561
<i>(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>19</i>	<i>791</i>	<i>436</i>	<i>1 246</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2017
Valeur brute	33 349	11 126	436	44 911
Créances saines	32 894	11 019	432	44 345
Créances douteuses	165	90	3	258
Créances compromises	290	17	1	308
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>1,36%</i>	<i>0,96%</i>	<i>0,92%</i>	<i>1,26%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(439)	(87)		(526)
Dépréciation créances non douteuses	(143)	(54)		(197)
Dépréciation créances douteuses	(88)	(18)		(106)
Dépréciation créances compromises	(208)	(15)		(223)
Dépréciation collective sectorielle	(25)	(91)		(116)
Dépréciation des créances	(18)	(91)		(109)
Risque pays	(7)			(7)
Total des valeurs nettes (*)	32 885	10 948	436	44 269
<i>(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>21</i>	<i>937</i>	<i>309</i>	<i>1 267</i>

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Créances d'impôts et taxes fiscales	379	379
Actifs d'impôts courants	26	36
Actifs d'impôts différés	145	112
Créances fiscales hors impôts courants	208	231
Comptes de régularisation et actifs divers	953	1 009
Autres débiteurs divers	377	337
Comptes de régularisation actif	55	49
Valeurs reçues à l'encaissement	319	426
Part des réassureurs dans les provisions techniques	202	197
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	1 332	1 388
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	225	138

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 32.

La variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques s'analyse ainsi :

Variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Part des réassureurs dans les provisions techniques au début de la période	197	162
Augmentation des provisions techniques à la charge des réassureurs	16	45
Sinistres mis à la charge des réassureurs	(11)	(10)
Part des réassureurs dans les provisions techniques à la fin de la période	202	197

Note 9 : Participations dans les entreprises associées et coentreprises

En millions d'euros	12/2018		12/2017	
	Valeur bilan des SME	Résultat	Valeur bilan des SME	Résultat
Orfin Finansman Anonim Sirketi	21	4	24	4
RN SF B.V.	63	9	48	9
Nissan Renault Financial Services India Private Limited	31	2	30	2
Total des participations dans les entreprises associées et coentreprises	115	15	102	15

Note 10 : Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Valeur nette des immobilisations incorporelles	7	6
Valeur brute	36	36
Amortissements et provisions	(29)	(30)
Valeur nette des immobilisations corporelles	32	23
Valeur brute	113	101
Amortissements et provisions	(81)	(78)
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	39	29

Note 11 : Ecart d'acquisition

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Argentine	1	2
Royaume-Uni	35	35
Allemagne	12	12
Italie	9	9
Corée du Sud	20	20
République tchèque	6	6
Total des écarts d'acquisition ventilés par pays	83	84

L'ensemble de ces écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites en note B). Ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation au 31 décembre 2018.

Note 12 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**12.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Comptes et emprunts à terme	2 500	2 500
Total Banques centrales	2 500	2 500

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2018 à 7 454 M€, soit 6 184 M€ en titres de véhicules de titrisations, 159 M€ en titres obligataires éligibles et 1 111 M€ en créances privées.

12.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Dettes à vue envers les établissements de crédit	142	234
Comptes ordinaires créditeurs	21	29
Emprunts au jour le jour		1
Autres sommes dues	121	204
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 289	2 210
Comptes et emprunts à terme	2 217	2 165
Dettes rattachées	72	45
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	2 431	2 444

(*) Dont entreprises liées

1

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

12.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Comptes créditeurs de la clientèle	16 686	15 768
Comptes ordinaires créditeurs	134	109
Comptes créditeurs à terme	710	744
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	12 103	11 456
Dépôts à terme de la clientèle	3 739	3 459
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	95	76
Autres sommes dues à la clientèle	67	28
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	7	28
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme		1
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	17	14
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	4	5
Total des dettes envers la clientèle (*)	16 781	15 844

(*) Dont entreprises liées

748

788

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 700 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, et au Royaume-Uni en juin 2015 en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

12.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Titres de créances négociables (1)	1 826	1 182
Certificats de dépôt	1 659	1 018
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	84	69
BMTN et assimilés	65	70
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	18	25
Autres dettes représentées par un titre (2)	2 780	2 272
Autres dettes représentées par un titre	2 778	2 271
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	2	1
Emprunts obligataires et assimilés	18 903	17 885
Emprunts obligataires	18 804	17 771
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	99	114
Total des dettes représentées par un titre (*)	23 509	21 339
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	95	97

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil S.A., RCI Colombia S.A. Compania De Financiamiento et Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) britannique (RCI Financial Services Ltd), brésilienne (Banco RCI Brasil S.A.), française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

12.5 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	37 864	34 741
Banques centrales	2 500	2 500
Dettes envers les établissements de crédit	2 431	2 444
Dettes envers la clientèle	16 781	15 844
Dettes représentées par un titre	16 152	13 953
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	7 357	7 386
Dettes représentées par un titre	7 357	7 386
Total des dettes financières	45 221	42 127

12.6 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2018
Banques centrales		2 500	2 500
Dettes sur les établissements de crédit	1 105	1 326	2 431
Dettes envers la clientèle	13 065	3 716	16 781
Titres de créances négociables	430	1 396	1 826
Autres dettes représentées par un titre	2 778	2	2 780
Emprunts obligataires	6 672	12 231	18 903
Total de l'endettement par taux	24 050	21 171	45 221

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2017
Banques centrales		2 500	2 500
Dettes sur les établissements de crédit	941	1 503	2 444
Dettes envers la clientèle	12 235	3 609	15 844
Titres de créances négociables	340	842	1 182
Autres dettes représentées par un titre	2 272		2 272
Emprunts obligataires	5 915	11 970	17 885
Total de l'endettement par taux	21 703	20 424	42 127

12.7 - Ventilation de l'endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 18.

Note 13 : Titrisation

TITRISATION - Opérations publiques								
Pays	France	France	France	Italie	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Brésil
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	RCI Banque Succursale Italiana	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	Banco RCI Brazil S.A.
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	CARS Alliance Auto Loans France V 2018-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.	CARS Alliance Auto Loans Germany Master	CARS Alliance Auto Loans Germany V2016-1	Cars Alliance DFP Germany 2017	Fundo de Investimento em Direitos Creditórios RCI Brasil I
Date de début	mai 2012	avril 2018	juillet 2013	juillet 2015	mars 2014	mai 2016	juillet 2017	mai 2015
Maturité légale des fonds	août 2030	octobre 2029	juillet 2028	décembre 2031	mars 2031	mai 2027	juin 2026	avril 2021
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	799M€	1 020 M€	1 234 M€	674 M€	822 M€	852 M€	n.a.
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 15,1%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 8%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 12,5%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 14,9%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 8%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 8%	Cash reserve pour 1,5% Sur-collatéralisation en créances de 20,75%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 11%
Créances cédées au 31 décembre 2018	554 M€	732 M€	1 199 M€	1 547M€	2 933 M€	396 M€	814 M€	15 M€
Titres émis au 31 décembre 2018 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A Notation : AAA 511 M€	Class A Notation : AAA 700M€	Class A Notation : AA 1 000M€	Class A Notation : AAA 1 357M€	Class A Notation : AAA 2 544 M€	Class A Notation : AAA 237 M€	Class A Notation : AAA 675 M€	Class A Notation : AAA 14 M€
		Class B Notation : AA 23M€				Class B Notation : AA 23 M€		
	Class B Non noté 90M€	Class C Non noté 38M€		Class J Non noté 238M€	Class B Non noté 219 M€	Class C Non noté 38 M€		Class B Non noté 3 M€
Période	Revolving	Revolving	Revolving	Revolving	Revolving	Amortissement	Revolving	Amortissement
Nature de l'opération	auto-souscrite	Marché	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	Auto-souscrite	Marché

En 2018, le groupe RCI Banque a procédé à deux opérations de titrisation publiques en France et une opération publique en Italie par l'intermédiaire d'un véhicule ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2018, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 1 784 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 997 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5% du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013. Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 11 010 M€ au 31 décembre 2018 (10 391 M€ au 31 décembre 2017), soit:

- pour les titrisations placées sur le marché : 1 143 M€
- pour les titrisations auto-souscrites : 7 046 M€

- pour les titrisations privées : 2 821 M€

La juste valeur de ces créances est de 10 980 M€ au 31 décembre 2018.

Un passif de 2 781 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 2 645 M€ au 31 décembre 2018.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe RCI Banque, constituant une réserve de liquidité.

Note 14 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Dettes d'impôts et taxes fiscales	620	558
Passifs d'impôts courants	124	108
Passifs d'impôts différés	472	422
Dettes fiscales hors impôts courants	24	28
Comptes de régularisation et passifs divers	1 543	1 632
Dettes sociales	53	51
Autres créditeurs divers	679	659
Comptes de régularisation passif	461	377
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	342	542
Comptes d'encaissement	8	3
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	2 163	2 190

(*) Dont entreprises liées

78

286

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 32.

Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent essentiellement les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

Note 15 : Provisions

En millions d'euros	12/2017	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2018
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	442	305	(30)	(224)	3	496
Provisions sur engagement par signature		6	(1)	(6)	6	5
Provisions pour risques de litiges	11	7	(2)	(4)	(2)	10
Provisions techniques des contrats d'assurance	418	276	(27)	(207)		460
Autres provisions	13	16		(7)	(1)	21
Provisions sur opérations non bancaires	100	24	(6)		(6)	112
Provisions pour engagements de retraite et ass.	51	5	(5)		(2)	49
Provisions pour restructurations		11				11
Provisions pour risques fiscaux et litiges	45	7	(1)		(3)	48
Autres provisions	4	1			(1)	4
Total des provisions	542	329	(36)	(224)	(3)	608

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 460 M€ à fin décembre 2018.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Les provisions pour litiges sur opérations bancaires comprennent notamment celle de la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) qui s'élève à 347 K€ à fin décembre 2018 au titre des frais de dossiers abusifs et 5 342 K€ lié à des provisions pour risque relatif au droit de révocation du contrat par le client (crédit Joker). Les provisions restantes concernent les frais des dossiers facturés aux sociétés commerciales.

Le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros, Renault SA étant conjointement tenue au paiement de cette amende. Le groupe conteste le fondement de cette amende et va faire appel de cette décision. Nous estimons que la probabilité que cette décision soit annulée ou réformée sur le fond devant les tribunaux est forte. Il n'est par ailleurs pas possible, du fait du grand nombre de variables ayant une incidence sur la quantification de la sanction éventuelle, d'estimer de façon fiable le montant qui pourrait devoir être payé à l'issue de cette procédure. A fin décembre 2018, aucune provision n'a donc été comptabilisée à ce titre.

Risque d'assurance

Le risque principal encouru par le groupe du fait des contrats d'assurance et de réassurance souscrits consiste en ce que le montant réel des sinistres et des indemnités et/ou la cadence de paiement de ceux-ci peuvent différer des estimations. La fréquence des sinistres, leur gravité, l'évaluation des indemnités versées, la nature des sinistres dont certains sont à développement long, ont une influence sur le risque principal encouru par le groupe. Le groupe veille à ce que ses provisions disponibles soient suffisantes pour couvrir ses engagements.

L'exposition au risque est limitée par la diversification du portefeuille de contrats d'assurance et de réassurance ainsi que celle des zones géographiques de souscription. La volatilité des risques est également réduite par une sélection stricte des contrats, le respect des guides de souscription et le recours à des accords de réassurance.

Afin de limiter ses risques, le groupe a recours à la réassurance. Les contrats cédés en réassurance sont conclus sur une base proportionnelle. Les traités de réassurance en quote-part sont conclus afin de réduire les expositions globales du groupe pour toutes les activités et dans tous les pays. Les montants recouvrables auprès des réassureurs sont évalués conformément à la provision pour sinistres et conformément aux traités de réassurance. La réassurance ne décharge cependant pas la cédante de ses engagements face aux assurés. Dans la mesure où le réassureur ne serait pas en mesure de respecter ses obligations, le groupe est exposé à un risque de crédit sur les contrats cédés. Les traités de réassurance sont conclus avec une contrepartie de notation A. Le groupe surveille de manière active la notation du réassureur. Le groupe a évalué les risques couverts par les contrats de réassurance et est d'avis qu'aucune rétrocession n'est nécessaire.

Hypothèse clés

La principale hypothèse sous-jacente aux estimations de passif est que l'évolution des sinistres futurs suivra un modèle identique à l'évolution des sinistres passés du groupe.

Le groupe a donc considéré un taux de perte ultime afin d'estimer le coût total des sinistres et de ses provisions (IBNR). Compte tenu des traités de réassurance conclus, une dégradation ou une amélioration de ce taux de perte n'aura pas un impact significatif sur les résultats de l'année.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Montant de la provision sociétés françaises	34	32
Montant de la provision sociétés étrangères	15	19
Total de la provision pour engagements de retraite	49	51

Filiales sans fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2018	12/2017
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	1,80%	1,52%
Taux d'actualisation financière	1,95%	1,90%
Taux de départ	5,19%	6,25%

Filiales avec un fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	Royaume-Uni		Suisse		Pays Bas	
	12/2018	12/2017	12/2018	12/2017	12/2018	12/2017
Duration moyenne	25 ans	25 ans	20 ans	18 ans	22 ans	12 ans
Taux d'indexation des salaires	3,10%	3,10%	1,15%	1,00%	1,40%	1,25%
Taux d'actualisation	2,85%	2,50%	0,90%	0,75%	1,80%	2,00%
Taux de rendement réel des actifs de couverture	-5,30%	8,80%	1,00%	1,22%	1,80%	2,00%

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
Solde à l'ouverture de la période	93	43		50
Coût des services rendus de la période	4			4
Intérêt net sur le passif (actif) net	2	1		1
Charge (produit) au compte de résultat	6	1		5
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	(1)			(1)
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	(1)			(1)
Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)		(2)		2
Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global	(2)	(2)		
Contributions versées au régime		1		(1)
Prestations payées au titre du régime	(4)	(1)		(3)
Effet des variations de cours de change	(2)			(2)
Solde à la clôture de l'exercice	91	42		49

Nature des fonds investis

En millions d'euros	12/2018		12/2017	
	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif
Actions	13		11	
Obligations	25		27	
Autres	4		5	
Total	42		43	

Note 16 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2017	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2018
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	647	508	(372)	(82)	105	806
Opérations avec les établissements de crédit		1			(1)	
Opérations avec la clientèle	642	507	(372)	(82)	111	806
Opérations sur titres	5				(5)	
Provisions sur opérations non bancaires	2	8	(2)	(6)	6	8
Provisions sur engagement par signature		6	(1)	(6)	6	5
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	2	2	(1)			3
Provisions sur opérations bancaires	11	7	(2)	(4)	(2)	10
Provisions pour risques de litiges	11	7	(2)	(4)	(2)	10
Total couverture des risques de contreparties	660	523	(376)	(92)	109	824

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 17 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Titres participatifs	13	13
Total des dettes subordonnées	13	13

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100% et 130% du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5%.

Note 18 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018
Actifs financiers	13 079	14 915	22 160	697	50 851
Caisse et Banques centrales	2 018		22		2 040
Instruments dérivés	18	9	57	39	123
Actifs financiers	176	141	584	167	1 068
Prêts et créances sur les établissements de crédit	973	60			1 033
Prêts et créances sur la clientèle	9 894	14 705	21 497	491	46 587
Passifs financiers	15 736	6 190	19 605	3 785	45 316
Banques centrales			2 500		2 500
Instruments dérivés	12	38	32		82
Dettes envers les établissements de crédit	628	542	1 261		2 431
Dettes envers la clientèle	13 270	1 409	1 402	700	16 781
Dettes représentées par un titre	1 826	4 201	14 410	3 072	23 509
Dettes subordonnées				13	13

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2017
Actifs financiers	12 101	14 614	19 971	581	47 267
Caisse et Banques centrales	1 303				1 303
Instruments dérivés	13	38	72		123
Actifs financiers	385	190	506	206	1 287
Prêts et créances sur les établissements de crédit	974	70	80		1 124
Prêts et créances sur la clientèle	9 426	14 316	19 313	375	43 430
Passifs financiers	14 665	5 616	18 180	3 797	42 258
Banques centrales			2 500		2 500
Instruments dérivés	25	28	46	19	118
Dettes envers les établissements de crédit	690	726	1 028		2 444
Dettes envers la clientèle	12 459	1 354	1 331	700	15 844
Dettes représentées par un titre	1 491	3 508	13 275	3 065	21 339
Dettes subordonnées				13	13

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque.

Note 19 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018
Passifs financiers	15 768	6 388	20 352	3 866	46 374
Banques centrales			2 500		2 500
Instruments dérivés	3	16	25		44
Dettes envers les établissements de crédit	602	496	1 261		2 359
Dettes envers la clientèle	13 245	1 407	1 402	700	16 754
Dettes représentées par un titre	1 785	4 134	14 399	3 072	23 390
Dettes subordonnées				9	9
Intérêts futurs à payer	133	335	765	85	1 318
Engagements de financements et garanties donnés	2 331	9		4	2 344
Total flux futurs contractuels par échéance	18 099	6 397	20 352	3 870	48 718

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2017
Passifs financiers	14 701	5 749	18 845	3 882	43 177
Banques centrales			2 500		2 500
Instruments dérivés	5	12	63	29	109
Dettes envers les établissements de crédit	679	693	1 028		2 400
Dettes envers la clientèle	12 415	1 351	1 331	700	15 797
Dettes représentées par un titre	1 458	3 432	13 273	3 065	21 228
Dettes subordonnées				10	10
Intérêts futurs à payer	144	261	650	78	1 133
Engagements de financements et garanties donnés	2 250	46		7	2 303
Total flux futurs contractuels par échéance	16 951	5 795	18 845	3 889	45 480

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2018.

**Note 20 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 31/12/2018	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	50 851	1 015	3 196	46 399	50 610	(241)
Caisse et Banques centrales	2 040		2 040		2 040	
Instruments dérivés	123		123		123	
Actifs financiers	1 068	1 015		53	1 068	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 033		1 033		1 033	
Prêts et créances sur la clientèle	46 587			46 346	46 346	(241)
Passifs financiers	45 316	13	44 740		44 753	563
Banques centrales	2 500		2 413		2 413	87
Instruments dérivés	82		82		82	
Dettes envers les établissements de crédit	2 431		2 398		2 398	33
Dettes envers la clientèle	16 781		16 781		16 781	
Dettes représentées par un titre	23 509		23 066		23 066	443
Dettes subordonnées	13	13			13	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

En millions d'euros - 31/12/2017	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	47 267	1 260	2 550	43 317	47 127	(140)
Caisse et Banques centrales	1 303		1 303		1 303	
Instruments dérivés	123		123		123	
Actifs financiers	1 287	1 260		27	1 287	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 124		1 124		1 124	
Prêts et créances sur la clientèle	43 430			43 290	43 290	(140)
Passifs financiers	42 258	13	42 494		42 507	(249)
Banques centrales	2 500		2 500		2 500	
Instruments dérivés	118		118		118	
Dettes envers les établissements de crédit	2 444		2 445		2 445	(1)
Dettes envers la clientèle	15 844		15 844		15 844	
Dettes représentées par un titre	21 339		21 587		21 587	(248)
Dettes subordonnées	13	13			13	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 21 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'évènement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 31/12/2018	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 207		1 207	31	828		348
Dérivés	123		123	31			92
Créances de financements Réseau (1)	1 084		1 084		828		256
Passifs	82		82	31			51
Dérivés	82		82	31			51

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 659 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 654 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 12.3) et pour 425 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 174 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2017	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 342		1 342	41	864		437
Dérivés	123		123	41			82
Créances de financements Réseau (1)	1 219		1 219		864		355
Passifs	118		118	41			77
Dérivés	118		118	41			77

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 826 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 695 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 12.3) et pour 393 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 169 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 22 : Engagements donnés

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Engagements de financement	2 362	2 314
Engagements en faveur de la clientèle	2 362	2 314
Engagements de garantie	75	81
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	71	74
Engagements d'ordre de la clientèle	4	7
Engagements sur titres	5	
Autres titres à livrer	5	
Autres engagements donnés	73	28
Engagements sur locations mobilières et immobilières	73	28
Total des engagements donnés (*)	2 515	2 423
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	<i>12</i>

Note 23 : Engagements reçus

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Engagements de financement	4 820	4 939
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 820	4 939
Engagements de garantie	14 138	12 609
Engagements reçus d'établissements de crédit	257	234
Engagements reçus de la clientèle	6 151	5 919
Engagements de reprise reçus	7 730	6 456
Autres engagements reçus	20	
Autres engagements reçus	20	
Total des engagements reçus (*)	18 978	17 548
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 698</i>	<i>4 235</i>

RCI Banque dispose au 31 décembre 2018 de 4 820 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 3 848 M€ de titrisations auto-souscrites et créances privées non encombrées mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 24 : Exposition au risque de change

En millions d'euros - 12/2018	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en USD		(83)	84		1	1	
Position en GBP		(300)	426		126		126
Position en CHF	385			(381)	4		4
Position en CZK	84			(67)	17		17
Position en ARS	4				4	1	3
Position en BRL	137				137	2	135
Position en PLN	382			(368)	14	1	13
Position en HUF	6				6		6
Position en RON	32			(24)	8	8	
Position en KRW	168				168		168
Position en MAD	28				28	2	26
Position en DKK	141			(138)	3	3	
Position en TRY	13				13		13
Position en SEK	104			(104)			
Position en RUB	1				1	1	
Position en INR	27				27		27
Position en COP	32				32		32
Expositions totales	1 544	(383)	510	(1 082)	589	19	570

En millions d'euros - 12/2017	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en USD		(568)	569		1	1	
Position en GBP		(342)	469		127		127
Position en CHF	517			(514)	3		3
Position en CZK	88			(70)	18	1	17
Position en ARS	7				7	1	6
Position en BRL	151				151		151
Position en PLN	398			(385)	13		13
Position en HUF	6				6		6
Position en RON	6			(6)			
Position en KRW	167				167		167
Position en MAD	28				28	2	26
Position en DKK	151			(148)	3	3	
Position en TRY	17				17		17
Position en SEK	122			(122)			
Position en NOK	1				1	1	
Position en RUB	3				3	3	
Position en SGD		(30)	30				
Position en INR	28				28		28
Position en COP	21				21		21
Expositions totales	1 711	(940)	1 068	(1 245)	594	12	582

La position de change structurelle correspond à la valeur des titres de participations en devises détenus par RCI Banque SA.

Note 25 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Intérêts et produits assimilés	2 751	2 540
Opérations avec les établissements de crédit	51	25
Opérations avec la clientèle	2 037	1 934
Opérations de location financière	591	510
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	61	60
Intérêts courus et échus des instruments financiers	11	11
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(656)	(548)
Opérations avec la clientèle	(534)	(450)
Opérations de location financière	(122)	(98)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	2 095	1 992
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>705</i>	<i>645</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 26 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Opérations avec les établissements de crédit	(191)	(184)
Opérations avec la clientèle	(129)	(126)
Opérations de location financière	(1)	(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(47)	(54)
Charges sur dettes représentées par un titre	(316)	(387)
Autres intérêts et charges assimilées	(18)	(17)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(702)	(769)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(6)</i>	<i>(12)</i>

Note 27 : Commissions

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Produits sur commissions	545	492
Commissions	15	13
Frais de dossiers	22	20
Commissions accessoires aux contrats de financement	372	332
Commissions sur activités de services	72	62
Commissions de courtage d'assurance	64	65
Charges sur commissions	(213)	(209)
Commissions	(20)	(19)
Commissions sur prestations accessoires aux contrats de financement	(138)	(142)
Commissions sur les activités de services	(55)	(48)
Total des commissions nettes (*)	332	283
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>13</i>	<i>6</i>

Pour des raisons de meilleure lisibilité des états financiers, un reclassement de présentation a été réalisé pour les commissions tirées des contrats de financement, activités de services et courtage en assurance, des autres produits et charges d'activité.

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 28 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers	(2)	18
Gains et pertes nets sur opérations de change	(8)	7
Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en opé. de transaction	8	(2)
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	(1)	(1)
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture	28	(113)
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts	(28)	127
Gains et pertes nets sur titres évalués à la juste valeur par résultat	(1)	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	(29)	
Dividendes reçus des titres de participation non consolidés	4	
Plus et moins values de cession	(33)	
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur (*)	(31)	18
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	

Note 29 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Autres produits d'exploitation bancaire	950	786
Produits des activités de services	451	423
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	271	156
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	27	15
Opérations de location opérationnelle	193	173
Autres produits d'exploitation bancaire	35	34
dont reprise de provisions pour risques bancaires	10	14
Autres charges d'exploitation bancaire	(725)	(682)
Coûts des activités de services	(187)	(197)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(280)	(198)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(25)	(60)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(92)	(139)
Opérations de location opérationnelle	(133)	(118)
Autres charges d'exploitation bancaire	(33)	(30)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(16)	(14)
Autres produits et charges d'exploitation	11	4
Autres produits d'exploitation	27	22
Autres charges d'exploitation	(16)	(18)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	236	108
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(9)</i>	<i>(49)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 27.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Produits nets de l'activité d'assurance en risque propre

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Primes brutes émises	349	326
Variation des provisions techniques	(42)	(75)
Sinistres payés	(27)	(23)
Autres charges des prestations des contrats		(1)
Sinistres mis à la charge des réassureurs	11	10
Charges et produits nets de cessions en réassurance	(25)	(8)
Total des produits nets de l'activité d'assurance	266	229

Note 30 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Frais de personnel	(295)	(268)
Rémunération du personnel	(190)	(182)
Charges de retraites et assimilées	(16)	(16)
Autres charges sociales	(66)	(67)
Autres charges de personnel	(23)	(3)
Autres frais administratifs	(270)	(246)
Impôts et taxes hors IS	(43)	(39)
Loyers	(11)	(11)
Autres frais administratifs	(216)	(196)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(565)	(514)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		<i>(2)</i>

Les honoraires des commissaires aux comptes sont analysés dans la partie E - honoraires des commissaires aux comptes et de leur réseau, dans la partie informations générales.

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG Audit au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires (ii) des missions d'attestation portant notamment sur des informations RSE, et (iii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale. Les services autres que la certification des comptes fournis par Ernst & Young Audit au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires, (ii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale.

Effectif moyen en nombre	12/2018	12/2017
Financements et services en France	1 545	1 461
Financements et services à l'étranger	1 937	1 821
Total Groupe RCI Banque	3 481	3 282

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Note 31 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Coût du risque sur financement clientèle	(172)	(58)
Dotations pour dépréciation	(398)	(202)
Reprises de dépréciation	308	234
Pertes sur créances irrécouvrables	(114)	(120)
Récupérations sur créances amorties	32	30
Coût du risque sur financement des Réseaux	34	15
Dotations pour dépréciation	(83)	(50)
Reprises de dépréciation	117	76
Pertes sur créances irrécouvrables	(1)	(12)
Récupérations sur créances amorties	1	1
Coût du risque sur autres activités	(7)	(1)
Variation des dépréciations des autres créances	(5)	(1)
Autres corrections de valeurs	(2)	
Total du coût du risque	(145)	(44)

(*) Dont entreprises liées

(1)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 32 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2018	12/2017
Impôts exigibles	(283)	(246)
Impôts courants sur les bénéfices	(283)	(246)
Impôts différés	(50)	(83)
Impôts différés	(51)	(83)
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	1	
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(333)	(329)

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -5 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2018	12/2017
ID sur provisions	18	30
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	14	8
ID sur déficits reportables	96	66
ID sur autres actifs et passifs	156	82
ID sur opérations de location	(610)	(489)
ID sur immobilisations	4	(1)
Provisions sur impôts différés actif	(5)	(6)
Total des impôts différés nets au bilan	(327)	(310)

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

En %	12/2018	12/2017
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	34,43%	34,43%
Différentiel de taux d'imposition des entités françaises	0,77%	2,97%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-7,58%	-5,04%
Variation des provisions sur impôts différés actifs et pertes sur déficits fiscaux	-0,07%	0,01%
Effet des entreprises associées et des coentreprises	-0,38%	-0,42%
Autres impacts	0,10%	-1,36%
Taux effectif d'impôt	27,27%	30,59%

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2018 des capitaux propres			Var. 2017 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Opérations de couverture de flux de trésorerie	4	(1)	3	(2)		(2)
Variation de JV des actifs financiers	(1)	1		1		1
Ecart actuariels sur engagements de retraite	2		2	(1)		(1)
Différences de conversion	(65)		(65)	(78)		(78)

Note 33 : Evénements postérieurs à la clôture

Le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros, Renault SA étant conjointement tenue au paiement de cette amende. La position de RCI Banque face à cet événement, est présentée en note 15. Ainsi, aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2018 n'est intervenu entre la date de clôture et le 08 février 2019, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

8. FILIALES ET SUCCURSALES DU GROUPE

A) Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger

	Pays	Participati on directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenue par	2018	2017
SOCIETE-MERE : RCI Banque S.A.						
Succursales de RCI Banque :						
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne					
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine					
RCI Banque SA Niederlassung Österreich	Autriche					
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne					
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal					
RCI Banque S.A. Bancna Podružnica Ljubljana	Slovénie					
RCI Banque Succursale Italiana	Italie					
RCI Banque Branch Ireland	Irlande					
Renault Finance Nordie, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède					
RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Pologne					
RCI Bank UK	Royaume-Uni					
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT :						
RCI Versicherungs Service GmbH	Allemagne	100			100	100
Rombo Compania Financiera S.A.	Argentine	60			60	60
Courtage S.A.	Argentine	95			95	95
RCI Financial Services SA	Belgique	100			100	100
AUTOFIN	Belgique	100			100	100
Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.	Brésil	99,92			99,92	99,92
Banco RCI Brasil S.A. (ex Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil)	Brésil	60,11			60,11	60,11
Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Brésil	100			100	100
RCI Colombia S.A. Compania De Financiamiento**	Colombie	51			51	51
RCI Servicios Colombia S.A. *	Colombie	94,98			94,98	-
RCI Financial Services Korea Co, Ltd	Corée du sud	100			100	100
Overlease S.A.	Espagne	100			100	100
Diac S.A.	France	100			100	100
Diac Location S.A.	France	-	100	Diac S.A.	100	100
RCI ZRT	Hongrie	100			100	100
ES Mobility SRL	Italie	100			100	100
RCI Services Ltd	Malte	100			100	100
RCI Insurance Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Life Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Finance Maroc	Maroc	100			100	100
RDFM	Maroc	-	100	RCI Finance Maroc	100	100
RCI Financial Services B.V.	Pays-Bas	100			100	100
RCI Leasing Polska	Pologne	100			100	100
RCI COM S.A.	Portugal	100			100	100
RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda	Portugal	-	100	RCI COM S.A.	100	100
RCI Finance CZ s.r.o.	R. Tchèque	100			100	100
RCI Financial Services s.r.o.	R. Tchèque	50			50	50

	Pays	Participati on directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenu par	2018	2017
RCI Broker De Asigurare S.R.L.	Roumanie	100	100	RCI Finantare Romania	100	100
RCI Leasing Romania IFN S.A.	Roumanie	100			100	100
RCI Financial Services Ltd	Royaume-Uni	100			100	100
OOO RN FINANCE RUS	Russie	100			100	100
RCI Finance S.A.	Suisse	100			100	100
SPV						
CARS Alliance Auto Loans Germany Master	Allemagne		(cf note 13)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
Cars Alliance Auto Loans Germany V 2016-1	Allemagne		(cf note 13)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Leases Germany	Allemagne			RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance DFP Germany 2017**	Allemagne		(cf note 13)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans France V 2018-1*	France		(cf note 13)	Diac S.A.		
FCT Cars Alliance DFP France	France		(cf note 13)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	France		(cf note 13)	Diac S.A.		
Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL	Italie		(cf note 13)	RCI Banque Succursale Italiana		
Cars Alliance Auto UK 2015 Limited	Royaume-Uni			RCI Financial Services Ltd		
Fundo de Investimento em Direitos Creditórios RCI Brasil I	Brésil		(cf note 13)	Banco RCI Brasil S.A.		
Fundo de Investimento em Direitos Creditórios RN Brasil	Brésil			Banco RCI Brasil S.A.		
Fundo de Investimentos em Direitos Creditórios CAS VD*	Brésil			Banco RCI Brasil S.A.		
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE :						
RN SF B.V.	Pays-Bas	50			50	50
BARN B.V.	Pays-Bas	-	60	RN SF B.V.	30	30
RN Bank	Russie	-	100	BARN B.V.	30	30
Orfin Finansman Anonim Sirketi	Turquie	50			50	50
Renault Crédit Car	Belgique	-	50,10	AUTOFIN	50,10	50,10
Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Inde	30			30	30

* Entités entrées dans le périmètre en 2018 - ** Entités entrées dans le périmètre en 2017

B) Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives.

En millions d'euros - 31/12/2018 - Avant élimination des opérations intra groupe	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil S.A
Pays d'implantation	Argentine	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%
Nature	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle		19
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle		
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)		8
Prêts et créances aux établissement de crédit	21	103
Encours nets de crédit et de location financière	185	1 965
Autres Actifs	4	143
Total Actif	210	2 211
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	171	1 867
Autres Passifs	10	89
Situation nette	29	255
Total Passif	210	2 211
Produit Net Bancaire	8	121
Résultat net	(1)	47
Autres éléments du résultat global	6	(12)
Résultat global	5	35
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	15	80
Flux de trésorerie liés aux financements		(33)
Flux de trésorerie liés aux investissements		(2)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	15	45

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour l'entité brésilienne, Banco RCI Brasil S.A. est classé en "Autres dettes" pour un montant de 127 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 129 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en "Autres dettes" pour un montant de 13 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 25 millions d'euros au 31 décembre 2017.

En millions d'euros - 31/12/2017 - Avant élimination des opérations intra groupe	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil S.A
Pays d'implantation	Argentine	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00%	39,89%
Nature	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	19
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle		(1)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)		51
Prêts et créances aux établissement de crédit	5	92
Encours nets de crédit et de location financière	344	1 876
Autres Actifs	5	163
Total Actif	354	2 131
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	301	1 780
Autres Passifs	7	88
Situation nette	46	263
Total Passif	354	2 131
Produit Net Bancaire	24	125
Résultat net	9	49
Autres éléments du résultat global		(18)
Résultat global	9	31
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	3	236
Flux de trésorerie liés aux financements		(216)
Flux de trésorerie liés aux investissements		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3	20

C) Entreprises associées et co-entreprises significatives

En millions d'euros - 31/12/2018 - Avant élimination des opérations intra groupe	RN Bank	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd
Pays d'implantation	Russie	Turquie	Inde
Pourcentage d'intérêts détenu	30,00%	50,00%	30,00%
Nature	Entreprise associée	Co-entreprise	Entreprise associée
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	9	4	2
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	63	21	31
Dividendes reçus de l'entreprises associées et co-entreprises			
Prêts et créances aux établissement de crédit	124	53	2
Encours nets de crédit et de location financière	993	454	326
Autres Actifs	39	7	14
Total Actif	1 156	514	342
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	919	458	13
Autres Passifs	33	13	227
Situation nette	204	43	102
Total Passif	1 156	514	342
Produit Net Bancaire	74	21	18
Résultat net	35	8	5
Autres éléments du résultat global			
Résultat global	35	8	5
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	(13)	2	(47)
Flux de trésorerie liés aux financements	38		
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	25	2	(47)

En millions d'euros - 31/12/2017 - Avant élimination des opérations intra groupe	RN Bank	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd
Pays d'implantation	Russie	Turquie	Inde
Pourcentage d'intérêts détenu	30,00%	50,00%	30,00%
Nature	Entreprise associée	Co-entreprise	Entreprise associée
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	9	4	2
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	48	24	30
Dividendes reçus de l'entreprises associées et co-entreprises			
Prêts et créances aux établissement de crédit	114	67	2
Encours nets de crédit et de location financière	963	600	305
Autres Actifs	35	7	26
Total Actif	1 112	674	333
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	908	610	45
Autres Passifs	52	16	187
Situation nette	152	48	101
Total Passif	1 112	674	333
Produit Net Bancaire	70	21	17
Résultat net	32	8	6
Autres éléments du résultat global	(1)		
Résultat global	31	8	6
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	47	13	(110)
Flux de trésorerie liés aux financements			
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	47	13	(110)

D) Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

ANNEXE 1 : Informations sur les implantations et activités

En millions d'euros - 31/12/2018

Pays	Nom des implantations	Nature d'activité	Effectifs (fin de période)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôts exigibles	Impôts différés	Subv. publiques reçues
France	RCI Banque S.A.	Holding	429	185,5	83,5	(48,5)	20,0	
Allemagne	RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Financement	353	247,3	174,6	(27,9)	(28,0)	
	RCI Versicherungs-Service GmbH	Service						
Argentine	RCI Banque Sucursal Argentina	Financement	59	44,4	19,4	(10,5)	1,1	
	Rombo Compania Financiera S.A.	Financement						
	Courtage S.A.	Service						
Autriche	RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich	Financement	53	23,1	12,5	(2,0)	(1,1)	
Belgique	RCI Financial Services S.A.	Financement	33	15,8	11,1	(3,4)	(0,6)	
	Autofin S.A.	Financement						
	Renault Crédit Car S.A.	Financement						
Brésil	Administradora de Consórcio RCI Brasil Ltda	Financement	152	132,5	86,3	(30,2)	(1,8)	
	Banco RCI Brasil S.A.	Financement						
	Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Service						
Colombie	RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento	Financement	54	23,6	11,9	(3,0)	0,3	
	RCI Servicios Colombia S.A.	Financement						
Corée du Sud	RCI Financial Services Korea Co. Ltd	Financement	111	66,7	40,5	(10,1)	0,4	
Espagne	Rci Banque S.A. Sucursal En España	Financement	210	143,5	98,3	(38,3)	9,1	
	Overlease S.A.	Financement						
France	Diac S.A.	Financement	1 034	418,8	209,5	(1,5)	(66,7)	
	Diac Location S.A.	Financement						
Hongrie	RCI Zrt	Financement	5	3,4	3,2	(0,2)		
Inde	Nissan Renault Financial Services India Private Limited	Financement	107		1,6			
Irlande	RCI Banque, Branch Ireland	Financement	26	18,0	15,2	(1,9)		
Italie	RCI Banque S.A. Succursale Italiana	Financement	216	148,3	102,3	(33,6)	(0,3)	
	ES Mobility S.R.L.	Financement						
Malte	RCI Services Ltd	Holding	27	136,3	130,4	(15,7)	7,6	
	RCI Insurance Ltd	Service						
	RCI Life Ltd	Service						
Maroc	RCI Finance Maroc S.A.	Financement	48	25,1	13,3	(6,4)	1,8	
	RDFM S.A.R.L.	Service						
Pays-Bas	RCI Financial Services B.V.	Financement	46	21,4	12,3	(3,2)	0,3	
Pologne	RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Financement	65	32,0	26,4	(11,2)	3,5	
	RCI Leasing Polska Sp. z o.o.	Financement						
Portugal	RCI Banque S.A. Sucursal Portugal	Financement	44	19,1	19,7	(5,4)	0,6	
	RCI Gest Seguros - Mediadores de Seguros Lda	Service						
Rep. Tchèque	RCI Finance C.Z., S.r.o.	Financement	22	12,6	8,5	(1,8)		
	RCI Financial Services, S.r.o.	Financement						
Roumanie	RCI Finantare Romania S.r.l.	Financement	67	16,3	11,8	(2,0)		
	RCI Broker de asigurare S.R.L.	Service						
	RCI Leasing Romania IFN S.A.	Financement						
Royaume-Uni	RCI Financial Services Ltd	Financement	288	151,4	84,8	(22,1)	4,3	
	RCI Bank UK	Financement						
Russie	OOO RN Finance Rus	Financement	189	0,3	10,8	(0,1)		
	Sous groupe RNSF BV, BARN BV et RN Bank	Financement						
Slovénie	RCI BANQUE S.A. Bančna podružnica Ljubljana	Financement	40	9,4	5,1	(1,2)		
Suède	Renault Finance Nordic Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Financement	17	10,3	7,2	(1,1)	(0,5)	
Suisse	RCI Finance S.A.	Financement	48	25,0	11,0	(1,7)		
Turquie	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Financement	60		3,8			
TOTAL			3 803	1 930	1 215	(283)	(50)	

ANNEXE 2 : LES RISQUES FINANCIERS

Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des *swaps* de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe RCI Banque et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par RCI Banque est généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Les procédures Groupe prévoient néanmoins la possibilité pour la centrale de refinancement d'accorder ponctuellement des financements *cross border* aux filiales situées dans ces pays pour des montants limités, ou dans le cas où une police d'assurance couvre le risque de non convertibilité et de non transfert.

Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un comité financier dédié et d'un *reporting ad hoc*.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

L'ORGANISATION DU CONTRÔLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe RCI Banque, selon des normes validées par l'actionnaire Renault. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe RCI Banque, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Secrétariat Général et Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un *reporting* quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le comité financier de RCI Banque, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisés au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTÉRÊT, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITÉ

RISQUE DE TAUX

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation des taux sur la marge brute financière future.

L'objectif du groupe RCI Banque est de limiter au maximum ce risque afin de protéger sa marge commerciale.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32,0 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	14,1 M€
Non Alloués :	03,9 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par Renault à RCI Banque :	50,0 M€

L'indicateur suivi en interne, la sensibilité actualisée (economic value - EV), consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t . Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2018/02), RCI Banque mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe RCI Banque. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Secrétariat Général & Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Sur l'année 2018, la sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (50 M€).

Au 31 Décembre 2018, la sensibilité à la MNI suite à une hausse des taux de 100 points aurait un impact de :

- +3.4 M€ en EUR,
- +1.4 M€ en MAD,
- +0,8 M€ en GBP,
- +0,3 M€ en KRW,
- -0.4 M€ en BRL,
- -0.4 M€ en CZK,
- -0,7 M€ en CHF.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 7.8 M€.

L'ANALYSE DU RISQUE STRUCTUREL DE TAUX FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS :

FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des *swaps* de taux d'intérêt de macro-couverture.

CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des *swaps* de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variables.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de *swaps* de taux d'intérêt, permettent de maintenir la

sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le Groupe (32 M€).

Ces *swaps* ainsi que les titres disponibles à la vente sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément aux normes IFRS.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixes par les *swaps* d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITÉ

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

A cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque repose sur les éléments suivants :

La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement.

Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de *backtestings* réguliers.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis mai 2009, RCI Banque a été autorisée par l'ACPR à exclure les actifs durables et structurels de sa position de change compte tenu du respect des conditions de l'article 331 de l'arrêté du 20 février 2007.

En conséquence, la position de change se situant en dessous du seuil de 2 % des fonds propres défini à l'article 293-2 de l'arrêté du 20 février 2007, RCI Banque ne calcule plus d'exigences en fonds propres au titre du risque de change.

CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de 4 M€ tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au

même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

La limite globale du groupe RCI Banque accordée par l'actionnaire Renault est de 30 M€.

Au 31 Décembre 2018, la position de change consolidée du groupe RCI Banque est à 9,2 M€.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie bancaire chez RCI Banque résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « *Liquidity Coverage Ratio* » (LCR), RCI Banque a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

RCI a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en comité financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au comité financier RCI Banque.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculée par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après.

Méthode forfaitaire :

L'exposition au risque de contrepartie est mesurée en utilisant des coefficients de pondération qui dépendent du type d'instruments et de la durée de l'opération.

Durée résiduelle	Coefficient Taux (en % du nominal)	Durée initiale	Coefficient Change (en % du nominal)
Entre 0 et 1 an	2 %	Entre 0 et 1 an	6 %
Entre 1 et 2 ans	5 %	Entre 1 et 2 ans	18 %
Entre 2 et 3 ans	8 %	Entre 2 et 3 ans	22 %
Entre 3 et 4 ans	11 %	Entre 3 et 4 ans	26 %
Entre 4 et 5 ans	14 %	Entre 4 et 5 ans	30 %

Entre 5 et 6 ans	17 %	Entre 5 et 6 ans	34 %
Entre 6 et 7 ans	20 %	Entre 6 et 7 ans	38 %
Entre 7 et 8 ans	23 %	Entre 7 et 8 ans	42 %
Entre 8 et 9 ans	26 %	Entre 8 et 9 ans	46 %
Entre 9 et 10 ans	29 %	Entre 9 et 10 ans	50 %

Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on » :

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « *add-on* » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 29 millions d'euros au 31 Décembre 2018, contre 117 millions d'euros au 31 Décembre 2017. Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 423 millions d'euros au 31 Décembre 2018, contre 775 millions d'euros au 31 décembre 2017. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

Les garanties bancaires reçues font l'objet d'un suivi spécifique.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES

Au 31 décembre 2018

RCI Banque S.A.

Siège social : 15, rue d'Uzès - 75002 Paris
Capital social : €.100.000.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée générale de la société RCI Banque S.A.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RCI Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes et de l'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Couverture du risque de crédit par des provisions*Risque identifié*

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Comme indiqué dans la note 2.B de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont calculées sur une base individuelle et avec des techniques de modélisation statistique.

Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées sur les crédits de l'activité réseau, votre société a décidé d'enregistrer exclusivement des « Pertes en cas de défaut » statistiques.

Compte tenu du niveau de complexité des hypothèses utilisées pour l'estimation du risque de crédit pour le provisionnement statistique et des dépréciations qui y sont rattachées, nous avons considéré que ce risque de crédit constitue un point clé de l'audit.

Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées dans la note 4 de l'annexe et s'élèvent à 118 M€ pour un encours de 12 105 M€.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels de votre société, nos travaux ont notamment consisté à :

- examiner les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
- apprécier la gouvernance établie en termes de validation des paramètres et des hypothèses clés appliqués dans ces modèles ou entrant dans les travaux de revue a posteriori des pertes réelles sur l'exercice écoulé (*back-testing*) ;
- procéder à une évaluation des contrôles clés portant sur les processus, les applications informatiques, les déversements de données gestion-comptabilité du portefeuille de crédits à la clientèle et réseau, et de sa ventilation par catégorie d'encours, ainsi que l'interfaçage des applications propres au calcul des pertes de crédit attendues. Nos équipes d'audit ont à cet effet intégré des membres ayant des compétences particulières en audit de systèmes d'information et en modélisation des risques de crédit ;

- sur le périmètre de crédit clientèle :
 - o tester, sur la base d'un échantillon représentatif de contrats de crédit à la clientèle, le correct appariement des paramètres de « probabilité de défaut » et de « perte en cas de défaut » avec les contrats correspondants ;
 - o sur la base de ce même échantillon, recalculer les « Pertes attendues » (*expected credit loss* ou ECL) sur la situation comptable d'ouverture de l'exercice au 31 octobre 2018 et réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des ECL jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- sur le périmètre de crédit réseau :
 - o tester les traitements de données sur l'exhaustivité des principaux pays contributeurs et le correct appariement des paramètres de « probabilité de défaut » et de « perte en cas de défaut » avec les contrats correspondants ;
 - o recalculer les « pertes attendues » sur l'exhaustivité des données crédit réseau des principaux pays contributeurs au 31 décembre 2018 ;
- réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et crédit réseau, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;
- apprécier le caractère approprié des informations présentées dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 27 juin 1980 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la trente-neuvième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes et de l'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes et de l'audit

Nous remettons au comité des comptes et de l'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes et de l'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes et de l'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes et de l'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 14 mars 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Associé

Associé



ETATS FINANCIERS STATUTAIRES

Au 31 décembre 2018

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	140
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	142
1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L'EXERCICE	142
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	142
A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.	142
B) Créances sur la clientèle	142
C) Opérations de crédit-bail et de location financière	145
D) Opérations de location simple.....	145
E) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.....	146
F) Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable	146
G) Immobilisations corporelles et incorporelles	147
H) Emprunts	147
I) Provisions.....	147
J) Conversion des éléments en devises	148
K) Instruments financiers de change et de taux	148
L) Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés	149
M) Secteurs Opérationnels	150
N) Implantation par zones géographiques	150
O) Entreprises liées	150
P) Consolidation	150
3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	151
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	151
5. NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS	153
TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	179

BILAN

ACTIF - en milliers d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Caisse, Banques centrales et CCP	1	1 920 402	1 221 577
Effets publics et valeurs assimilées	2	390 042	473 101
Créances sur les établissements de crédit	3	10 143 139	9 668 964
Opérations avec la clientèle	4	21 838 876	20 608 320
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	7 087 510	6 690 874
Actions et autres titres à revenu variable	6	16 237	161 737
Autres titres détenus à long terme	7	1	1
Participation et parts dans les entreprises liées	8	1 734 313	1 439 516
Crédit-bail et location avec option d'achat	9	1 728 084	1 492 014
Location simple	10	171 769	123 795
Immobilisations incorporelles	11	1 569	974
Immobilisations corporelles	12	10 991	5 172
Autres actifs	13	235 662	228 147
Comptes de régularisation	14	225 847	360 381
TOTAL ACTIF		45 504 442	42 474 573

PASSIF - en milliers d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Banques centrales et CCP		20	36
Dettes envers les établissements de crédit	15	5 004 461	4 818 396
Opérations avec la clientèle	16	18 364 689	17 505 492
Dettes représentées par un titre	17	17 944 018	16 418 353
Autres passifs	18	438 256	388 610
Comptes de régularisation	19	331 732	294 347
Provisions	20	89 138	81 468
<u>Capitaux propres</u>		3 332 128	2 967 871
Capital souscrit	21	100 000	100 000
Primes d'émission et de fusion	21	258 807	258 807
Réserves	21	19 614	19 614
Ecart de réévaluation	21	76	76
Report à nouveau	21	2 439 374	2 098 165
Résultat de l'exercice	21	514 257	491 209
TOTAL PASSIF		45 504 442	42 474 573

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En milliers d'euros	Notes	12/2018	12/2017
<u>Engagements donnés</u>	22	9 014 710	8 495 663
Engagements de financement		985 661	880 008
Engagements de garantie		568 377	657 596
Engagements sur titres			2 200
Autres engagements donnés		7 460 672	6 955 859
<u>Engagements recus</u>	23	12 863 731	11 510 005
Engagements de financement		8 426 866	8 005 919
Engagements de garantie		4 436 865	3 504 086

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	12/2018	12/2017
Intérêts et produits assimilés	26	1 292 755	1 134 042
Intérêts et charges assimilées	27	(816 941)	(774 648)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	28	521 811	499 377
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	28	(481 568)	(448 334)
Produits sur opérations de location simple	29	26 457	21 218
Charges sur opérations de location simple	29	(17 143)	(12 752)
Revenus des titres à revenu variable	30	312 620	365 896
Commissions (Produits)	31	53 431	42 893
Commissions (Charges)	31	(25 420)	(24 642)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	32	258	1 392
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	32	(21 949)	(3 417)
Autres produits d'exploitation	33	213 192	162 626
Autres charges d'exploitation	34	(15 184)	(8 786)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 042 319	954 865
Charges générales d'exploitation	35	(313 196)	(296 562)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(2 661)	(1 661)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		726 462	656 642
Coût du risque	36	(19 222)	(35 260)
RESULTAT D'EXPLOITATION		707 240	621 382
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	37	(29 103)	(4 395)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		678 137	616 987
Impôts sur les bénéfices	38	(163 880)	(125 778)
RESULTAT NET		514 257	491 209

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L'EXERCICE

A compter du 1er janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements des encours douteux et compromis ont été revus pour converger avec la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. L'impact du changement de modalités de calcul se traduit par un produit de 38M€ en compte de résultat au poste Coût du risque sur les encours réseau. Sur la partie Coût du risque sur les encours clientèle, l'impact est non significatif.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement 2014-07 du 26/11/2014 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque compte 11 succursales implantées à l'étranger :

- En Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- En Italie, la succursale est dédiée au financement clientèle et réseaux des marques Renault et Nissan ;
- En Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement du réseau ;
- Au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux, ainsi que du leasing ;
- En Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays, la succursale propose une nouvelle activité de Retail Crédit et Leasing ;
- En Espagne, la succursale assure le financement clientèle et réseau des marques Renault et Nissan ;
- En Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande ou en Norvège ;
- En Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Irlande, la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- En Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Angleterre, la succursale collecte de l'épargne via des livrets et des comptes de dépôts à terme.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes annuels au cours de l'année.

L'application du règlement 2014-07 n'a pas d'impact sur les comptes annuels.

B) Créances sur la clientèle

Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément au CRC 2014-07 du 26/11/2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

Identification du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, dépréciation) ;
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné ;
- Encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité du groupe RCI Banque. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Facteurs réducteurs de risque

Le groupe RCI Banque pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Avec le passage à IFRS9 au 1^{er} janvier 2018, les méthodes de calcul des créances incidentées ont été revues. Auparavant, elles faisaient l'objet d'une dépréciation collective : soit selon une méthode statistique basée sur l'historique des trois dernières années, soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif.

A compter de cette année, il a été décidé d'utiliser exclusivement des LGD statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe RCI Banque.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit et systémiques de chaque pays apprécié. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain et sont spécifiques à chaque pays. Les dépréciations des actifs sains du financement réseau constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque réseau des filiales concernées.

Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

C) Opérations de crédit-bail et de location financière

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement CRC n°2014-07 du 26/11/2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

D) Opérations de location simple

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées de 8 à 10 ans en fonction du type de véhicules électriques.

E) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme "Parts dans les entreprises liées" les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en "Titres de participation".

Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Principe d'évaluation et de dépréciation

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 Décembre 1976 (réévaluation légale).

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur d'usage est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

F) Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable

Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Les titres sont classés en trois catégories :

Titres de transaction

Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de

taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les dépréciations ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres.

G) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions 15 à 40 ans ;
- Autres immobilisations corporelles 4 à 8 ans ;
- Logiciels informatiques acquis 1 à 3 ans.

H) Emprunts

Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations

Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

Opérations complexes

Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

I) Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont enregistrés en capitaux propres.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

Provisions risques pays

Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la Législation Fiscale du 24/07/2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque calcule cette provision sont situées dans des pays :

- De catégorie I avec déduction fiscale de 5% : Slovénie, Hongrie, Corée, République tchèque et Pologne ;
- De catégorie II avec déduction fiscale de 10% : Maroc, Roumanie, Slovaquie, Inde, Croatie et Russie ;
- De catégorie III avec déduction fiscale de 30% : Argentine et Brésil.

J) Conversion des éléments en devises**Conversion des comptes des succursales étrangères**

Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- Les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice, ce dernier est utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes sauf cas de fluctuation significative ;
- Les écarts de conversion du hors-bilan sont inclus dans les comptes de régularisation, en compte d'ajustement devises.

Opérations en devises

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

K) Instruments financiers de change et de taux

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés de gré à gré

Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat prorata temporis. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (F.R.A.), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

Instruments de change

Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

L) Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par le groupe RCI Banque. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change (en % du nominal)
≤ 1 an	0%	1,00%
1 an < durée ≤ 5 ans	0,50%	5,00%
> 5 ans	1,50%	7,50%

M) Secteurs Opérationnels

RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Renault Samsung Motors et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

N) Implantation par zones géographiques

Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 1124-51 du règlement de l'ANC 2014-07).

O) Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat. La grande majorité des entreprises liées est constituée des filiales du groupe RCI Banque. Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

P) Consolidation

Le groupe RCI Banque établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés du groupe RCI Banque S.A au 31 décembre portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

La société RCI Banque est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe Renault.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes annuels.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. Par ailleurs le groupe se refinance sur les marchés de capitaux dans des devises multiples (GBP, CHF, BRL, ARS, KRW, MAD, COP, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais déployée dans quatre pays, vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA et de la BCE relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress tests mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était d'environ 18 mois.

En outre, RCI Banque a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Environnement macroéconomique

En 2018, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés et annoncé que ces derniers devraient rester stables au moins jusqu'à l'été 2019. En parallèle, la BCE a progressivement réduit son programme d'achat d'actifs qui est passé de 30Mds par mois sur la première partie de l'année à 15Mds à partir d'octobre et a pris fin en décembre. A partir de 2019, elle réinvestira les montants remboursés sur les titres arrivant à échéance afin de conserver des conditions de liquidité favorables.

Aux Etats Unis, le nouveau patron de la Federal Reserve Jerome Powell a relevé à quatre reprises ses taux directeurs portant ainsi la cible des Fed Funds entre 2,25 % et 2,5 %. Au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre qui avait entamé en novembre 2017 son premier resserrement monétaire depuis dix ans, a relevé son taux directeur en juillet à 0,75 %.

Les anticipations de ralentissement économique mondial et la fin des politiques monétaires accommodantes des banques centrales ont progressivement modifié le contexte macro-économique qui prévalait en début d'année. La guerre tarifaire entre les Etats-Unis et la Chine, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne et les négociations budgétaires entre l'Italie et Bruxelles ont également contribué au renforcement de la volatilité. Dans ce contexte, les marchés ont connu un retour de l'aversion pour le risque au second semestre, qui s'est traduit par une baisse des marchés actions et un élargissement des spreads de crédit.

Après un pic à 0.50% en février le taux de swap 5 ans termine en baisse de 12 bp à 0,20 %.

5. NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Note 1 : Caisse, Banques centrales et CCP

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Caisse	23	11
Banques centrales et CCP	1 920 379	1 221 566
Total des caisse, banques centrales et CCP	1 920 402	1 221 577

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	1 787 987	1 097 867
Union européenne (hors France)	129 189	114 537
Reste du monde	3 226	9 173
Total des caisse, banques centrales et CCP	1 920 402	1 221 577

Note 2 : Effets publics et valeurs assimilées**(En milliers d'euros)**

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Titres à revenu fixe	390 042	473 101
Total des effets publics et valeurs assimilées	390 042	473 101

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	72 458	165 610
De 3 à 12 mois	107 798	117 843
De 1 à 5 ans	209 786	189 648
Supérieur à 5 ans		
Total des effets publics et valeurs assimilées	390 042	473 101

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	251 537	292 985
Union européenne (hors France)	138 505	180 116
Reste du monde		
Total des effets publics et valeurs assimilées	390 042	473 101

Note 3 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Créances à vue sur établissements de crédit	458 306	369 839
Comptes ordinaires débiteurs	430 549	251 470
Prêts au jour le jour	27 509	118 000
Créances rattachées	248	369
Créances à terme sur établissements de crédit	9 684 833	9 299 125
Prêts participatifs ou subordonnés	1 800	1 800
Comptes et prêts à terme	9 612 729	9 253 473
Créances rattachées	70 304	43 852
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	10 143 139	9 668 964
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>9 931 800</i>	<i>9 426 561</i>

Les entreprises liées correspondent essentiellement aux opérations de refinancement des filiales.

Les créances vis-à-vis des établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne.

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	3 919 688	4 109 302
De 3 à 12 mois	1 959 639	2 578 106
De 1 à 5 ans	4 262 012	2 979 756
Supérieur à 5 ans	1 800	1 800
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	10 143 139	9 668 964

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	10 074 107	9 536 233
Union européenne (hors France)	65 975	128 946
Reste du monde	3 057	3 785
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	10 143 139	9 668 964

Note 4 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Crédits non douteux à la clientèle	11 881 788	11 097 484
Encours de crédit affecté non titrisé	7 862 602	6 952 265
Encours sur financement réseaux	4 031 560	4 206 910
Créances rattachées sur contrats non douteux	12 281	10 549
Dépréciation des créances impayées	(24 655)	(72 240)
Crédits douteux à la clientèle	37 566	46 230
Créances rattachées sur contrats douteux	655	235
Créances sur contrats douteux	74 833	76 303
Dépréciation des contrats douteux	(40 376)	(33 590)
Créances rattachées sur contrats douteux compromis		581
Créances sur contrats douteux compromis	57 469	37 443
Dépréciation des contrats douteux compromis	(55 015)	(34 742)
Concours divers	9 385 282	9 113 906
Créances commerciales	119 484	159 972
Prêts à la clientèle financière	221 073	218 311
Autres concours à la clientèle	8 985 069	8 674 557
Valeurs non imputées	12 759	10 195
Créances rattachées sur concours divers	46 762	49 026
Créances douteuses sur concours divers	135	1 845
Comptes ordinaires	348 994	230 644
Comptes ordinaires sains	319 822	230 539
Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux	29 172	105
Etalements	185 246	120 056
Etalement des bonifications reçues	(263 523)	(245 980)
Etalement des frais de dossier reçus	(107 202)	(91 215)
Etalement des commissions versées	486 225	386 405
Etalement des autres charges versées	69 746	70 846
Total net des créances sur la clientèle (*)	21 838 876	20 608 320
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>9 186 619</i>	<i>8 915 384</i>

Les créances vis-à-vis de la clientèle ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne.

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	8 263 040	7 921 668
De 3 à 12 mois	5 772 942	5 559 226
De 1 à 5 ans	7 237 956	6 560 208
Supérieur à 5 ans	564 938	567 218
Total net des créances sur la clientèle	21 838 876	20 608 320

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	6 175 175	5 955 703
- dont Contrats non douteux	6 175 175	5 955 703
- dont Contrats douteux		
- dont Contrats douteux compromis		
Union européenne (hors France)	15 528 877	14 494 402
- dont Contrats non douteux	15 491 311	14 448 172
- dont Contrats douteux	35 112	42 948
- dont Contrats douteux compromis	2 454	3 282
Reste du monde	134 824	158 215
- dont Contrats non douteux	134 824	158 215
- dont Contrats douteux		
- dont Contrats douteux compromis		
Total net des créances sur la clientèle	21 838 876	20 608 320

Ventilation par secteurs d'activité	12/2018	12/2017
Financement clientèle	8 060 229	7 086 598
Valeur brute des encours	8 141 667	7 145 378
- dont Contrats non douteux	8 060 129	7 082 871
- dont Contrats douteux	32 554	32 321
- dont Contrats douteux compromis	48 984	30 186
Dépréciation des encours	(81 438)	(58 780)
- dont Contrats non douteux	(12 200)	(7 392)
- dont Contrats douteux	(22 684)	(24 010)
- dont Contrats douteux compromis	(46 554)	(27 378)
Financement réseaux	4 044 371	4 177 172
Valeur brute des encours	4 082 979	4 258 964
- dont Contrats non douteux	4 031 560	4 206 910
- dont Contrats douteux	42 934	44 216
- dont Contrats douteux compromis	8 485	7 838
Dépréciation des encours	(38 608)	(81 792)
- dont Contrats non douteux	(12 455)	(64 848)
- dont Contrats douteux	(17 692)	(9 580)
- dont Contrats douteux compromis	(8 461)	(7 364)
Autres activités	9 734 276	9 344 550
Valeur brute des encours	9 734 276	9 344 550
- dont Contrats non douteux	9 734 276	9 344 549
- dont Contrats douteux		1
- dont Contrats douteux compromis		
Total net des créances sur la clientèle	21 838 876	20 608 320

Note 5 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Titres de placement	7 087 510	6 690 874
Titres à revenu fixe	7 087 521	6 675 656
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	17 278	15 241
Dépréciation des titres à revenu fixe	(17 289)	(23)
Total des obligations et autres titres à revenu fixe (*)	7 087 510	6 690 874
(*) Dont entreprises liées	1	1
(*) Dont titres cotés	6 436 560	5 907 766

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	1 498 952	1 105 429
De 3 à 12 mois	1 788 545	3 115 172
De 1 à 5 ans	3 583 631	1 648 191
Supérieur à 5 ans	216 382	822 082
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	7 087 510	6 690 874

La valeur de marché de titres de placement est de 7 216 MEUR à fin décembre 2018 contre 6 929 MEUR au 31 décembre 2017. La plus-value latente s'élève à 228 MEUR en 2018 (après prise en compte de la décote) contre une plus-value latente de 215 MEUR en 2017.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	Succursale Italienne	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemagne	Succursale Allemande	Succursale Allemande
Date de début	mai-12	juillet-13	avril-18	juillet-15	juillet-17	mars-14	décembre-13	mars-17	mai-16
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Loans France V2018-1	Cars Alliance Auto Loans Italy SPV	Cars Alliance DFP Germany 2017	Cars Alliance Auto Loans Germany Master	Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1	Cars Alliance Leases Germany	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2016-1
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances sur le réseau	Crédits automobiles à la clientèle
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-18	Class A Notation AAA 353 300	Class A Notation AAA 1 000 000	Class A Notation AAA 157 200	Class A Notation AAA 1 357 400	Class A Notation AAA 675 000	Class A Notation AAA 2 544 200			Class A Notation AAA 94 908
au 31-12-18				Class B Non notées 238 200		Class B Non notées 222 100		Class B Non notées 146 551	
au 31-12-18									Class C, S, T Non notées 38 100

Note 6 : Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Titres à revenu variable	16 237	161 737
Total des actions et autres titres à revenu variable (*)	16 237	161 737
<i>(*) Dont titres cotés</i>		<i>150 052</i>

Note 7 : Autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Valeurs brutes des titres	212	212
Autres titres détenus à long terme	212	212
Dépréciation des titres	(211)	(211)
Dépréciation des autres titres détenus à long terme	(211)	(211)
Total des participations et autres titres détenus à long terme (*)	1	1
<i>(*) Dont titres cotés</i>		

Note 8 : Participation et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Parts dans les entreprises liées	1 702 493	1 421 847
Titres de participation	79 437	35 369
Dépréciation des parts dans les entreprises liées	(47 617)	(17 700)
Total des parts dans les entreprises liées (*)	1 734 313	1 439 516

(*) Dont titres cotés

Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations

(En milliers d'euros)

Variation de la période	Base	Dépréciation
Solde à l'ouverture	1 457 216	(17 700)
Bulb Software		(816)
RCI Mobility SASU	5 000	(3 100)
Class & Co SAS - Achat complément de titres	1 378	(8 400)
Flit technologies Ltd		(8 800)
Marcel - Rachat de la société à Class & Co SAS	15 000	(2 600)
ICABBI - Acquisition de la société	26 690	(6 200)
Diac SA	249 998	
Renault leasing CZ SRO - Complément de prix	1 000	
RN SF B.V. - Augmentation du capital	12 862	
RCI Colombia SA - Augmentation du capital	12 784	
Autres mouvements	2	(1)
Solde à la clôture	1 781 930	(47 617)

Note 9 : Crédit-bail et location avec option d'achat

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Immobilisations brutes	2 768 748	2 345 715
Amortissements	(1 029 085)	(833 695)
Loyers échus	7 826	6 373
Dépréciation des créances impayées	(3 210)	(4 197)
Créances rattachées		199
Loyers douteux	16 067	3 768
Dépréciation des loyers douteux	(9 418)	(2 379)
Loyers douteux compromis	3 780	10 189
Dépréciation des loyers douteux compromis	(3 510)	(9 733)
Etalement des bonifications reçues	(59 948)	(46 690)
Etalement des frais de dossier reçus	(9 058)	(8 608)
Etalement des commissions versées	33 938	22 971
Etalement des autres charges versées	11 954	8 101
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	1 728 084	1 492 014
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(47 366)</i>	<i>(35 266)</i>

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Note 10 : Location simple

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Immobilisations brutes	214 477	154 114
Amortissements	(43 539)	(30 337)
Loyers échus	694	283
Dépréciation des créances impayées et valeurs résiduelles	(377)	(823)
Loyers douteux	86	165
Dépréciation des loyers douteux	(79)	(65)
Loyers douteux compromis		429
Dépréciation des loyers douteux compromis		(386)
Etalement des commissions versées	507	415
Total des opérations de location simple (*)	171 769	123 795
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>157 317</i>	<i>105 797</i>

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Note 11 : Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Valeur brute des immobilisations incorporelles	7 131	9 903
Concessions, brevet et droits similaires	6 522	9 864
Autres immobilisations incorporelles	609	39
Amortissements des immobilisations incorporelles	(5 562)	(8 929)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(5 466)	(8 890)
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	(96)	(39)
Total des immobilisations incorporelles	1 569	974

Note 12 : Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Valeur brute des immobilisations corporelles	33 916	29 691
Constructions	360	300
Matériel de transport	2 568	2 392
Matériel et mobilier de bureau	7 771	6 358
Matériel et mobilier informatique	10 578	12 335
Autres immobilisations corporelles	12 639	8 306
Amortissements des immobilisations corporelles	(22 925)	(24 519)
Amortissements sur constructions	(295)	(297)
Amortissements sur matériel de transport	(400)	(385)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(4 753)	(5 033)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(9 285)	(11 710)
Amortissements sur autres immobilisations corporelles	(8 192)	(7 094)
Total des immobilisations corporelles	10 991	5 172

Note 13 : Autres actifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Etat	66 493	60 864
Créances sociales	249	122
Débiteurs divers	162 810	164 871
Créances rattachées sur débiteurs divers	6 110	2 290
Total des autres actifs	235 662	228 147

Note 14 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Charges à répartir sur frais et primes des dettes représentées par un titre	46 052	46 469
Charges constatées d'avance	4 691	1 876
Produits à recevoir sur swaps ou IFT	34 328	33 470
Autres produits à recevoir	29 379	27 234
Comptes d'ajustement devises	10 800	42 666
Valeurs à l'encaissement	100 597	208 666
Total des comptes de régularisation	225 847	360 381

La contrepartie des produits et des charges résultant de la conversion des opérations de change au comptant et à terme enregistrées au hors bilan est inscrite au bilan en « Compte d'ajustement sur devises ». La conversion est faite en cours de clôture.

Note 15 : Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Dettes à vue sur établissements de crédit	80 047	149 870
Comptes ordinaires créditeurs	80 047	149 870
Créances à terme sur établissements de crédit	4 924 414	4 668 526
Comptes et emprunts à terme	4 916 173	4 665 286
Dettes rattachées	8 241	3 240
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	5 004 461	4 818 396
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 233 849</i>	<i>1 970 896</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	589 778	604 563
De 3 à 12 mois	113 329	1 638 833
De 1 à 5 ans	4 301 354	2 575 000
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	5 004 461	4 818 396

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	4 815 242	4 564 532
Union européenne (hors France)	100 010	166 619
Reste du monde	89 209	87 245
Total des dettes envers les établissements de crédit	5 004 461	4 818 396

Le solde du financement accordé par la Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés est de 2 500 MEUR au 31 décembre 2018 (montant identique à celui du 31 décembre 2017).

Note 16 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	12 407 372	11 724 393
Comptes ordinaires créditeurs	244 120	219 124
Compte d'épargne sur livret	12 102 770	11 456 336
Acomptes et autres sommes dues	40 118	12 484
Dettes rattachées	20 364	36 449
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	5 957 317	5 781 099
Comptes ordinaires créditeurs à terme	5 951 539	5 774 761
Dettes rattachées	5 778	6 338
Total des opérations avec la clientèle (*)	18 364 689	17 505 492
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 336 446</i>	<i>2 410 369</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	13 378 129	12 600 732
De 3 à 12 mois	1 476 244	1 411 864
De 1 à 5 ans	2 810 316	2 792 896
Supérieur à 5 ans	700 000	700 000
Total des opérations avec la clientèle	18 364 689	17 505 492

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2018	12/2017
France	3 470 907	3 461 769
Union européenne (hors France)	14 866 141	13 982 652
Reste du monde	27 641	61 071
Total des opérations avec la clientèle	18 364 689	17 505 492

Note 17 : Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Dettes représentées par un titre	17 879 292	16 334 140
Emprunts obligataires	16 595 854	15 601 340
Titres de créances négociables	1 283 438	732 800
Dettes rattachées sur dettes représentées par un titre	64 726	84 213
Emprunts obligataires	64 726	84 212
Titres de créances négociables		1
Total des dettes représentées par un titre	17 944 018	16 418 353

Ventilation par durées résiduelles	12/2018	12/2017
Inférieur à 3 mois	1 598 507	1 145 496
De 3 à 12 mois	2 527 634	1 889 894
De 1 à 5 ans	10 767 877	10 282 963
Supérieur à 5 ans	3 050 000	3 100 000
Total des dettes représentées par un titre	17 944 018	16 418 353

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Note 18 : Autres passifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Etat	59 456	56 975
Dettes sociales	9 993	9 339
Créditeurs divers	177 900	172 595
Dettes rattachées sur créditeurs divers	184 812	144 680
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as.	6 095	5 021
Total des autres passifs	438 256	388 610

Note 19 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	561	108
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass.	42 889	33 978
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	221 350	195 762
Autres produits constatés d'avance	4 107	3 001
Charges à payer sur swaps ou IFT	11 837	11 252
Autres comptes de régularisation passif	50 988	50 246
Total des comptes de régularisation	331 732	294 347

Note 20 : Provisions

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2017	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2018
			Utilis ées	Non utilis ées		
Dépréciation des opérations bancaires	67 172	9 310	(361)	(8 598)	(3)	67 520
Litiges avec des clients	1 304	316	(361)			1 259
Risques pays	65 868	8 994		(8 598)	(3)	66 261
Dépréciation des opérations non bancaires	14 296	12 157	(2 566)	(2 277)	8	21 618
Engagements de retraite	2 950	177	(196)	(19)	8	2 920
Plans sociaux et de restructuration	105	3 700	(105)			3 700
Autres risques et charges	11 241	8 280	(2 265)	(2 258)		14 998
Total des provisions	81 468	21 467	(2 927)	(10 875)	5	89 138

(*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Cependant, le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros, Renault SA étant conjointement tenue au paiement de cette amende. Le Groupe conteste le fondement de cette amende et va faire appel de cette décision. Nous estimons que la probabilité que cette décision soit annulée ou réformée sur le fond devant les tribunaux est forte. Il n'est par ailleurs pas possible, du fait du grand nombre de variables ayant une incidence sur la quantification de la sanction éventuelle, d'estimer de façon fiable le montant qui pourrait devoir être payé à l'issue de cette procédure.

A fin décembre 2018, aucune provision n'a donc été comptabilisée à ce titre.

Note 20.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecart actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2016	3 411	0	3 411	(81)	3 330
Charge nette de l'exercice 2017	126		126		126
Prestations et contributions payées	(506)		(506)		(506)
Ecart actuariels	(33)		(33)	33	
Solde au 31 décembre 2017	2 998	0	2 998	(48)	2 950
Charge nette de l'exercice 2018	146		146		146
Prestations et contributions payées	(176)		(176)		(176)
Ecart actuariels	47		47	(47)	
Solde au 31 décembre 2018	3 015	0	3 015	(95)	2 920

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2018	12/2017
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	1,50%	1,50%
Taux d'actualisation financière	0,98%	0,69%
Taux de départ des salariés de l'entreprise	4,00%	5,26%

Les engagements de retraite ne concernent que la succursale italienne.

Note 20.2 : Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2017	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2018
Dépréciation	176 089	95 870	(68 738)	(1 464)	201 757
Opérations avec la clientèle	158 155	48 322	(68 372)	(1 465)	136 640
Opérations sur titres	17 934	47 548	(366)	1	65 117
Dépréciation des opérations bancaires	67 172	9 310	(8 959)	(3)	67 520
Litiges avec des clients	1 304	316	(361)		1 259
Risques pays	65 868	8 994	(8 598)	(3)	66 261
Total	243 261	105 180	(77 697)	(1 467)	269 277

(*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Note 21 : Capitaux propres

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2017	Affectation Résultat 2017	Variation 2018	12/2018
Capital souscrit	100 000			100 000
Primes d'émission et de fusion	258 807			258 807
Réserve légale	10 000			10 000
Autres réserves	9 614			9 614
Ecart de réévaluation	76			76
Report à nouveau	2 098 165	491 209	(150 000)	2 439 374
Résultat de l'exercice	491 209	(491 209)	514 257	514 257
Total des capitaux propres	2 967 871	0	364 257	3 332 128

Le capital de la société est constitué de 1 000 000 actions dont 999 994 détenues par la société Renault SAS.

Le résultat net par action ainsi que le résultat dilué par action s'établi à 514,26 € au 31 décembre de l'exercice contre 491,21 € l'année précédente.

Proposition d'affectation du résultat 2018

Report à nouveau après affectation 31/12/2018	2 439 374
Résultat de l'exercice	514 257
Solde disponible	2 953 631
Acompte sur dividende versé sur l'exercice	150 000
Dividendes	50 000
Report à nouveau après affectation	2 753 631

Note 22 : Engagements donnés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Engagements de financement	985 661	880 008
Autres engagement en faveur des établissements de crédit		4 000
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	881 661	838 008
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle	104 000	38 000
Engagements de garantie	568 377	657 596
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	369 303	350 715
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	199 074	306 881
Engagements sur titres		2 200
Titres à livrer à terme		2 200
Autres engagements donnés	7 460 672	6 955 859
Valeurs affectées en garantie	7 460 672	6 955 859
Total des engagements donnés (*)	9 014 710	8 495 663
(*) Dont entreprises liées		
Engagements de garantie	217 811	304 157
Engagements de financement	104 778	42 000
Engagements sur titres		2 200
Autres engagements donnés	214	259

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

Note 23 : Engagements reçus

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Engagements de financement	8 426 866	8 005 919
Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit	8 426 866	8 005 919
Engagements de garantie	4 436 865	3 504 086
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	177 693	158 907
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	1 183 683	1 257 689
Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle	1 154 958	540 151
Engagement de reprise des véhicules loués	1 920 531	1 547 339
Total des engagements reçus (*)	12 863 731	11 510 005
(*) Dont entreprises liées		
Engagements de garantie	929 081	941 888

Un engagement de financement reçu de la Banque Centrale Européenne a été enregistré au 31 décembre 2018 pour un montant de 6 501 MEUR contre 6 080 MEUR en 2017.

Note 24 : Instruments financiers à terme et change au comptant

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/18	Juste valeur 12/18
Couverture du risque de change					
<u>Swap de devises</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de devises	289 446	23 325		312 771	319 111
Ventes (Prêts) de swaps de devises	259 645	60 683		320 328	334 696
<u>Opérations de change à terme</u>					
Achats de change à terme	1 485 055			1 485 055	1 464 325
Ventes de change à terme	1 485 162			1 485 162	1 488 623
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Achats de change au comptant	116 429			116 429	116 429
Ventes de change au comptant	119 881			119 881	119 881
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	7 328 679	10 867 196	2 000 000	20 195 875	19 505 406
Ventes (Prêts) de swaps de taux	7 328 679	10 867 196	2 000 000	20 195 875	19 579 710
Autres IFT					
Donnés			6 600	6 600	

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/17	Juste valeur 12/17
Couverture du risque de change					
<u>Swap de devises</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de devises	608 566	288 640		897 206	910 263
Ventes (Prêts) de swaps de devises	640 268	302 207		942 475	1 002 648
<u>Opérations de change à terme</u>					
Achats de change à terme	1 883 745			1 883 745	1 891 731
Ventes de change à terme	1 886 988			1 886 988	1 891 485
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Achats de change au comptant	2 677			2 677	2 677
Ventes de change au comptant	2 870			2 870	2 870
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	7 713 502	8 709 899	2 350 000	18 773 401	17 833 722
Ventes (Prêts) de swaps de taux	6 918 894	9 504 507	2 350 000	18 773 401	17 857 864

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

Note 25 : Actifs et passifs en devises

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Contre valeur en euros des actifs en devises	6 613 105	6 480 122
Contre valeur en euros des passifs en devises	5 620 623	6 264 717

Note 26 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	172 466	140 974
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	927 316	787 520
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	192 798	204 986
Intérêts et produits sur autres opérations	175	562
Total des intérêts et produits assimilés	1 292 755	1 134 042

Note 27 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(94 122)	(88 954)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(561 335)	(480 924)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(161 484)	(204 770)
Total des intérêts et charges assimilées	(816 941)	(774 648)

Note 28 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	521 811	499 377
Loyers	479 342	463 792
Intérêts de retard	3 584	3 232
Plus-values sur cession immobilisations	39 395	32 074
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(137)	(154)
Reprises de provisions	172	841
Dotations aux provisions	(545)	(408)
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	(481 568)	(448 334)
Dotation aux amortissements	(425 493)	(404 568)
Etalement des commissions et autres charges versées	(25 731)	(18 384)
Moins-values sur cession immobilisations	(28 080)	(25 382)
Autres charges	(2 264)	
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	40 243	51 043

Note 29 : Opérations de location simple

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Produits sur opérations de location simple	26 457	21 218
Loyers	25 546	20 765
Intérêts de retard	2	1
Plus-values sur cession immobilisations	909	452
Charges sur opérations de location simple	(17 143)	(12 752)
Dotation aux amortissements	(15 509)	(11 826)
Etalement des commissions et autres charges versées	(395)	(434)
Moins-values sur cession immobilisations	(1 142)	(456)
Autres charges	(97)	(36)
Total sur opérations de location simple	9 314	8 466

Note 30 : Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Revenus du portefeuille de placement	112 669	122 607
Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations	199 951	243 289
Total des revenus des titres à revenu variable	312 620	365 896

Note 31 : Commissions

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Commissions (Produits)	53 431	42 893
Commissions clientèles	12 155	11 424
Commissions titres	148	84
Commissions autres	41 128	31 385
Commissions (Charges)	(25 420)	(24 642)
Commissions établissements de crédit	(293)	(367)
Commissions clientèles	(104)	(134)
Commissions titres	(909)	(396)
Commissions autres	(24 114)	(23 745)
Total des commissions (*)	28 011	18 251

(*) Dont entreprises liées

8 066

7 554

Note 32 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	258	1 392
Opérations de changes	258	1 392
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	(21 949)	(3 417)
Gains ou perte sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées	(3 867)	(3 544)
Dotations aux provisions	(18 448)	(88)
Reprises de provisions	366	215
Total des gains ou perte sur opérations financières	(21 691)	(2 025)

Note 33 : Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Autres produits d'exploitation bancaire	201 084	154 514
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	3 273	2 838
Opérations faites en commun	25 927	23 451
Autres produits d'exploitation bancaire	171 884	128 225
Autres produits d'exploitation	12 108	8 112
Produits des prestations des activités de service	7 572	3 977
Opérations faites en communs	245	284
Autres produits d'exploitation	4 291	3 851
Total des autres produits d'exploitation	213 192	162 626

Note 34 : Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Autres charges d'exploitation bancaire	(7 090)	(3 309)
Autres charges d'exploitation bancaire	(4 324)	(6 259)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	(2 766)	2 950
Autres charges d'exploitation	(8 094)	(5 477)
Charges des prestations des activités de service	(4 446)	(2 296)
Autres charges d'exploitation	(2 804)	(10 248)
Variation provisions pour autres risques et charges d'exploitation	(844)	7 067
Total des autres charges d'exploitation	(15 184)	(8 786)

Note 35 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Frais de personnel	(125 228)	(112 803)
Salaires et traitements	(57 284)	(55 523)
Charges sociales sur retraites	(2 932)	(2 507)
Autres charges sociales	(15 278)	(14 112)
Intéressement des salariés	(972)	
Refacturation des frais de personnel	(44 600)	(40 663)
Autres frais de personnel	(4 162)	2
Autres frais administratifs	(187 968)	(183 759)
Impôts et taxes	(31 652)	(29 616)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(103 885)	(86 828)
Charges non étalables versées à des tiers	(46 477)	(65 232)
Variation des dépréciations des autres frais administratifs	(146)	(385)
Refacturation des frais administratifs	(5 808)	(1 698)
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	(313 196)	(296 562)
<i>(*) dont honoraires de commissariat aux comptes sur audit légal</i>	<i>(1 340)</i>	<i>(1 308)</i>

Effectif moyen	12/2018	12/2017
France		
Union européenne (hors France)	940	897
- dont Effectifs inscrits	924	882
- dont Personnel mis à la disposition de la société	16	15
Reste du monde	20	20
- dont Effectifs inscrits	18	18
- dont Personnel mis à la disposition de la société	2	2
Total	960	917

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Concernant les honoraires des commissaires aux comptes, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG S.A. Audit au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires (ii) des missions d'attestation portant notamment sur des informations RSE, et (iii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale. Les services autres que la certification des comptes fournis par Ernst & Young Audit au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires, (ii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale.

Note 36 : Coût du risque par catégorie de clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Coût du risque sur opérations de location	2 053	(6 038)
Dotations aux provisions	(16 711)	(6 630)
Reprises de provisions	18 056	5 524
Abandons de créances	(85)	(6 104)
Récupérations sur créances amorties	793	1 172
Coût du risque sur opérations de crédit	(20 924)	(25 804)
Dotations aux provisions	(44 501)	(23 105)
Reprises de provisions	65 336	35 910
Abandons de créances	(45 148)	(44 446)
Récupérations sur créances amorties	3 389	5 837
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle		215
Dotations aux provisions		(7 100)
Reprises de provisions		7 100
Abandons de créances		(7 105)
Récupérations sur créances amorties		7 320
Coût du risque sur autres opérations	(351)	(3 633)
Dotations aux provisions	(9 310)	(14 434)
Reprises de provisions	8 959	10 801
Total du coût du risque (*)	(19 222)	(35 260)

(*) Dont entreprises liées

508

Note 37 : Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2018	12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations financières	(29 100)	(4 395)
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	(3)	
Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés	(29 103)	(4 395)

Note 38 : Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de RENAULT SAS. A ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société - mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

Note 39 : Résultat par secteurs d'activité

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/18
Financement Clientèle				
Produit net bancaire		527 416		527 416
Résultat brut d'exploitation		369 076		369 076
Résultat d'exploitation		324 798		324 798
Résultat courant avant impôt		324 796		324 796
Financement Réseaux				
Produit net bancaire		85 481	16 268	101 749
Résultat brut d'exploitation		57 396	12 615	70 011
Résultat d'exploitation		80 390	15 073	95 463
Résultat courant avant impôt		80 389	15 073	95 462
Activités de refinancement				
Produit net bancaire	413 154			413 154
Résultat brut d'exploitation	287 375			287 375
Résultat d'exploitation	286 979			286 979
Résultat courant avant impôt	257 879			257 879
Toutes activités				
Produit net bancaire	413 154	612 897	16 268	1 042 319
Résultat brut d'exploitation	287 375	426 472	12 615	726 462
Résultat d'exploitation	286 979	405 188	15 073	707 240
Résultat courant avant impôt	257 879	405 185	15 073	678 137

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/17
Financement Clientèle				
Produit net bancaire		433 834		433 834
Résultat brut d'exploitation		271 099		271 099
Résultat d'exploitation		234 819		234 819
Résultat courant avant impôt		234 816		234 816
Financement Réseaux				
Produit net bancaire		96 811	15 047	111 858
Résultat brut d'exploitation		75 618	10 954	86 572
Résultat d'exploitation		80 881	10 068	90 949
Résultat courant avant impôt		80 879	10 068	90 947
Activités de refinancement				
Produit net bancaire	409 173			409 173
Résultat brut d'exploitation	298 971			298 971
Résultat d'exploitation	295 614			295 614
Résultat courant avant impôt	291 224			291 224
Toutes activités				
Produit net bancaire	409 173	530 645	15 047	954 865
Résultat brut d'exploitation	298 971	346 717	10 954	656 642
Résultat d'exploitation	295 614	315 700	10 068	621 382
Résultat courant avant impôt	291 224	315 695	10 068	616 987

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Détail des participations dont la valeur excède 1% du capital de la société (en KEUR et référentiel IFRS)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50%					
RCI Mobility SASU	France	5 300	2 123	100,00%	(2 350)
Class & Co SAS	France	20	319	100,00%	4 469
Flit technologies Ltd	GB	24 891	(7 620)	57,00%	(10 332)
Marcel	France	8 606	4 689	99,96%	(7 678)
ICABBI	Irlande	1	463	80,00%	(2 549)
Overlease Espagne SA	Espagne	6 000	1 305	100,00%	4 808
RCI Financial Services BV	Pays-Bas	1 500	8 000	100,00%	9 474
RCI Finance SA	Suisse	3 550	54 191	100,00%	9 528
Courtage SA	Argentine	1	(78)	95,00%	10 862
RCI Financial Services Limited	GB	118 945	207 639	100,00%	58 563
RCI Leasing Romania SLR	Roumanie	967	537	100,00%	1 201
Renault Crédit RT	Hongrie	249	2 212	100,00%	2 975
RCI Finance SA	Maroc	26 482	25 568	100,00%	8 158
RCI Finance CZ SRO	R. Tchèque	5 909	9 833	100,00%	1 853
RCI Koréa Co. Ltd	Corée	59 080	225 632	100,00%	31 235
RCI Banco do Brasil SA	Brésil	221 698	(12 273)	60,11%	45 600
Rombo Compania Financiera SA	Argentine	1 394	28 140	60,00%	(902)
Diac SA	France	647 266	763 828	100,00%	58 949
Renault Autofin SA	Belgique	800	34 647	100,00%	6 804
RCI Financial Services SA	Belgique	1 100	(647)	100,00%	355
Renault Crédit Polska Sp.zo.o.	Pologne	16 158	4 140	100,00%	2 775
Renault leasing CZ SRO	R. Tchèque	2 721	14 759	50,00%	4 784
Administradora de Consorcio Renault do Brasil Ltda	Brésil	1 636	1 052	99,92%	1 449
RCI Services Ltd Malte	Malte	10 000	(116 019)	100,00%	118 780
Renault Nissan Finance RUS LLC	Russie	439	869	100,00%	207
RCI Usluge d.o.o	Croatie	1 592	246	100,00%	855
RN SF B.V.	Pays-Bas	142 742	(40 466)	50,00%	21 152
RCI Colombia SA	Colombie	63 310	(2 290)	51,00%	7 979
Participations détenues entre 10% et 50%					
ORFIN Finansman Anonim Sirketi SA	Turquie	25 583	10 148	50,00%	7 100
Nissan Renault Financial Services India Private limited	Inde	89 051	7 684	30,00%	5 398

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	953 872	688 768		139 500		0
Valeur comptable nette des titres détenus	939 772	656 067		138 473		0
Prêts et avances consentis par la société	9 104 896	3 954 886		43 931		
Cautions et avals donnés par la société		120 156				
Dividendes encaissés par la société		194 801		5 148		2



HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au 31 décembre 2018

HONORAIRES

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE LEUR RÉSEAU

	Réseau CAC ERNST&YOUNG				Réseau KPMG				Réseau CAC AUTRES			
	2018		2017		2018		2017		2018		2017	
	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%
Audit légal stricto sensu	1 150	94%	1 024	96%	1 532	95%	1 593	95%	22	100%	22	96%
Services nécessairement rendus en raison d'une réglementation locale	40	3%	3	2%	33	2%	39	2%			1	4%
Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes	33	3%	38	2%	52	3%	43	3%				
Audit légal et prestations assimilées	1 223	100%	1 065	100%	1 617	100%	1 675	100%	22	100%	23	100%
Conseil fiscal, juridique et social					1	3%						
Conseil en organisation												
Autres prestations de conseil					28	97%						
Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation					29	100%						
TOTAL DES HONORAIRES	1 223		1 065		1 646		1 675		22		23	